



Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 29 MARS 1930

QUEBEC, SATURDAY, 29TH MARCH, 1930

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE
OFFICIELLE DE QUÉBEC".

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC
OFFICIAL GAZETTE".

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion : 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes : 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction : 50 cents par 100 mots.

Livraisons séparées à 30 cents chacune.

Feuilles volantes : \$1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de

ADVERTISING RATES.

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: \$1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are

l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'IMPRIMEUR DU ROI,
Rédempti Paradis.

Hôtel du gouvernement.

1119—9-9

strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7 per annum, is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House.

1120—9-9

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 13 mars 1930.

M. Patrick O'Donnell, de la cité de Montréal, contracteur, demeurant au No 0654, rue Charlevoix: juge de paix pour le district de Montréal.

Québec, le 14 mars 1930.

M. Joseph Plante, de Saint-Victor-de-Beauce, entrepreneur: juge de paix pour le district de Beauce.

M. Alex.-J. Rioux, du Village de Macamic, agronome: juge de paix pour le district d'Abitibi.

M. Cyrille Taillefer, de Sainte-Rose-de-Laval, et M. Adjutor Myre, de la cité de Montréal, gérant de banque, demeurant au No 8172 rue Henri-Julien: juges de paix pour le district de Montréal.

MM. Joseph Gagné, cultivateur, Adélarde Roy, rentier, Georges Paquet, tanneur, Philippe Thibodeau, commerçant, Ludger Bolduc, cordonnier, Arthur Rodrigue, marchand, et Achille Thibodeau, rentier, tous de Saint-Georges-de-Beauce, commissaires pour tenir la Cour de commissaires du village de Saint-Georges-de-Beauce, dans le district de Beauce.

M. John Koenig, de L'Islet: examinateur des mécaniciens de machines fixes, inspecteur des chaudières à vapeur et appareils de chauffage et examinateur des plans des chaudières en construction ou en réparation.

Québec, le 15 mars 1930.

MM. Jules Vallée, de la cité de Québec, G.-H. Tousignant, de la Tuque, et Emilien Bédard, de

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by and with the advice and consent of Our Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, March 13th., 1930.

Mr. Patrick O'Donnell, of the City of Montreal, contractor, residing at No. 0654, Charlevoix Street: to be a Justice of the Peace for the District of Montreal.

Quebec, March 14th., 1930.

Mr. Joseph Plante, of Saint-Victor de Beauce, contractor: to be a Justice of the Peace for the District of Beauce.

Mr. Alex. J. Rioux, of the Village of Macamic, agronomist: to be a Justice of the Peace for the District of Abitibi.

Mr. Cyrille Taillefer, of Sainte Rose de Laval, and Mr. Adjutor Myre, of the City of Montreal, bank manager, residing at No. 8172 Henri Julien Street: to be Justices of the Peace for the District of Montreal.

Messrs. Joseph Gagne, farmer, Adelard Roy, annuitant, Georges Paquet, tanner, Philippe Thibodeau, trader, Ludger Bolduc, shoemaker, Arthur Rodrigue, merchant, and Achille Thibodeau, annuitant, all of Saint Georges de Beauce: to be Commissioners to hold the Commissioners' Court for the Village of Saint Georges de Beauce, in the District of Beauce.

Mr. John Koenig, of L'Islet: to be examiner of stationary engineers, inspector of steam boilers and heating apparatus and examiner of plans of boilers under construction or repair.

Quebec, March 15th., 1930.

Messrs. Jules Vallée, of the City of Quebec, G. H. Tousignant, of La Tuque, and Emilien

Parent, tous médecins; conjointement coroner pour le district judiciaire de Québec, avec juridiction, pour G.-H. Tousignant sur cette partie du district électoral de Champlain qui se trouve dans le district judiciaire de Québec, moins les parties des cantons Dandurand et Verreau situées dans le dit district électoral de Champlain, et les cantons Lamy, Fréchette, Delage, Nevers, Brochu et Magnan; pour le Dr. Emilien Bédard, aux parties des cantons Dandurand et Verreau situées dans le dit district électoral de Champlain et aux cantons Lamy, Fréchette, Delage, Nevers, Brochu et Magnan. 1677

Bedard, of Parent, all physicians: to be Joint Coroner for the judicial District of Quebec, with jurisdiction for G. H. Tousignant over that part of the electoral District of Champlain which is in the judicial District of Quebec, less the parts of the Townships Dandurand and Verreau situate in the said electoral District of Champlain, and the Townships Lamy, Frechette, Delage, Nevers, Brochu and Magnan; for Dr. Emilien Bedard, over the parts of Townships Dandurand and Verreau situate in the said electoral District of Champlain and the Townships Lamy, Frechette, Delage, Nevers, Brochu and Magnan. 1678

Proclamation

WILLINGDON,
[L.S.]

CANADA

GEORGE CINQ, par la grâce de Dieu Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront, ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION

W. STUART EDWARDS, } ATTENDU qu'en
Sous-ministre de la Justice, } vertu des dis-
Canada, } positions de la *Loi*
de tempérance du Canada, l'avis suivant a été
adressé au Secrétaire d'Etat du Canada, accom-
pagné de la pétition ci-jointe:—

"A l'honorable Secrétaire d'Etat du Canada:—

"MONSIEUR,—Nous, soussignés, électeurs du comté de Compton, vous prions de prendre avis que nous avons l'intention de présenter la requête suivante à Son Excellence le Gouverneur général du Canada en conseil:—

"La requête des électeurs compétents et qualifiés pour voter à l'élection d'un membre de la Chambre des communes pour ledit comté, démontre respectueusement:

"Que les requérants désirent que l'ordre en conseil mettant en vigueur, dans les limites dudit comté, la partie 2 de la *Loi de Tempérance*, soit révoqué.

"C'est pourquoi vos requérants humblement prient Son Excellence de bien vouloir, par un ordre en conseil, d'après la section 116 de la *Loi de Tempérance du Canada*, déclarer ledit ordre en conseil (mettant en vigueur la partie 2 de ladite *Loi de Tempérance du Canada*, dans ledit comté) annulé et de nul effet.

"Et nous demandons que les électeurs dudit comté de Compton soient appelés à voter pour ou contre la révocation dudit ordre en conseil."

"Et vos requérants ne cesseront de prier."

ET ATTENDU qu'il appert, à la satisfaction du Gouverneur général en son conseil, que cet avis est revêtu des signatures authentiques d'un quart ou plus de tous les électeurs dudit comté de Compton, dans la province de Québec, qu'il est constaté que les signatures apposées à l'avis sont des signatures authentiques au nombre de deux mille sept cent vingt et un, et que les autres exigences de la loi ont été observées;

ET ATTENDU qu'un arrêté du Gouverneur général en son conseil a été passé, ordonnant que les

Proclamation

WILLINGDON,
[L.S.]

CANADA

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these Presents shall come, or whom the same may in anywise concern—GREETING:

A PROCLAMATION

W. STUART EDWARDS, } WHEREAS in
Deputy Minister of } pursuant of
Justice, Canada. } the provisions of
the Canada Temperance Act, the following notice
has been addressed to the Secretary of State of
Canada, embodying the petition therein set forth:

"To the Honourable the Secretary of State of Canada:—
"Sir,—We the undersigned electors of the County of Compton, request you to take notice that we propose presenting the following petition to His Excellency the Governor General of Canada in Council:—

"The Petition of the Electors of the County of Compton qualified and competent to vote at the election of a Member of the House of Commons for the said County respectfully shows:—That your petitioners are desirous that the Order in Council passed for bringing into force, within the said County, Part 2 of the Canada Temperance Act, should be revoked. Wherefore your Petitioners humbly pray that Your Excellency will be pleased, by an Order in Council under Section 116 of the Canada Temperance Act, to declare that the said Order in Council which brought into force and effect Part 2 of the said the Canada Temperance Act in the said County shall no longer be in force

"And that we desire that the votes of the Electors of the said County be taken for and against the revocation of the said Order in Council."

"And your Petitioners will ever pray."

AND WHEREAS it appears by evidence, to the satisfaction of the Governor General in Council that such notice has appended to it the genuine signatures of one-fourth or more of all the electors of the said County of Compton, in the Province of Quebec, the number of the signatures to the notice proved to be genuine, being two thousand seven hundred and twenty one and that the other requirements of the law have been observed;

AND WHEREAS an Order of the Governor General in Council has been passed directing that the

votes de tous les électeurs dudit comté de Compton soient enregistrés pour et contre l'adoption de ladite pétition—

SACHEZ maintenant, que, par les présentes et en vertu de l'autorité qui Nous est conférée par ladite loi et ledit arrêté en conseil susdits, Nous proclamons et déclarons que lundi, le vingt-huitième jour d'avril prochain, 1930, un poll sera tenu dans ledit comté de Compton, pour y recevoir les votes des électeurs pour et contre ladite pétition. Que ces votes seront enregistrés au scrutin secret depuis huit heures de l'avant-midi jusqu'à six heures de l'après-midi de ce jour-là. Que Hilaire Aubin, écuyer, de East Angus, dans ledit comté de Compton, marchand, a été nommé officier-rapporteur dans le but de recevoir ce jour-là les votes des électeurs pour et contre la pétition, de compter ensuite les votes et de faire rapport du résultat au Gouverneur général en son conseil. Que ledit officier-rapporteur est autorisé et requis de nommer un sous-officier-rapporteur à et pour chaque bureau de votation. Que l'officier-rapporteur nommera les différentes personnes qui devront se tenir aux différents bureaux de votation, et qui devront faire le décompte final des votes, au nom des personnes intéressées à favoriser ou à s'opposer respectivement à l'adoption de la pétition, au Palais de Justice, à Cookshire, dans ledit comté, jeudi, le vingt-quatrième jour d'avril prochain, à dix heures de l'avant-midi.

Que les votes des électeurs seront comptés, et le résultat de la votation annoncé par l'officier-rapporteur audit Palais de Justice, à Cookshire susdit, lundi, le cinquième jour de mai prochain, 1930, à dix heures de l'avant-midi. Et, dans le cas d'adoption de la pétition par les électeurs, le Gouverneur général en son conseil pourra en tout temps, après l'expiration d'une période de trente jours depuis la date de l'adoption de ladite pétition, par un arrêté en Conseil publié dans la *Gazette du Canada*, déclarer que la partie II de ladite loi ne sera plus en vigueur, et, après ladite date, la partie II de ladite loi cessera d'être exécutoire ou en vigueur dans ledit comté de Compton.

De ce qui précède Nos léaux sujets et tous ceux que les présentes peuvent concerner, sont par les présentes requis de prendre connaissance et d'agir en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes lettres patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé cousin Freeman, vicomte Willingdon, chevalier grand commandeur de Notre Ordre très élevé de l'Etoile de l'Inde, chevalier grand-croix de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, chevalier grand commandeur de Notre Ordre très éminent de l'empire indien, chevalier grand-croix de Notre Ordre très excellent de l'Empire britannique, Gouverneur général et Commandant en chef de Notre Dominion du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité d'Ottawa, ce septième jour de mars, en l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent trente et de Notre Règne la vingtième.

Par ordre,

Le sous-secrétaire d'Etat,
1615—12-3 THOMAS MULVEY.

votes of all the electors of the said County of Compton be taken for and against the adoption of the said petition—

NOW KNOW YE that We do hereby and by virtue of the authority vested in Us by the said Act and Order in Council, proclaim and declare that on Monday, the twenty eighth day of April next, 1930, a poll will be held in the said County of Compton for the taking the votes of the electors for and against the said petition. That such votes will be taken between the hours of eight o'clock in the forenoon and six o'clock in the afternoon of that day and by ballot. That Hilaire Aubin, Esquire, of East Angus, in the said County of Compton, merchant, has been appointed the Returning Officer for the purpose of taking on that day the votes of the electors for and against the petition and of afterwards summing up the same and making a return of the result to the Governor General in Council. That the said Returning Officer is empowered and required to appoint a Deputy Returning Officer at and for each polling place or station. That the Returning Officer will appoint persons to attend at the various polling stations and at the final summing up of votes on behalf of the persons interested in and promoting or opposing respectively, the adoption of the petition, at the Court House, at Cookshire, in the said County, on Thursday the twenty fourth day of April next, at ten of the clock in the forenoon.

That the votes of the electors will be summed up and the result of the polling declared by the Returning Officer at the said Court House, at Cookshire aforesaid, on Monday, the fifth day of May next, 1930, at ten of the clock in the forenoon. And in the event of the petition being adopted by the electors, the Governor General in Council may at any time, after the expiration of thirty days from the day on which the same was adopted, by Order in Council published in *The Canada Gazette*, declare that Part II of the said Act shall no longer be in force, and thereafter Part II shall cease to be in force or effect in said County of Compton.

OF ALL WHICH Our Loving Subjects and all others whom these Presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Canada to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well-beloved Cousin Freeman Viscount Willingdon, Knight Grand Commander of Our Most Exalted Order of the Star of India, Knight Grand Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Knight Grand Commander of Our Most Eminent Order of the Indian Empire, Knight Grand Cross of Our Most Excellent Order of the British Empire, Governor General and Commander-in-Chief of Our Dominion of Canada.

AT OUR GOVERNMENT HOUSE, in Our City of Ottawa, this Seventh day of March, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and thirty and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

THOMAS MULVEY,
1616—12-3 Under-Secretary of State.

Lettres patentes

"Carling Agencies, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de mars 1930, constituant en corporation: Hewitt Bell, gérant, et Douglas Beaton, comptable, tous deux de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, et Charles Petit, marchand, de la ville de Hull, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire, sous toutes ses formes, le commerce de manufacturiers, producteurs, importateurs, exportateurs, en gros et en détail, sans limitation quant à la classe des produits et marchandises;

Faire affaires comme marchands, soit en gros ou en détail ou les deux;

Etablir, maintenir et conduire une agence générale comme négociants, commissionnaires et courtiers;

Faire seuls ou avec d'autres toutes les choses nécessaires pour l'exercice des dits commerces;

Faire seuls ou avec d'autres toutes les choses qui sont directement ou indirectement pour le meilleur intérêt de la compagnie;

Payer les services de toute personne en donnant des actions de cette compagnie ou toute autre propriété de la compagnie;

Acquérir par achat, location, échange ou autrement et détenir, et jouir et louer, vendre et échanger ou autrement disposer de terrains et édifices et propriétés à bail ou de tous droits en iceux; et y ériger sur tels terrains et ailleurs des édifices, entrepôts et travaux de toutes sortes;

Solliciter, obtenir, acheter, louer ou autrement acquérir et vendre, louer et disposer, en tout ou en partie, de brevets d'invention, améliorations ou procédés, marques de fabriques, noms de commerce, droits d'auteurs ou tous droits, titres ou intérêts en iceux;

Se fusionner avec toute autre compagnie exerçant un commerce que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou tout commerce semblable;

Emettre et répartir comme entièrement libérées la totalité ou toute portion du capital-actions de la compagnie en paiement ou paiement partiel de toute propriété quelconque, soit réelle ou personnelle, acquise par la compagnie, et particulièrement, sans limiter la généralité des termes susdits, de tout commerce, franchise, entreprise, terrain, édifice, matériel, droits, pouvoirs, privilèges, bail, permis, brevets, inventions, actions, titres, débentures, valeurs, actif ou autres biens ou droits acquis par la compagnie;

Acquérir par achat, gage ou autrement et vendre, échanger ou autrement disposer des actions, titres, débentures ou valeurs de toute corporation et, durant la détention de ces valeurs, exercer tous les droits, privilèges et pouvoirs de propriété qui leur appartiennent et qui leur sont attachés, y compris le droit de voter pour telles valeurs et promouvoir aucune telle compagnie;

Placer les argents de la compagnie de la manière qui sera déterminée de temps à autre;

Distribuer en espèces ou autrement, comme dividendes légalement déclarés à même le surplus de la compagnie ou de la manière énoncée dans l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, toute partie de l'avoir de la compagnie entre ses membres et particulièrement toutes actions, obligations, débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou de toute portion des biens de la compagnie ou

Letters patent

"Carling Agencies, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March, 1930, incorporating: Hewitt Bell, manager, and Douglas Beaton, accountant, both of the City of Ottawa, in the Province of Ontario, and Charles Petit, merchant, of the town of Hull, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on any or all lines of business as manufacturers, producers, importers, exporters, wholesale and retail, without limitation as to class of products or merchandise;

To carry on the business of merchants, either wholesale or retail or both;

To establish, maintain and conduct a jobbing, commission, brokerage and general agency business;

To do alone or with others everything necessary to carry on the above said lines of business;

To do alone or with others everything which is directly or indirectly in the best interest of the Company;

To pay for the services of anyone by giving shares in the Company or any other property of the Company;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, and to hold and enjoy and to lease, sell and exchange or otherwise dispose of lands and buildings and leaseholds, or any right therein, and to erect thereon and elsewhere buildings, warehouses and works of every class;

To apply for, obtain, purchase, lease or otherwise acquire, and to sell, lease and dispose of in whole or in part any patents of invention, improvements or processes, trade-marks, trade names, copyrights or any rights, title or interest therein;

To amalgamate with any other company carrying on business which this Company is authorized to carry on or any business similar thereto;

To issue and allot as fully paid up the whole or any portion of the capital stock of the Company in payment or part payment for any property whatsoever, whether real or personal, acquired by the Company and in particular, without limiting the generality of the foregoing, for any business, franchise, undertaking, lands, buildings, plant, right, power, privilege, lease, license, patent, invention, shares, stocks, debentures, securities, assets or other property or rights acquired by the Company;

To acquire by purchase, pledge or otherwise, and to sell, exchange or otherwise dispose of the shares, stock, debentures or securities of or in any corporation, and while holding the same, to exercise all the rights, privileges and powers of ownership thereof and incidental thereto, including the right to vote thereon and to promote any such company;

To invest the moneys of the Company in such a manner as may from time to time be determined;

To distribute, in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the surplus of the Company, or in the manner set out in Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the Company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the Company, or the shares, bonds, debentures or

les actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour assumer la totalité ou toute partie de l'actif et du passif de cette compagnie;

Payer à même les fonds de la compagnie tous les frais et dépenses qui se rattachent à l'incorporation et l'organisation de la compagnie;

En résumé, et sans limiter la généralité des pouvoirs susdits, faire toutes les choses, et exercer tout commerce qui sembleront nécessaires ou utiles pour la réalisation des fins pour lesquelles la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Carling Agencies, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Hull, dans le district de Hull.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de mars 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1635 ALEXANDRE DESMEULES.

"Eastern Creditors' Association, Incorporée"

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de mars 1930, constituant en corporation, sans capital-actions: Joseph-Armand Ménard, manufacturier, Jean-Alcide Gaudet, agent, Joseph-Oliva Frégeau, marchand, Victorin Côté, garagiste, Germain Poulin, pharmacien, tous de Saint-Jean, Québec, dans les buts suivants:

Comme mesure de protection:

1. Tenir un registre des clients insolubles, ou à peu près, et rendre compte aux membres intéressés, de leur capacité de payer, et de leur bonne volonté à ce faire;

2. Envoyer des avis aux clients négligents, demandant le paiement de comptes arriérés;

3. De livrer à la procédure judiciaire légale et régulière les clients réticents, qui ignorent les avis ci-dessus mentionnés, sous le nom de "Eastern Creditors' Association, Incorporée".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de mille dollars.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal, Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de mars 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1637 ALEXANDRE DESMEULES.

"Garage St-Jean & Compagnie, Limitée—St. John's Garage Company, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de mars 1930, constituant en corporation: Joseph-Henri Gerin-Lajoie, avocat et Conseil du Roi, Charles-Joseph Gélinas, avocat, tous deux de la cité d'Outremont, dans le district de Montréal, et Marie-Jeanne St-Pierre, secrétaire, de la cité et du district de Montréal, fille majeure usant de ses droits, dans les buts suivants:

Faire affaires comme fabricants, manufacturiers, producteurs, marchands ou négociants d'automobiles, motocyclettes, camions, canots-automobiles, yachts, aéroplanes, voitures, bicycles, chars et véhicules de tous genres, moteurs, radios, batteries, appareils électriques de tous genres, et généralement faire le commerce de tous tels articles, et de toutes parties d'iceux et accessoires;

other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this Company;

To pay out of the funds of the Company all costs and expenses of and incidental to the incorporation and organization of the Company;

In summary and without limiting the generality of the above powers, to do all things and carry on any business which may be deemed necessary and useful for the attainment of the purposes for which the Company was incorporated, under the name of "Carling Agencies, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the Company will be at Hull, in the District of Hull.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of March, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
1636 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Eastern Creditors' Association, Incorporée"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of March, 1930, incorporating without share capital: Joseph Armand Ménard, manufacturer, Jean Alcide Gaudet, agent, Joseph Oliva Frégeau, merchant, Victorin Côté, garage owner, Germain Poulin, druggist, all of St. John's, Quebec, for the following purposes:

As a means of protection:

1. To keep a register of insolvent or almost insolvent clients, and to render account to the interested members, of their capacity to pay, and their goodwill to do so;

2. To send notices to negligent clients, demanding payment of accounts in arrears;

3. To have regular legal judicial proceedings taken against reticent clients who ignore the above mentioned notices, under the name of "Eastern Creditors' Association, Incorporée".

The amount of immovable property which the corporation may hold shall be limited to one thousand dollars.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal, Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of March, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
1638 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Garage St-Jean & Compagnie, Limitée—St. John's Garage Company, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1930, incorporating: Joseph Henri Gerin-Lajoie, advocate and King's Counsel, Charles Joseph Gélinas, advocate, both of the City of Outremont, in the District of Montreal, and Marie Jeanne St-Pierre, Secretary, of the City and District of Montreal, spinster in full use of her rights, for the following purposes:

To carry on business as makers, manufacturers, producers, merchants or dealers in automobiles, motoreycles, trucks, motor-boats, yachts, aeroplanes, carriages, bicycles, cars and vehicles of every kind, motors, radios, batteries, electrical apparatus of all kinds, and generally trade in any such articles and any parts thereof and accessories;

Opérer un ou des garages, ateliers de réparations, agences d'automobiles, stations de service, et acheter, vendre et trafiquer généralement en gasoline, huile, graisse, caoutchouc, outillage et ustensiles de toutes sortes, et tous autres articles pouvant se rapporter à aucun des commerces ci-dessus;

Construire, acheter, acquérir, louer, maintenir, administrer, opérer, vendre ou autrement disposer des immeubles de toutes sortes et descriptions, et ou tous droits ou intérêts en rapport avec tels immeubles; acquérir par achat, louage ou autrement et construire, maintenir et opérer, sur les propriétés de la compagnie ou sur les propriétés louées ou contrôlées par la compagnie, toutes voies d'évitement de chemin de fer, ou autres moyens de transport, barrages, canaux, aqueducs, ponts, bâtisses, pouvoirs ou machines;

Agir comme entrepreneurs généraux de toutes manières, construire, louer, acquérir, opérer et maintenir tous entrepôts, magasins, entreprises pour l'emmagasinage, l'entreposage et le transport par terre ou par eau, en entrepôt frigorifique ou autrement, de tous produits, effets, denrées, marchandises; émettre des certificats (négociables ou autrement) d'entrepôts et faire des avances ou prêts sur la garantie de tels reçus d'entrepôt ou de tous tels produits, effets, denrées et marchandises de toutes descriptions;

Demander, enregistrer ou faire enregistrer pour la compagnie ou d'autres personnes, compagnies ou sociétés; acheter ou autrement acquérir, détenir, exploiter, vendre, louer, transférer ou autrement disposer de tous droits d'auteurs, brevets d'inventions, marques de commerce, patentes, licences, franchises et privilèges, tous secrets et autres informations qui paraîtront utiles pour les fins de la compagnie;

Entrer en société ou arrangements pour partage des profits ou bénéfices, union d'intérêts, coopération, aventures conjointes, concessions réciproques ou autrement avec toute personne, société ou compagnie, et de recevoir ou autrement acquérir et détenir des parts, actions, débiteures, valeurs et garanties de toute telle personne, société ou compagnie; faire des avances ou prêts d'argent ou autrement, garantir des contrats ou leur exécution ou autrement assister toutes telles personnes, sociétés, associations ou compagnies;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies ayant pour objet d'acquérir les propriétés et l'actif de la compagnie ou toute partie d'iceux, ainsi que le passif, ou ayant tout autre objet qui pourra sembler profiter directement ou indirectement à la compagnie;

S'amalgamer, s'associer, ou autrement se joindre à toute personne, société, association, compagnie ou corporation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie et acquérir tous les droits, achalandages, marques de commerce, patentes, brevets, propriétés et ou tout autre actif et assumer ou s'engager à assumer en tout ou en partie, le passif de toutes personnes, sociétés, associations, corporations ou compagnies et de payer, ou s'engager de payer le prix d'achat, l'acquisition, l'amalgamation, l'actif ou l'équité en argent, actions ou débiteures ou valeurs de la compagnie ou autrement;

Souscrire, acheter, acquérir, détenir, posséder, vendre, transférer, donner en garantie ou autrement disposer de tous actions, bons, débiteures, billets ou autres valeurs, obligations, contrats ou autres droits de toute corporation, compagnie, association, société ou personne, d'employer à cette fin en tout ou en partie les fonds de la compagnie et ou d'émettre en échange ou en garantie

To operate a garage or garages, repair shops, automobile agencies, service stations, and purchase, sell and generally deal in gasoline, oil, grease, rubber, equipment and utensils of every kind, and any other articles connected with any of the hereabove businesses;

To build, purchase, acquire, lease, maintain, manage, operate, sell and otherwise dispose of immovables of any kind and description, and or any rights or interests in connection with such immovables; to acquire by purchase, lease or otherwise and build, maintain and operate, on the property of the company or on that leased or controlled by the company, any railway sidings, or other means of transportation, barrages, canals, aqueducts, bridges, buildings, power or machinery;

To act as in any manner as general warehousemen, to build, lease, acquire, operate and maintain any warehouses, stores, undertakings for the storage, warehousing and transportation by land or water, in cold storage or otherwise, of any products, articles, goods, merchandise; to issue warehouse certificates (negotiable or otherwise) and to make advances or loans on the security of such warehouse receipts or of any such products, articles, goods and merchandise of any description;

To apply for, register or cause to be registered for the company or for other persons, companies or firms, to purchase or otherwise acquire, hold, exploit, sell, lease, transfer or otherwise dispose of copyrights, invention patents, trade-marks, patents, licenses, franchises and privileges, any secrets and other information which may be deemed useful for the purposes of the company;

To enter into partnership or agreement for the sharing of profits or benefits, union of interests, co-operation, joint adventure, mutual concessions or otherwise with any person, firm or company, and to receive or otherwise acquire and hold shares, stock, debentures, values and securities of any such person, firm or company; to advance or loan money or otherwise, to guarantee contracts or the execution thereof or otherwise assist any such persons, firms, associations or companies;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring the property and assets of the company or any part thereof, and also its liabilities or for any other purpose capable of being, directly or indirectly, a benefit to the company;

To amalgamate, consolidate or otherwise enter into partnership with any person, firm, association, company or corporation having objects in whole or in part similar to those of the company and to acquire any rights, good-will, trade-marks, patents, *brevets*, property and or other assets and to assume or agree to assume, in whole or in part, the liabilities of any persons, firms, associations, corporations or companies and to pay, or agree to pay for the purchase price, acquisition, amalgamation, assets or equity, in cash, stock, debentures or securities of the company or otherwise;

To subscribe for, purchase, acquire, hold, own, sell, transfer, give as security or otherwise dispose of any stock, bonds, debentures, notes or other securities, obligations, contracts or other rights of any corporation, company, association, firm or person, to employ for such purpose in whole or in part the funds of the company and or to issue in exchange or as collateral security any stock

collatérale tous actions, bons, débentures, garanties, obligations ou autres valeurs de la compagnie; faire des avances ou prêts ou autrement aider et assister toutes personnes, sociétés, associations, compagnies ou corporations sur toutes telles garanties ou valeurs;

Emettre, tirer, accepter, endosser et négocier tous billets, lettres de change, connaissements, lettres de crédit ou autres effets négociables;

Demander, acheter, acquérir par transport ou autrement, détenir, posséder, exploiter, transférer, vendre ou autrement disposer de tous pouvoirs, droits, autorités, franchises, licences, concessions et privilèges que tout gouvernement, corporation ou autre pouvoir public pourra accorder, et donner en paiement ou en considération d'iceux ou contribution pour l'exécution d'iceux, ou pour couvrir les dépenses, charges et coût d'iceux, tous actions, bons, débentures, obligations, engagements, garanties ou autre actif de la compagnie;

Placer et disposer des fonds non immédiatement requis de la compagnie, de telle manière qui pourra être déterminée de temps à autre;

Emettre, répartir, réemettre des actions libérées et non sujettes à appel de fonds, obligations, bons, débentures ou autres valeurs de la compagnie, en paiement, partie de paiement, échange ou considération de l'achat ou l'acquisition par la compagnie de tous commerces, industries ou entreprises quelconques, immeubles, propriétés, biens-fonds, droits, réclamations, privilèges, concessions, avantages, contrats, achalandages, autres biens de toute nature ou actif de toutes descriptions; et aussi de toutes actions, débentures, ou autres valeurs de toutes autres personnes, sociétés, associations, corporations ou compagnies ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de la compagnie;

Rémunérer, soit en argent ou, avec l'approbation des actionnaires, ou actions entièrement ou en partie libérées, bons, débentures, garanties ou autres valeurs de la compagnie, toute personne, société, association, corporation, firme ou compagnie, pour la promotion ou l'organisation de la compagnie ou pour la vente, l'échange ou autres placements ou négociations, en tout ou en partie, des actions, débentures, ou autres valeurs de la compagnie, ou en rapport avec la poursuite des affaires de la compagnie;

Vendre, louer, transférer ou autrement disposer en faveur de toutes personnes, firmes, sociétés, associations, corporations ou compagnies, toutes ou aucune partie des affaires ou entreprises de la compagnie ou de son actif et accepter en considération de telles ventes, louage ou transfert, des argents ou des actions, débentures, obligations ou autres valeurs de toutes telles compagnies, corporations, associations, sociétés ou personnes;

Exercer toutes les industries et genres de commerce ou d'affaires jugés nécessaires, utiles ou connexes à l'accomplissement des objets ci-dessus; consentir et faire tous contrats jugés avantageux pour la poursuite des objets ci-dessus, faire tous autres genres d'affaires que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec les objets ci-dessus et qui pourront directement ou indirectement protéger, mettre en valeur ou à profit les propriétés, les entreprises, l'actif et les valeurs ou les droits de la compagnie;

De faire tous et chacun des objets ci-dessus soit comme propriétaires, (principals) ou comme agents, entrepreneurs ou autrement et soit seuls ou conjointement;

Acheter, acquérir par transport ou autrement de toutes personnes, firmes, sociétés, associations,

bonds, debentures, guarantees, obligations or other securities of the company; to make advances or loans or otherwise aid and assist any persons, firms, associations, companies or corporations on all such guarantees or securities;

To issue, draw, accept, endorse or negotiate any notes, bills of exchange, bills of lading, letters of credit and other negotiable instruments;

To apply for, purchase, acquire by transfer or otherwise hold, own, exploit, transfer, sell or otherwise dispose of any powers, rights, authority, franchises, licenses, concessions and privileges which may be granted by any government, corporation or other public authority, and to give in payment or in consideration thereof, or contribution for the execution thereof, or to cover the expenses, charges and cost thereof, any stock, bonds, debentures, obligations, engagements, securities or other assets of the company;

To invest and dispose of the funds not immediately required by the company in such manner as may be from time to time agreed upon;

To issue, allot, re-issue paid up and non-assessable shares, obligations, bonds, debentures or other securities of the company, in payment, part payment, exchange or consideration for the purchase or acquisition by the company of any business, industry or undertaking whatever, immovable, property, real estate, rights, claims, privileges, concessions, advantages, contracts, goodwill, other property of any kind or assets of any description; and also of any stock, debentures or other securities of any persons, firms, associations, corporations or companies having purposes in whole or in part similar to those of the company;

To remunerate, either in cash or, with the approval of the shareholders, in fully or partly paid up shares, bonds, debentures, guarantees or other securities of the company, any person, society, association, corporation, firm or company for the promotion or organization of the company or for the sale, exchange or other investments or negotiations, in whole or in part, the stock, debentures or other securities of the company, or in connection with the pursuit of the company's business;

To sell, lease, transfer or otherwise dispose of in favor of any person, firms, societies, associations, corporations or companies, the whole or any part of the business or undertakings of the company, or the assets thereof, and to accept in consideration of such sales, leases or transfers, cash or stock debentures, bonds or other securities of any such companies, corporation, associations, firms or persons;

To carry on any industry and kind of trade or business deemed necessary, useful or connected with the accomplishment of the purposes aforesaid; to enter into and make any contracts deemed advantageous for the pursuit of the aforesaid purposes, to carry on any other kind of business which the company may conveniently carry on in connection with the objects aforesaid and capable of, directly or indirectly, protecting, increasing the value and profit of the property, undertakings, assets, securities or rights of the company;

To accomplish all or any of the purposes aforesaid either as proprietors (principals) or as agents, contractors or otherwise, either alone or jointly with others;

To purchase, acquire by transfer or otherwise from any person, firm, partnership, association,

corporations ou compagnies, toutes ou aucune partie des affaires, entreprises, fonds de commerce, ou biens meubles et immeubles quelconques, de telles personnes, firmes, sociétés, associations, corporations ou compagnies, en considération d'argent ou d'actions, débetures, obligations ou autres valeurs de la Compagnie, et en particulier acquérir l'actif de la Compagnie "Garage St-Jean, Limitée", en considération d'actions de la présente Compagnie, sous le nom de "Garage St-Jean & Compagnie, Limitée.—St. John's Garage & Company, Limited".

Le capital-actions de la Compagnie est divisé en 16250 actions sans valeur au pair ou nominale et le montant du capital-actions avec lequel la Compagnie commencera ses opérations est de quatre-vingt-un mille deux cent cinquante dollars.

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-Jean, dans le district d'Iberville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de mars 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1639 ALEXANDRE DESMEULES.

"J.-P. Gosselin & Fils, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de mars 1930, constituant en corporation: Joseph-Philippe Gosselin, Donat Gosselin, Lucine Gosselin, Henri Gosselin, Victor Gosselin, Etienne Gosselin, tous marchands, tous de la ville de Magog, dans le district de Saint-François, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme marchands généraux en gros et en détail et tenir des magasins à rayons et des magasins à départements;

Importer, exporter, manufacturer, acheter et vendre et faire le commerce d'effets, articles et marchandises, et sans limiter la généralité des termes susdits, ces termes seront censés inclure des marchandises sèches, marchandises pour hommes, confections pour dames, chaussures, meubles, épicerie, provisions, denrées de toutes sortes, pâtisseries, viandes, vaisselle, fruits, conserves, produits de la ferme, ferblanterie, ferronnerie, granit, peinture, tapisserie, articles de cuir, fourrures, papeterie, articles de fantaisie, remèdes patentés, produits chimiques, articles pharmaceutiques, en se conformant toutefois aux dispositions du chapitre 215 des S. R. Q., 1925, intitulé: "Loi de Pharmacie de Québec", et à ses amendements, articles de sport, voitures, automobiles, radios, pianos, phonographes et leurs accessoires, décorations de maison, draperies, articles d'électricité, charbon, bois, bijouterie, articles de toilette, journaux, revues, livres, liqueurs douces, articles de restaurateurs, tabac, cigares, cagarettes, articles de photographie, instruments d'opticien, d'imprimeurs, de lithographie et de gravure et dans tous les produits qui entrent dans la fabrication des dites marchandises ou qui sont fabriqués avec ces articles;

Agir comme agents d'immeubles et faire le commerce de manufacturiers et constructeurs de voitures, harnais, décorateurs de maison, de contracteurs généraux, ingénieurs électriciens, ingénieurs en chauffage, en suivant toutefois toutes les règles de l'art, rembourseurs, ébénistes, entrepreneurs et agents à commission;

Acquérir par achat, échange, bail ou par aucun autre titre légal et posséder, détenir, améliorer, louer, sous-louer, vendre, échanger ou autrement

corporation or company, the whole or any part of the business, undertakings, stock-in-trade or movable and immovable property whatsoever of such persons, firms, partnerships, associations, corporations or companies for money consideration or for shares, debentures, bonds or other securities of the company, and in particular to acquire the assets of the Company "Garage St. Jean, Limitée", in consideration for shares of the present company, under the name of "Garage St. Jean & Compagnie, Limitée—St. John's Garage & Company, Limited".

The capital stock of the company shall be divided into 16250 shares without par or nominal value and the amount of capital stock with which the company will begin its operations shall be eighty one thousand two hundred and fifty dollars.

The head office of the company will be at St. John's, in the district of Iberville.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of March, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
1640 Acting Assistant Provincial Secretary.

"J.-P. Gosselin & Fils, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of March, 1930, incorporating: Joseph Philippe Gosselin, Donat Gosselin, Lucine Gosselin, Henri Gosselin, Victor Gosselin, Etienne Gosselin, all merchants, all of the town of Magog, in the district of St. Francis, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business, wholesale and retail, as general merchants and to keep department or departmental stores;

To import, export, manufacture, purchase, sell and deal in goods, wares and merchandise, and without limiting the generality of the aforesaid terms, such terms shall be deemed to include dry-goods, gents and ladies wear, boots and shoes, furniture, groceries, provisions, foodstuffs of all kinds, pastry, meat, crockery, fruit, canned good, products of the farm, tinware, hardware, granite-ware, paint, wallpaper, leather goods, fur, stationery, fancy goods, patent medicines, chemical products, pharmaceutical goods, by complying however with the provisions of chapter 215 of the R. S. Q., 1925, entitled: "Quebec Pharmacy Act" and amendments thereto, sporting goods, vehicles automobiles, radios, pianos, phonographs and accessories, house decorations, draperies, electrical goods, coal, wood, jewellery, toilet articles, newspapers, reviews, books, soft drinks, restaurant wares, tobacco, cigars, cigarettes, photographic supplies, optical, printing, lithographic and engraving instruments, and in all the products which enter into the manufacture of the said goods or which are manufactured with such wares;

To act as real estate agents, and carry on business as manufacturers and builders of vehicles, harness, house decorations, general contractors, electrical engineers, heating engineers, by following, however, all the rules of the profession; upholsterers, cabinet makers, contractors and commission agents;

To acquire by purchase, exchange, lease or by any other legal title, and to own, hold, improve, lease, sub-let, sell, exchange or otherwise deal

trafiquer et disposer de terrains, bâtisses, entrepôts et droits en iceux, de toute catégorie et description;

Bâtir et construire sur aucun terrain que louera ou possèdera la compagnie ou dans lequel elle est d'aucune manière intéressée, des bâtisses ou entrepôts pour aucuns objets, installer et exploiter des boutiques, usines, machines et outillages de toute nature, nécessaires ou appropriés à l'exercice adéquat de l'industrie et du commerce de la compagnie;

Acquérir ou assumer la totalité ou partie du commerce, des propriétés, soit mobilières ou immobilières et des obligations de toute personne, société ou compagnie exerçant toute industrie que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens qui conviennent aux fins de la compagnie;

Acquérir et détenir, vendre ou autrement disposer du capital, des actions, valeurs ou entreprises d'aucune autre corporation dont l'un des objets est l'exercice d'aucun des pouvoirs de la compagnie, céder aussi des entreprises ou valeurs ou s'unir à aucune telle compagnie ou corporation;

Émettre des actions libérées, des obligations, débetures, actions-débetures et—ou des valeurs en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété foncière ou personnelle, des réclamations, privilèges, permis, concessions, franchises, brevets, patentes, droits ou avantages que la compagnie pourra légalement acquérir et en paiement des services rendus, de l'ouvrage fait; émettre aussi des actions entièrement libérées, des obligations, débetures, stocks et—ou autres valeurs en paiement, paiement partiel ou échange des actions, obligations, actions-débetures et—ou autres valeurs d'aucune autre compagnie;

Placer et attribuer les fonds disponibles de la compagnie de la manière que les directeurs pourront de temps en temps déterminer;

Louer, vendre ou autrement disposer de la totalité ou de toute partie des propriétés réelles ou personnelles, ou de toutes affaires ou entreprises de la compagnie à toute personne, firme ou corporation, et accepter en considération de telle vente, location ou disposition, en tout ou en partie, de l'argent ou toutes actions, débetures, actions-débetures, obligations ou toutes autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Prendre ou détenir des obligations, hypothèques, privilèges et charges pour garantir le paiement du prix d'achat des propriétés de la compagnie, de toute nature quelconque, vendues par la compagnie, ou de toute somme d'argent due à la compagnie par des acheteurs, et vendre ou autrement disposer des dites obligations, hypothèques, privilèges et charges;

Exercer toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec le commerce de la compagnie ou susceptible directement ou indirectement d'augmenter la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les mettre à profit;

Se fusionner, soit par achat, vente ou autrement, avec toute personne, société ou corporation s'occupant d'un commerce semblable en tout ou en partie à celui que cette compagnie a l'autorisation d'exercer;

Établir des agences et succursales et nommer des agents à commission;

Distribuer en nature, parmi ses actionnaires, tous les biens de la Compagnie, et, en particulier, toutes actions ou autres valeurs d'autres corporations, corps publics ou compagnies, que la Compagnie peut posséder, si elle a pourvu au paiement et à la garantie de toutes ses dettes et obligations

in and with lands, buildings, warehouses and rights therein and that of every kind and description;

To erect and construct upon any land owned by or leased by the company or in which the company is in any way interested, buildings or warehouses for any purposes, and to install and operate workshops, plants, machinery and equipment of every kind necessary or suitable for the due carrying on of the company's business and trade;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, movable or immovable property and liabilities of any individual, firm, association or corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on or holding property suitable for the purposes of the company;

To acquire and hold, to sell or otherwise dispose of the stock, shares, securities or undertakings of any other company having for one of its objects the exercise of any of the powers of the company, and to transfer its undertaking or assets to or to amalgamate with any such company or corporation;

To issue fully paid up shares, bonds, debentures debenture-stock and—or other securities for the payment, either in whole or in part, of any property, real or personal, claims, privileges, concessions, licenses, franchises, *brevets*, patents, rights or advantages which the Company may lawfully acquire, and for the payment of services rendered to or work performed for it, and also to issue such fully paid up shares, bonds, debenture stock and—or other securities in payment or part payment or exchange for the shares, bonds or debenture stock and—or other securities of any other company;

To invest and deal with the funds of the company in the manner which the directors may from time to time determine;

To lease, sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, real or personal, or of the business or undertaking of the company to any person, firm or corporation, and to accept by way of consideration for any such sale, lease or disposal, any shares, debentures, debenture-stock, bonds or any other securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of the company;

To take or hold bonds, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price of the Company's property of whatsoever kind sold by the Company or any money due to the Company from purchasers, and to sell or otherwise dispose of said bonds, hypothecs, liens and charges;

To carry on any other business which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with the Company's business or calculated, directly or indirectly, to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

To amalgamate, either by purchase, sale or otherwise, with any person, partnership or corporation engaged in a business similar in whole or in part to that which the Company is authorized to carry on;

To establish agencies and branches and appoint commission agents;

To distribute in kind, among the shareholders, all the assets of the company and in particular any shares or other securities of other corporations, public bodies or companies which the company may own, if the company has provided for the payment and security of all its debts and

et après que les formalités mentionnées à l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, S. R. Q., 1925, chapitre 223, auront été remplies;

Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets susdits ou aucun d'eux;

Faire toutes ou aucune des choses susdites comme principaux, agents à commission ou autrement, marchands généraux, et soit seuls ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "J. P. Gosselin & Fils, Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions ordinaires ou communes d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Magog, dans le district de Saint-François, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de mars 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1641 ALEXANDRE DESMEULES.

"La Parfumerie Le Paon, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de mars 1930, constituant en corporation: Achille Pettigrew, Antoine Bourget, avocats, Melle Brigitte McGough, sténographe, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie d'un magasins, en gros, en détail et à rayons; exercer toutes et aucune des industries de marchands de nouveautés; manufactures d'articles pour magasins de nouveautés; manufacturiers, importateurs et négociants en gros et en détail d'articles en cuir, porcelaine, verrerie et autres fournitures et ustensiles pour ménage, ornements, brie-à-brac, papeterie, menus articles et brimborions; produits chimiques et autres articles, commodités d'usage et de consommation personnels et domestiques; manufacturiers et négociants en quincaillerie, bijouterie, articles plaqués, parfumerie, savons, articles de toilette de tous genres, articles pour orner, récréer ou amuser, orfèvres, horloges, vendeurs de journaux, libraires, négociants en instruments de musique, articles de sport de tous genres, marchands de tabac, négociants en fournitures pour la photographie et les articles d'optique;

Acheter, vendre, manufacturer, réparer, modifier, échanger ou prendre en échange, importer, exporter et aliéner toutes sortes d'effets et d'articles requis pour aucune des dites industries, ou ordinairement fournis aux personnes engagées dans aucune des dites industries ou utilisés par elles, ou qui paraîtront être de nature à pouvoir être avantageusement utilisés dans aucune des dites industries;

Acheter, louer ou acquérir autrement, détenir, exercer, jouir en son propre nom, au nom de toute firme ou compagnie ci-après mentionnées aux présentes, si elles sont autorisées à le faire, la totalité ou aucune partie des propriétés, franchises, commerces, clientèle, droits, pouvoirs et privilèges détenus par ou dont jouit toute personne, firme ou compagnie exerçant ou formée pour exercer tout commerce en tout ou en partie semblable à celui que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, et payer pour telle propriété, franchises, commerce, clientèle, droits, pouvoirs et privilèges totalement ou partiellement, en nature, stock ou obligations de cette compagnie ou autrement, et entreprendre et assumer le passif de toute telle personne, firme ou compagnie;

obligations, and after the formalities mentioned in article 81 of the Quebec Companies' Act, R. S. Q., 1925, chapter 223, have been complied with;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them;

To do all or any of the above things as principals, agents on commission or otherwise, general merchants, and either alone or in conjunction with others, under the name of "J. P. Gosselin & Fils, Limitée", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) common or ordinary shares of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Magog, in the District of Saint Francis, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of March, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
1642 Acting Assistant Provincial Secretary.

"La Parfumerie Le Paon, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of March, 1930, incorporating: Achille Pettigrew, Antoine Bourget, advocates, Melle Brigitte McGough, stenographer, all of the City of Quebec, for the following purposes:

To carry on wholesale and retail the business of a departmental store; to carry on all or any of the businesses of dry goods merchants; manufacturers of articles for drygoods stores; manufacturers, importers, wholesale and retail dealers in leather goods, porcelain, crockery and other supplies and utensils for housekeeping, ornaments, brie-à-brac, stationery, small wares and trinkets, chemical products and other articles and commodities for personal and domestic use and consumption, manufacturers and dealers of and in hardware, jewellery, plated ware, perfumery, soaps, toilet articles of all kinds, articles for decoration, recreation or amusement, goldsmiths, watchmakers, newspaper vendors, stationers, dealers in musical instruments sporting goods of all kinds, tobacco merchants, dealers in photography supplies and optical articles;

To purchase, sell, manufacture, repair, alter, exchange or take in exchange, import, export and alienate all kinds of goods and wares required for any of the said businesses, or usually supplied to persons engaged in any of the said businesses or used by them or which may appear of a nature to be advantageously utilized in any of the said businesses;

To purchase, lease or otherwise acquire, hold, carry on, enjoy in its own name or in the name of any firm or company hereinafter mentioned, if authorized so to do, the whole or any part of the property, franchises, business, goodwill, rights, powers and privileges held by or enjoyed by any person, firm or company carrying on or formed for carrying on any business in whole or in part similar to that which the present company is authorized to carry on, and to pay for such property, franchises, business, goodwill, rights, powers and privileges, wholly or partially, in kind, stock or bonds of the company or otherwise, and undertake and take over the liabilities of any such person, firm or company;

Acheter, ériger, construire et exploiter des moulins, fabriques, édifices, entrepôts, machineries et installations pour les fins du dit commerce, agir comme agents de manufacturiers et commerçants de tous les matériaux mentionnés aux présentes ou de toute nature semblable;

Acquérir, louer et disposer de marques de fabrique, dessins industriels, patrons, droit de brevet, privilèges ou pouvoirs pour ou en vertu de toute invention qui paraîtra utile à la compagnie dans telle industrie, et acquérir, prendre tous brevets ou tous permis d'utiliser une invention quelconque qui apparaîtrait utile dans l'exploitation de ladite industrie, les vendre, louer ou en disposer;

Conclure des conventions pour le partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques ou pour d'autres fins avec toute personne, firme ou corporation exerçant ou exploitant actuellement ou sur le point d'exercer ou d'exploiter toute industrie ou genre d'affaires que la compagnie croira pouvoir convenablement exercer de façon à lui profiter directement ou indirectement; prendre ou acquérir des obligations et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, détenir, revendre avec ou sans garantie quant au principal ou aux intérêts ou les négocier autrement;

Prendre, acquérir, détenir des garanties de toute nature et espèce, foncières ou personnelles, pour dettes, engagements et obligations de la compagnie, encourus ou devant être encourus en rapport avec les fins et objets de ladite compagnie et hypothéquer, engager, vendre, louer ou disposer d'aucune des propriétés de la compagnie de toute nature quelconque;

Vendre, louer ou aliéner autrement les biens, droits, franchises et les entreprises de la compagnie et ses propriétés pour telle considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour les actions, débetures, obligations et autres valeurs de toute autre compagnie;

Emettre des actions acquittées, obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie en paiement complet ou partiel de tous biens ou droits que la compagnie peut acquérir, ou en paiement ou en règlement de toutes dettes ou obligations de la compagnie;

Faire le commerce en général et, plus particulièrement, le commerce de nouveautés, merceries, marchandises sèches; vendre et acheter tout ce qui est l'objet du commerce; tenir un magasin général de toutes espèces de marchandises;

Vendre et acheter des meubles et immobilières prêter sur garanties mobilières et immobilières aux taux qui seront convenus;

Emettre et recevoir des lettres de change, traites, billets, chèques et autres effets de commerce;

Fabriquer, manufacturer et produire tout ce qui peut être l'objet de la fabrication, de l'industrie et de la production en général;

Faire le commerce et faire affaire, sous quelque forme que ce soit, celui d'importation ou d'exportation compris, et généralement de tout ce qui peut être l'objet du commerce et, ce comme principaux, agent ou courtiers;

Acquérir, posséder et exploiter, à quelque titre et de quelque manière que ce soit, généralement tout ce qui peut constituer, fournir ou être une source de la matière première, de l'énergie ou combustible utiles ou nécessaires à la fabrication et à la construction;

Acquérir, posséder et opérer des entrepôts publics et privés, et donner, en conséquence, tous reçus d'entrepôts et tous documents de cette nature;

To purchase, erect, construct and operate mills, factories, structures, warehouses, machinery and installations for the purposes of the said business, to act as agents for manufacturers and dealers of and in all the materials mentioned herein or of any similar nature;

To acquire, lease and dispose of trademarks, industrial designs, patterns, patent rights, privileges or powers for or in virtue of any invention which may appear useful to the company in such business and acquire, take any patents or any licenses to use any invention whatever which may appear useful in the operation of the said business and to sell, lease and dispose thereof;

To enter into any arrangements for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or for other purposes with any persons, firm or corporation carrying on or actually engaged in, or about to carry on or engage in any industry or kind of business which the company may deem capable of carrying on in a manner to benefit it directly or indirectly; to take or acquire bonds and securities of any such company and to sell, hold, resell, with or without guarantee, both as to principal and interest or otherwise deal with the same;

To take, acquire, hold securities of any nature and kind, real or personal, for debt, engagements and liabilities of the company incurred or to be incurred in connection with the purposes and objects of the said company, and to hypothecate, pledge, sell, lease, or dispose of any of the property of the company of any nature whatever;

To sell, lease or otherwise alienate the assets, rights, franchises and undertakings of the company and its property for such consideration as the company may deem fit, and particularly for the shares, debentures, bonds and other securities of any other company;

To issue paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company in full or part payment for any property or rights which the company may acquire, or in payment or in settlement for any debts or liabilities of the company;

To carry on business in general and more particularly to deal in dry-goods, haberdashery, fancy goods; to sell and purchase anything which may be the object of trade; to keep a general store with every kind of merchandise;

To sell and purchase moveables and immovables; to loan on movable and immovable securities at the rates which may be agreed upon;

To issue and receive bills of exchange, drafts, notes, cheques and other commercial instruments;

To make, manufacture and produce anything which may be the objects of manufacture, trade and production in general;

To carry on business and trade under any form whatever, including importation or exportation and generally anything which may be the object of trade and such as principals, agents or brokers;

To acquire, own and exploit under any title and in any manner whatever, generally anything which may constitute, supply or be a source of raw material, power or fuel useful or necessary for manufacturing and construction work;

To acquire, hold and operate public and private warehouses and give in consequence any warehouse receipts and any documents of such nature;

Enregistrer, acquérir, exploiter, accorder des licences, céder et disposer de, à quelque titre et de quelque manière que ce soit, tous brevets d'inventions, marques de commerce et de fabrique, procédés permis et autres droits et privilèges de cette nature enregistrés ou non au Canada ou ailleurs;

Acquérir par achat, bail ou autrement, des terrains, des immeubles, des meubles, enfin toutes choses mobilières ou immobilières et en disposer à son gré;

Se livrer à la construction de bâtisses, immeubles et meubles, et disposer à son gré, hypothéquer, vendre, louer tous biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie, conformément à la loi des Compagnies de Québec;

Acquérir, par achat, sur vente privée, judiciaire, publique, ou toute autre, par échange, donation, dation en paiement ou de quelque autre manière et à quelque titre que ce soit, louer, recevoir à titre de prêt, de nantissement, de dépôt, de garantie, posséder, détenir, retenir, exploiter, et occuper à quelque titre et de quelque manière que ce soit tous droits, permis, pouvoirs, franchises, concessions ou privilèges et tous biens, tant corporels qu'incorporels, qu'ils soient meubles ou immeubles sans aucune exception quelconque et de quelque autorité ou source qu'ils proviennent;

Vendre, donner à bail, lier, donner et livrer en garantie, en échange, en paiement, et généralement aliéner, céder, transporter, disposer, de quelque manière ou à quelque titre que ce soit, des droits et des biens mentionnés dans la clause précédente;

Placer les fonds de la compagnie de la manière jugée convenable, et, pourvu qu'il ait été pourvu au paiement ou à la garantie des dettes et obligations de la compagnie, distribuer en nature entre ses actionnaires, de temps à autre, par voie de dividendes légalement déclarés à même les profits nets de la compagnie ou de la manière prévue par l'article 81 de la loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie, et, en particulier, l'argent comptant, les actions, obligations ou autres valeurs d'autres corporations que la corporation pourra détenir;

Acquérir par achat, bail, échange ou par un autre titre légal, et vendre et autrement trafiquer de la propriété, de l'entreprise et un commerce d'aucune corporation commerciale, industrielle ou mercantile, ou d'aucune firme, société ou personne, aux fins de promouvoir et organiser des compagnies pour les exercer, aussi gérer, exploiter et exercer aucun commerce, aucune propriété et entreprise que la compagnie aura ainsi acquis, et en assumer le passif;

Transiger et exercer généralement les affaires d'agents de change, de courtage et d'une compagnie financière, agir comme agents et courtiers pour l'achat, vente, amélioration, développement, gérance de toute propriété, industrie et entreprise et de toutes sortes de marchandises et biens meubles et immeubles;

Rémunérer aucune personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus en faisant souscrire, aidant à faire souscrire ou en garantissant la souscription d'aucune des actions du capital corporatif, des obligations ou autres valeurs, dans ou à l'occasion de la formation ou de l'organisation de compagnies, ou dans la gestion des affaires de compagnies;

Se livrer au commerce et à l'importation et à l'exportation de tous les produits qui font l'objet de l'industrie et de tous les produits qui font l'objet du commerce;

Se livrer à l'industrie et à faire le commerce de meubles et d'immeubles en général;

To register, acquire, exploit, grant licenses, to lease and dispose of under any title and in any manner whatever any patent, trademark or trade name, processes, permits and other rights and privileges of the said nature registered or not in Canada or elsewhere;

To acquire by purchase, lease or otherwise, lands, immovables, moveables and any moveable or immovable property and dispose thereof as may be deemed fit;

To engage in the construction of buildings, immovables and moveables and dispose thereof at will, hypothecate, sell, lease any moveable or immovable property of the company, in conformity with the Quebec Companies' Act;

To acquire by purchase, at private, judicial, public or any other sale, by exchange, gift, the giving in payment or in any other manner and under any title whatever, to lease, receive as loan, lien, deposit, security, own, hold, retain, exploit and occupy under any title and in any manner whatever any rights, permits, powers, franchises, concessions or privileges and property, both corporeal and incorporeal, moveable or immovable, and without any exception whatever and from whatever authority or source they are derived;

To sell, give on lease, or as lien, give and deposit as security, in exchange and payment and generally alienate, transfer, convey or in any other manner and under any title to dispose of the rights and property mentioned in the foregoing paragraph;

To invest the funds of the company in the manner deemed fit and provided that the payment or guarantee of the debts and obligations of the company have been provided for, to distribute in kind among the shareholders, from time to time, by way of dividends lawfully declared out of the net profits of the company or in the manner provided by article 81 of the Quebec Companies' Act, any property whatever of the company, and in particular the cash, shares, bonds, or other securities of other corporations which the company may hold;

To acquire by purchase, lease, exchange or any other lawful title, and to sell and otherwise deal in the property, undertaking and business of any commercial, industrial or mercantile corporation or any firm, partnership or person, for the purposes of promoting and organizing companies to carry on same, also to manage, exploit and carry on any business, any property and undertaking which the company may have thus acquired and to assume the liabilities thereof;

To exercise and carry on generally the business of stock brokers and of a financial company, to act as agents and brokers for the purchase, trade, improvement, development, management of any property, industry and undertaking and of all kinds of merchandise and movable and immovable property;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, bonds or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company, or the conduct of its business;

To engage in the business and the import and export of any products which form the object of trade and of any products which may be the object of business;

To engage in the trade and business of moveables and immovables in general;

Agir comme agents à commission;

Acheter des crédits de toute personne, corporation, faillite et liquidation et les recouvrer ou les revendre;

Agir comme représentant ou agent de toute personne ou compagnie;

Acquérir, acheter ou autrement détenir, et vendre et disposer de tout intérêt, part, débentures, obligations ou chose dans des compagnies dont l'objet est, en tout ou en partie, semblable aux objets de la compagnie ou appartenant à toute personne dans le commerce et l'industrie, et ce en payant soit en argent, soit en parts acquittées de la présente compagnie;

Faire les opérations de commerçant d'immeubles; acheter, posséder, développer, améliorer, acquérir, établir, utiliser, louer, échanger et vendre des propriétés immobilières de toutes sortes, y compris des coupes de bois et des concessions forestières et les négocier et autrement en disposer et généralement en faire le commerce;

Agir en qualité de courtiers et d'agents en général dans toutes les branches du commerce, de l'industrie et de la finance;

Acquérir toutes valeurs et créances mobilières et immobilières et en disposer à son gré;

Prêter pour elle ou pour quiconque lui en confierait la charge sur toutes garanties immobilières ou mobilières, aux conditions qu'elle jugera convenables;

Acquérir les propriétés ou valeurs quelconques qui pourraient avoir été engagées en faveur de la compagnie comme garantie de tels prêts et en disposer à son gré;

Payer les acquisitions ou avantages, ou services rendus à la compagnie ou requis par elle, ou pour tout endossement en faveur de la compagnie, ou aucune autre chose que la Compagnie jugera appropriée, soit en argent, soit en actions entièrement ou partiellement libérées, en obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou partie de l'un et partie de l'autre, au gré de la compagnie;

Acquérir par argent ou par actions libérées de la Compagnie, soit à titre de propriétaires, soit à titre d'agents, tous titres, actions, débentures, obligations ou autres valeurs émises par toute autre personne, compagnie ou corporation, et en disposer par vente, transport ou autrement, à son gré;

Exercer sous toutes ses formes, en gros, en détail, à commission, comme importateurs, exportateurs, manufacturiers, marchands, le commerce et le négoce de manufacturiers et marchands de hardes et vêtements de toutes espèces et descriptions et de marchands de nouveautés, soies, satins, garnitures, étoffes, tissus, des articles de drap et de coton, d'une manière générale, et de tailleurs et habilleurs;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

Se joindre et se fusionner à toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et acquérir, par achat, location ou autrement les biens, franchises, entreprises et industries de toute telle compagnie, et en assumer les obligations et payer pour telles acquisitions, totalement ou partiellement, en argent ou en actions, obligations, ou autres valeurs de la compagnie;

Vendre ou aliéner l'entreprise de la compagnie moyennant le prix que la compagnie trouvera convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie

To act as commission agents;

To purchase the credits of any person, corporation, insolvency and liquidation and to recover or re-sell same;

To act as representatives or agents for any person or company;

To acquire, purchase or otherwise hold and sell and dispose of any interest, shares, debentures, bonds or other, in companies whose objects are in whole or in part similar to the objects of the company or belonging to any person in business and trade, and such, by payment either in cash or paid up shares of the present company;

To carry on the operations of a real estate dealer; to purchase, own, develop, improve, acquire, establish, utilize, lease, exchange and sell immovable property of all kinds, including timber cuts and timber limits and to trade and otherwise dispose of and deal with same;

To act as brokers and agents in general in every branch of business, industry and finance;

To acquire any securities and movable and immovable claims thereof at its option;

To make loans, for itself or for whoever may empower it, on any movable or immovable security, on such conditions as may be deemed expedient;

To acquire any movable or immovable property which may have been pledged in favour of the company as security for such loans and to dispose thereof at will;

To pay for the acquisitions or advantages, or services rendered to the company or required by it, or for any endorsement in favour of the company, or any other thing that the company may deem appropriate, either in cash or in partly or wholly paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company, or partly in one and partly in the other, at the option of the company;

To acquire by cash or paid up shares of the company either under the title of proprietors or as agents, any stocks, shares, debentures, bonds or other securities issued by any other person, company or corporation, and to dispose thereof by sale, transfer or otherwise, at its option;

To exercise under all its forms, wholesale and retail, on commission, as importers, exporters, manufacturers, merchants, the business and industry of manufacturers and drygoods and clothing merchants of every kind and description and dealers in fancy goods, silks, satins, trimmings, materials, textiles, cloth and cotton goods, in a general manner, and tailors and outfitters;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any movable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade, ;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the company and to acquire by purchase, lease or otherwise, the property, franchises, undertakings and business of any such company and to assume the liabilities thereof and to pay for such acquisitions wholly or partly in cash, shares, bonds or other securities of the company;

To sell or dispose of the undertaking of the company for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having

dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

Prélever ou aider à prélever de l'argent pour toute autre compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires, leur aider au moyen de boni, prêts, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation et par aucune telle personne ou personnes;

Acquérir l'achalandage, les biens, les droits et l'actif, et assumer le passif de toute personne, firme ou compagnie endettées envers la compagnie en transigeant toutes affaires semblables à celles transigées par la compagnie, et les payer en argent ou en actions, débetures, obligations ou autres valeurs de la compagnie ou autrement;

Faire toutes les choses nécessaires, utiles, convenables ou appropriées pour l'accomplissement ou la réalisation de l'un quelconque ou de plusieurs des objets de la compagnie, ou qui, en aucun temps, paraîtra ou semblera nécessaire pour la protection ou le profit de la compagnie ou de ses biens;

Exercer l'art de la photographie et de tous ses accessoires ou autrement tout ce qui peut se rapporter à cet art;

Exercer le commerce de coiffeur et faire le commerce de tout ce qui peut se rapporter à cet art; et avoir des salons de coiffeurs et de beauté;

Acheter et vendre en gros et en détail tous les produits qui regardent cet art de tout genre et de toute description; sous le nom de "La Parfumerie Le Paon, Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions de un dollar chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Lévis, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de mars 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1643 ALEXANDRE DESMEULES.

"La Renardière Causapsal, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de mars 1930, constituant en corporation: Ernest Lavoie, manufacturier, Alcide Paré, beurrier, Robert Duchaine, cultivateur, Donat Morissette, contracteur, Joseph Duchaine, voyageur de commerce, tous de Causapsal, dans les buts suivants:

Faire l'élevage et le commerce des bêtes en général et particulièrement des animaux à fourrure de toutes espèces, en gros et en détail, morts ou vivants;

Fabriquer, manufacturer, importer, exporter, consigner, acquérir, vendre et posséder de toutes manières les produits et sous-produits des bêtes et animaux en élevage, les peaux brutes ou après qu'elles auront été ouvrées, travaillées, montées ou préparées, ainsi que les cuirs, et aussi tous effets, articles, marchandises, appareils, machines, accessoires, outils et tous autres matériaux bruts ou autrement utilisés dans la poursuite des fins de la Compagnie;

Acquérir, posséder et gérer de toutes façons des terrains et des constructions nécessaires ou utiles au commerce de la Compagnie ainsi que des actions, débetures, obligations, parts ou autres valeurs mobilières ou immobilières et transféra-

objects altogether or in part similar to those of the company;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with whom the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any such person or persons;

To acquire the good-will, property, rights and assets and assume the liabilities of any person, firm or company indebted to the company, or transacting any business similar to that conducted by the company, and to pay for the same in cash or in shares, debentures, bonds or other securities of the company or otherwise;

To do all and everything necessary, suitable, convenient or proper for the accomplishment or attainment of any one or more of the objects of the company, or which shall or may at any time appear to be necessary for the protection or benefit of the company or its properties;

To carry on the art of photography and all its accessories or otherwise all that is connected with the said art;

To exercise the business of hairdresser and to carry on business in all that is connected with the said art; and to have hairdressing and beauty parlours;

To purchase and sell wholesale and retail all the products connected with the said art of every nature and description, under the name of "La Parfumerie Le Paon, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar each.

The head office of the company will be at Lévis, in the District of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of March, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
1644 Acting Assistant Provincial Secretary.

"La Renardière Causapsal, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of March, 1930, incorporating: Ernest Lavoie, manufacturer, Alcide Paré, butter manufacturer, Robert Duchaine, farmer, Donat Morissette, contractor, Joseph Duchaine, commercial traveller, all of Causapsal, for the following purposes:

To carry on the breeding of an to deal in animals in general, and in particular fur bearing animals of every kind, wholesale and retail, dead or living;

To make, manufacture, import, export, consign, acquire, sell and own in any manner the products and by-products of animals, animals in course of rearing, raw hides or after the fashioning, working, mounting and preparing thereof, and also leathers, and any wares, articles, merchandise, apparatus, machinery, accessories, tools and any other raw material or otherwise used in the pursuit of the company's purposes:

To acquire, own and manage in any manner lands and buildings necessary or useful for the company's business, and also stock, debentures, bonds, shares or other securities, movable or immovable or transferable, of any person, firm

bles de toute personne, société ou compagnie endettée envers la Compagnie ou transigeant les mêmes affaires qu'elle en tout ou en partie, et aussi tous droits d'auteur, de brevets, de marques de commerce, de privilèges, de franchises, de concessions généralement quelconques que la Compagnie pourra obtenir ou acquérir;

Se fusionner, s'associer et conclure des arrangements avec toute personne, société ou compagnie exerçant des opérations totalement ou partiellement identiques à celles de la Compagnie ou profitables de quelque manière à la Compagnie;

Emettre des actions acquittées, bons, obligations ou autres valeurs de la Compagnie en paiement total ou partiel des droits mobiliers ou immobiliers acquis par la Compagnie, ou des services rendus à la Compagnie ou en accomplissement des obligations assumées par la Compagnie au cours des négociations et transactions de ses affaires;

Accepter, détenir ou prendre des garanties de toute nature et espèce, mobilières ou immobilières pour dettes, engagements ou obligations contractées par toute personne, société ou compagnie à l'égard de la Compagnie;

Faire toute convention avec toute personne, société ou compagnie ayant directement ou indirectement pour but de rapporter des profits à la Compagnie;

Négocier des emprunts de deniers sur le crédit de la Compagnie, ou en donnant en garantie de ces emprunts des obligations ou autres valeurs de la Compagnie, ou nonobstant les dispositions du Code Civil en hypothéquant, nantissant ou mettant en gage les biens mobiliers ou immobiliers présents ou futurs, de la Compagnie pour assurer le paiement de telles obligations ou autres valeurs, totalement ou partiellement;

Constituer l'hypothèque, le nantissement ou le gage mentionnés au paragraphe précédent par acte de fidéicommiss, conformément aux articles 11 et 12 de la Loi des Pouvoirs Spéciaux de certaines corporations (Ch. 227, S. R. Q., 1925), ou de toute autre manière;

Hypothéquer ou nantir les immeubles, ou donner en gage ou autrement frapper d'une charge quelconque les biens meubles de la Compagnie, totalement ou partiellement, ou donner ces diverses espèces de garanties pour assurer le paiement des emprunts faits autrement que par émission d'obligations, ainsi que le paiement ou l'exécution des autres dettes, contrats et engagements de la Compagnie;

Engager du personnel et le renvoyer, débattre et payer les comptes et salaires;

Utiliser tous effets de commerce ou autres valeurs transférables et faire tous arrangements nécessaires avec les banques;

Distribuer entre les actionnaires de la Compagnie et autres personnes y ayant droit, en nature ou autrement, tout ou partie de l'actif de la Compagnie et particulièrement toutes actions, obligations, débentures ou valeurs de toute autre Compagnie appartenant à la Compagnie ou dont elle a le pouvoir de disposer, conformément aux dispositions de l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec;

Souscrire du capital dans toute autre Compagnie légalement constituée ou y devenir actionnaire ou y acquérir du capital préférentiel et y voter à toute assemblée par procuration ou autrement;

Poursuivre ou défendre en justice tous les droits de la Compagnie;

Disposer par vente ou autrement des entreprises de la Compagnie, de ses biens meubles et

or company indebted towards the company or carrying on a business in whole or in part similar to that of the company, and also any copyrights, patent rights, trade-marks, privileges, franchises, concessions in general whatsoever which the company may obtain or acquire;

To amalgamate, enter into partnership or into any agreement with any person, firm or company carrying on operations in whole or in part identical to those of the company or in any manner profitable thereto;

To issue paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company, as whole or part payment for movable or immovable rights acquired by the company, or for services rendered to the company, or in the accomplishment of the obligations assumed by the company in the course of the negotiation and transaction of its business;

To accept, hold or take guarantees of any nature or kind, moveable or immovable, for debts, liabilities or obligations contracted towards the company by any person, firm or company;

To enter into any agreement with any person, firm or company whose purpose may, directly or indirectly, be the bringing in of profits to the company;

To negotiate loans of money on the credit of the company or by giving as guarantee for such loans, bonds or other securities of the company, or notwithstanding the provisions of the Civil Code, by hypothecating, pledging or mortgaging the company's movable or immovable property, present or future, to insure the payment of such bonds or other securities, in whole or in part;

To constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in the preceding paragraph by trust deed, in conformity with articles 11 and 12 of the Special Corporate Powers Act, (Ch. 227, R. S. Q., 1925), or in any other manner;

Hypothecate or mortgage the immovable property or pledge or otherwise affect the movable property of the company, wholly or partly, or give all such guarantees to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or execution of any other debt, contract or obligation of the company;

To hire a staff and dismiss same, dispute and pay accounts and salaries;

To utilize any commercial instruments or other transferable securities and enter into any necessary agreements with banks;

To distribute in kind or otherwise among the shareholders of the company or any others having rights therein, the whole or any part of the assets of the company and especially any shares, bonds, debentures or securities of any other company belonging to the company or which it may have the right to dispose of, pursuant to the provisions of article 81 of the Quebec Companies' Act;

To subscribe capital in any other legally incorporated company or become shareholders therein or to acquire preferred stock therein and vote at any meetings thereof, by proxy or otherwise;

To enter any judicial suit or defence on behalf of the rights of the company;

To dispose of, by sale or otherwise, the company's undertakings, its movable and immovable

immeubles, de son actif, de son achalandage et clientèle, totalement ou partiellement, pour les prix et sommes jugés convenables ou autres considérations généralement quelconques;

Adopter tous règlements nécessaires au bon fonctionnement et à la bonne administration des affaires de la Compagnie, et faire toutes ou chacune des choses précitées comme principaux, agents, entrepreneurs, gérants, surveillants ou autrement et par l'intermédiaire de fiduciaires ou agents ou autrement, soit seuls ou conjointement avec d'autres, ainsi que toutes autres choses qui sont incidentes ou conduisent de près ou de loin, directement ou indirectement, à la réalisation des objets de la Compagnie;

Le nombre des directeurs sera de cinq et chaque directeur devra détenir dix actions de la Compagnie entièrement payées, sous le nom de "La Renardière Causapsal, Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.—La Compagnie commencera ses opérations avec un capital souscrit et payé de cinq mille dollars (\$5,000).

Le bureau principal de la compagnie sera à Causapsal (Matapédia), dans le district de Rimouski.

Daté du bureau du secrétaire de la province, le treizième jour de mars 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1645 ALEXANDRE DESMEULES.

"Royal Montreal Rooters Club, Incorporé".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour de mars 1930, constituant en corporation: Elie Girard, mécanicien, Jean-Baptiste Paradis, athlète, Raymond Lamontagne, agent, Pierre Careau, cigarier, Edouard Desorniers, gérant, Joseph Lefrançois, mécanicien-dentiste, Arthur Gagnon, plâtrier, Oscar Pelland, tabacconiste, tous des cités et districts de Montréal, dans les buts suivants:

Se réunir en association pour la récréation et l'instruction des membres;

Promouvoir les intérêts des sports en général et surtout du baseball, hockey, tennis, golf, courses, natation, lutte, raquette, bowling, boxe, ainsi que tous les jeux athlétiques qui peuvent se pratiquer au grand air ou à l'intérieur et à cette fin;

Posséder comme propriétaire ou locataire un ou des immeubles ainsi que des meubles pour accommoder les membres du dit club dans la poursuite et l'exercice des jeux athlétiques;

Posséder et acquérir des licences ou permis de club pour le logement, la nourriture et l'accommodation des membres, y inclus des permis pour la vente de bière et de vin de la Commission des Liqueurs de Québec;

Organiser des joutes sportives et former des comités ou organisations pour l'exercice des différents jeux;

Donner des prix et des bourses dans l'intérêt des différents sports et pour aider les jeunes athlètes à compléter leur entraînement ou défrayer les dépenses qui peuvent être encourues par eux pour tel entraînement ou leurs joutes;

Avoir une classe de membres à vie composée des actionnaires du club, lesquels actionnaires seront reçus membres à vie après avoir été bal-

lotés, ses biens, ses droits et coutumes, en tout ou en partie, pour des prix ou sommes jugées convenables ou pour d'autres considérations en général whatsoever;

To adopt any by-laws necessary for the proper working and good management of the company's business, and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors, managers, overseers or otherwise and through trustees or agents or otherwise, either alone or jointly with others, and also any other things as may be incidental or closely or remotely, directly or indirectly conducive to the attainment of the objects of the company;

The number of Directors shall be five and each Director must hold ten fully paid up shares of the company, under the name of "La Renardière Causapsal, Limitée", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The company will begin its operations with a subscribed and paid up capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00).

The head office of the company will be at Causapsal, (Matapédia), in the district of Rimouski.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of March, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
1646 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Royal Montreal Rooters Club, Incorporé".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of March, 1930, incorporating: Elie Girard, mechanic, Jean Baptiste Paradis, athlete, Raymond Lamontagne, agent, Pierre Careau, cigar maker, Edouard Desorniers, manager, Joseph Lefrançois, dental mechanic, Arthur Gagnon, plasterer, Oscar Pelland, tobacconist, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To unite in an association for the recreation and instruction of its members;

To promote the interest of sports in general, especially of baseball, hockey, tennis, golf, racing, swimming, wrestling, snowshoeing, bowling, boxing and also any athletic games which may be carried on in the open air or in-doors, and for such purpose:

To hold as proprietor or tenant any movables or immovables and also the necessary furniture for the accommodation of the members of the said club in the pursuit and carrying on of athletic sports;

To own and acquire club licenses or permits for the lodging, board and accommodation of its members, including permits for the sale of ale and wine from the Quebec Liquor Commission;

To organize sporting matches and form committees or organizations for the playing of the different games;

To give prizes and purses in the interest of the different sports, and to aid young athletes to complete their training or pay the expenses which may have been incurred by them for such training or for their matches;

To have a class of life members composed of shareholders of the club, such shareholders being received as life members after having been ballott-

lottés par le bureau de direction; les dits membres à vie seront reconnus membres du club tant et aussi longtemps qu'ils resteront actionnaires du club et qu'ils ne seront pas déclarés déchus de leurs droits de membres par le bureau de direction s'ils sont trouvés coupables d'aucun acte en contravention aux règlements à être adoptés par le bureau de direction, la classe de membres à vie ne devant pas être sujette à aucune contribution en leur dite qualité de membres;

Avoir une classe de membres souscripteurs, sur contribution annuelle mensuelle à être fixée par le bureau de direction, lesquels membres souscripteurs pourront être ballottés lors de chaque assemblée générale du dit club et pourront être déclarés déchus de leurs droits de membres souscripteurs s'ils sont trouvés coupables d'aucun acte en contravention aux règlements à être adoptés par le bureau de direction;

Avoir une classe de membres honoraires qui seront nommés par le bureau de direction et ce dans le but de promouvoir davantage les intérêts du club; sous le nom de "Royal Montreal Rooters Club, Incorporé".

Le montant du capital-actions social de la Compagnie sera de \$10,000.00, divisé en mille actions de \$10.00 chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de mars 1930:

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1647 ALEXANDRE DESMEULES.

"Scieries Saguenay, Ltée—Saguenay Saw Mills, Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de mars 1930, constituant en corporation: Georges-Henri Lavoie, et Edmour McLean, tous deux de Bagotville, Harry Tremblay, de Port Alfred, tous industriels, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie du commerce du bois sous toutes ses formes et dans toutes ses branches, comme manufacturiers, marchands de gros et en détail; exercer tous autres commerces qui s'y rattachent, faire des opérations forestières, exercer le commerce de manufacturiers en gros et en détail, de tous produits et sous-produits de l'industrie forestière, entreprendre par contrat de couper, flotter, scier des billots, bois de pulpe, bois de sciage, poteaux et dormants de chemin de fer;

Faire le commerce comme manufacturiers, marchands en gros et en détail, de toutes substances destinées au chauffage et à l'éclairage;

Faire les opérations d'une compagnie immobilière et de développement immobilier sous toutes ses formes; faire les opérations générales de placements, finance, courtage et agence;

Exercer dans toutes ses spécialités l'industrie du bâtiment en général et le métier d'entrepreneurs;

Posséder, louer, développer ou conduire des hôtels, clubs, restaurants ou autres entreprises de divertissement et d'amusements;

Construire et exploiter un garage et faire le commerce des accessoires d'automobiles;

Faire le commerce de toute chose qui peut être l'objet d'un commerce;

Construire, acquérir, détenir, exploiter, contrôler, administrer et opérer des moulins, machineries, machines, outillages et appareils mécaniques, fabriques, en rapport avec l'industrie forestière;

ed for by the Board of Directors; the said life members shall be acknowledged members of the club while and as long as they remain shareholders of the club and that they shall not have been deprived of their rights as such by the Board of Directors should they be found guilty of any act in contravention with the by-laws to be adopted by the Board of Directors, the class of life members not being subjected to any contribution in their said quality as members;

To have a class of annual or monthly subscribers or contributors to be fixed upon by the Board of Directors, such subscribing members may be ballotted for at each general meeting of the said club and may be declared deprived of their rights as subscribing members if they should be found guilty of any act in contravention with the by-laws to be adopted by the Board of Directors;

To have a class of honorary members who shall be appointed by the Board of Directors and such for the purpose of promoting the interests of the club, under the name of "Royal Montreal Rooters Club, Incorporé".

The amount of the capital stock of the company shall be \$10,000.00, divided into one thousand shares of \$10.00 each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of March, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
1648 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Scieries Saguenay, Ltée—Saguenay Saw Mills, Ltd."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of March, 1930, incorporating: Georges Henri Lavoie and Edmour McLean, both of Bagotville, Harry Tremblay, of Port Alfred, all manufacturers, for the following purposes:

To carry on the lumber business under all its forms and under all its branches, as manufacturers, wholesale and retail merchants; to carry on any other business connected therewith, carry on lumbering operations, carry on the business of wholesale and retail manufacturers of any products and by-products of the lumber business; to undertake by contract, the cutting, floating, sawing of lots, pulpwood, lumber, poles, and railway sleepers;

To carry on business as manufacturers, wholesale and retail merchants of any substances intended for heating and lighting;

To carry on the business of a land and land improvement company in all its branches; to carry on a general investment, financial and brokerage business agency;

To carry on in all its branches a general construction and contracting business;

To own, lease, develop or conduct hotels, clubs, restaurants or other entertainment and amusement enterprises;

To construct and operate a garage and deal in automobile accessories;

To deal in any thing which may be the object of trade;

To construct, acquire, hold, operate, control, manage and operate mills, machines, machinery, mechanical apparatus and equipment, factories in connection with the lumbering business;

Agir comme entrepreneurs et constructeurs de chemins, ponts, écluses, et faire tous les travaux de voirie en général;

Avoir le droit d'acheter tout commerce en opération ou non dans les lignes ci-dessus;

Acheter, acquérir, vendre, transporter, louer et faire le commerce d'immeubles, et de tous intérêts ou droits sur iceux, et aussi acquérir des propriétés personnelles de toutes sortes pour les fins industrielles autorisées par les présentes, et les vendre et en disposer et payer en tout ou en partie pour toutes propriétés foncières ou personnelles, par l'émission d'actions libérées du capital de la Compagnie;

Vendre, louer, échanger ou autrement aliéner tout ou partie de l'actif, des propriétés, droits et entreprises de la Compagnie pour telle considération que la Compagnie croira convenable;

Acquérir par tous moyens légaux en totalité ou en partie l'entreprise, le commerce, les propriétés, l'actif et assumer le passif de toute personne ou compagnie exerçant un commerce semblable à celui ou ceux que cette Compagnie a l'autorisation d'exercer;

Emettre des actions libérées et non sujettes à appel, que ces actions soient souscrites ou non, des obligations ou autres valeurs de la Compagnie, en paiement intégral ou partiel de toutes propriétés, droits, baux, concessions ou franchises, services rendus à la Compagnie, ainsi que le salaire de tous employés, gardiens et officiers de la Compagnie, le tout dans la proportion et selon que les actionnaires ou les directeurs de la Compagnie le jugeront à propos;

Agir comme agents pour toute compagnie, société ou personne exerçant un commerce semblable ou similaire;

Acheter ou autrement acquérir et détenir et disposer de tous brevets d'invention, marque de commerce, dessins, patentes ou franchises;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements et autres effets négociables et transférables;

Emprunter des fonds sur le crédit de la Compagnie et émettre des bons, débentures ou autres valeurs de la Compagnie, et les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

S'associer ou conclure des conventions au sujet des avances d'argent faites au moyen de prêts aux acquéreurs ou aux locataires d'aucune partie des immeubles de la Compagnie ou à ses clients, prendre et tenir des hypothèques ou garanties quelconques pour garantir le prix d'achat de toute propriété, de tout argent dû à la Compagnie à un titre quelconque;

Conclure tous arrangements avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront favoriser les objets de la Compagnie ou aucun de ses objets, et obtenir de telles autorités des droits, privilèges et concessions que la Compagnie croira avantageux d'obtenir, et mener à bonne fin et exercer tels arrangements, droits, privilèges et concessions, et s'y conformer, sous le nom de "Scieries Saguenay, Ltée—Saguenay Saw Mills, Ltd.".

Le capital-actions de la Compagnie consistera en trois cent soixante et dix (370) actions de cinquante dollars (\$50.00) chacune dites Classe "A", et de trois cents (300) actions "Classe B" sans valeur au pair ou nominale;

Les dites actions Classe "A" et Classe "B" seront émises aux conditions suivantes et elles porteront et seront sujettes aux droits et limitations ci-après décrits:

To act as contractors and builders of roads, bridges, sluices, and to do any road work in general;

To have the right to purchase any going concern or otherwise in the hereabove lines;

To purchase, acquire, sell, convey, lease and deal in real estate and any interests or rights therein, and also to acquire personal property of all kinds for the purposes of the business hereby authorized, and to sell and dispose of the same and to pay in whole or in part for any real or personal property, by the issue of paid up shares of the stock of the company;

To sell, lease, exchange or otherwise alienate, in whole or in part, the assets, property, rights and undertakings of the company for such consideration as the company may deem fit;

To acquire by any legal title, in whole or in part, the undertaking, business, property, assets, and to assume the liabilities of any person or company carrying on a similar business to that which the company is authorized to carry on;

To issue paid-up and non-assessable shares, whether subscribed for or not, bonds and other securities of the company, in part or full payment for any property, rights, leases, concessions or franchises, services rendered to the company and also the salary of any employees, guardians and officers of the company, the whole in proportion and as the Directors or shareholders may deem expedient;

To act as agents for any company, firm or person carrying on a like or similar business;

To buy, or otherwise acquire and hold and dispose of all patents of invention, trade marks, designs, patent rights or franchises;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading and other negotiable or transferable instruments;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company, and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To inter into or make arrangements respecting the making of advances of money to the purchasers or lessees of any part of the immovables of the company or its clients, to take and hold hypothecs or securities whatever to guarantee the purchase price of any property, of any money due to the company under any title whatever;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions, under the name of "Scieries Saguenay, Ltée—Saguenay Saw Mills, Ltd.".

The capital action of the company shall be three hundred and seventy shares (370) of a par value of fifty (\$50.00) dollars each named Class "A" and three hundred (300) Class "B" shares having no par or nominal value.

The said Class "A" and Class "B" shares shall be issued upon the following conditions and shall carry and be subject to the rights and limitations hereinafter set forth;

a. Les porteurs enregistrés des actions de la "Classe A" auront droit de recevoir, pour telle année suivant que déclaré par le Bureau de Direction, un dividende non-cumulatif de huit pour cent et privilégié, sur la valeur au pair ou le montant payé des dites actions, de préférence et avant la déclaration ou le paiement d'aucun dividende sur les actions "Classe B";

b. Chaque action privilégiée sera aussi sujette au droit pour la Compagnie de la racheter en tout temps, en payant au détenteur la valeur au pair ou le capital versé sur icelle, et les dividendes non payés à la date du rachat, après un avis de trois mois sous le nom de Cie "Scieries Saguenay, Ltée—Saguenay Saw Mills, Ltd.", donné par lettre recommandée et affranchie au détenteur. Dans le cas de rachat partiel, le bureau de direction choisira par le tirage au sort les dites actions à être remboursées;

c. Au cas de dissolution ou de liquidation, les dites actions privilégiées devront être payées en entier et au pair, ou dans la proportion où elles auront été libérées, avec en plus les dividendes dûs sur icelles, avant tout paiement sur les actions de la "Classe B";

d. Les porteurs des actions de la "Classe A" n'auront pas droit comme tels d'assister ou de voter aux assemblées ou de recevoir avis des assemblées des actionnaires de la Compagnie, excepté si, dans les derniers vingt-quatre mois du calendrier précédant la date de telle assemblée, ils n'ont pas reçu leurs dividendes ou profits respectifs de la "Classe A" d'un montant global d'au moins huit pour cent sur le montant dans le temps et de temps à autre versé sur icelle;

e. La totalité ou aucun des droits, conditions et limitations attachés aux actions de la "Classe B" ou à l'une ou l'autre de ces actions peuvent être modifiés, amendés, abrogés, affectés ou autrement changés par un règlement ou des règlements de la Compagnie; mais nul de ces règlements n'aura force et effet à moins qu'il ne soit approuvé par le vote des porteurs d'au moins les trois-quarts de toutes les actions en cours de la classe ou des classes affectées par tel règlement, présents en personne ou représentés par des procurations, à une assemblée spéciale dûment convoquée et tenue dans le but de prendre tels règlements en considération, et sanctionné par le Lieutenant-Gouverneur de la Province;

f. Le Bureau des Directeurs de la Compagnie est autorisé à émettre et à répartir les actions de la "Classe B" sans valeur au pair pour la considération qui sera fixée de temps en temps à une assemblée spéciale convoquée pour cette fin;

Le montant avec lequel la Compagnie commencera à exploiter ses opérations sera de trois mille trois cents cinquante dollars (\$3,350.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Bagotville, district et comté de Chicoutimi, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de mars 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1649 ALEXANDRE DESMEULES.

"Sim-O-Leum, Limited—Sim-O-Leum, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de mars 1930, constituant en corporation: Charles Girouard, gérant, Paul Francoeur, teneur de livres, Philippe Trottier, comp-

a. The registered shareholders of Class "A" shares shall be entitled to receive a preferential and non-cumulative dividend of eight per cent for such year as declared by the Board of Directors, upon the par value or the paid-up amount of the said shares, before any dividends be declared or paid upon Class "B" shares;

b. Each preferred share shall also be subject to the right which the company will have to redeem them, at any time, by paying to the holders of such shares, the par-value thereof, or capital paid thereon, and the unpaid dividends at the date of redemption, after a three months notice under the name of "Scieries Saguenay, Ltée.—Saguenay Saw Mills, Ltd", duly posted and registered to the shareholder. In the event of partial redemption, the Board of Directors shall by drawing lots, select the shares to be redeemed;

c. In the case of dissolution or liquidation, the said preferred shares shall be paid in full and at par, or in the proportion in which they may have been paid up, with moreover unpaid dividends, before any payment on Class "B" shares;

d. The holders of Class "A" shares shall not be entitled as such to assist or vote at the meetings or to receive notice of the meetings of the shareholders of the company, except they shall not have received, in the last twenty four calendar months preceding the date of such meeting, dividends or profits on their respective Class "A" shares of an aggregate amount of at least eight per cent upon the amount for the time being and from time to time paid thereon;

e. All or any rights, conditions and limitations attached to the Class "B" shares, or either of them, may be modified, amended, repealed, affected or otherwise changed by a by-law or by-laws of the company; but no such by-laws, shall have any force or effect unless and until approved by the votes of at least the three fourths of all outstanding shares of the Class or Classes affected thereby, present in person or represented by proxy at a special meeting duly called and held for the purposes of considering the same, and sanctioned by the Lieutenant-Governor of the Province;

f. The board of directors of the company shall be authorized to issue and allot Class "B" shares having no par value for the consideration which may be fixed from time to time at a special meeting called for such purpose.

The amount with which the company will commence to carry on operations shall be three thousand three hundred and fifty dollars (\$3,350.00).

The head office of the company will be at Bagotville, District and County of Chicoutimi, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of March, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
1650 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Sim-O-Leum, Limited—Sim-O-Leum, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of March, 1930, incorporating: Charles Girouard, manager, Paul Francoeur, book-keeper, Philippe Trottier, public accountant, Firmain Lachapelle,

table public, Firmain Lachapelle, surintendant, Ronaldo Mitchell, mécanicien, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et disposer d'articles, effets et marchandises de tout genre et description, matières brutes et manufacturées et spécialement, sans limiter la généralité de ce qui précède, toute espèce de toile cirée, linoléum et prélatrs, ainsi que toutes sortes d'enseignes ou panneau-réclame fabriqués du même matériel ou autrement;

Exercer toute autre industrie, soit manufacturière ou autre, que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, droits ou produits de la compagnie ou de les rendre profitables;

Demander, acheter ou acquérir toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature, y compris tout secret de fabrication, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité ou illimité, qui pourraient être employés pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage sous permis ou les faire valoir autrement;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir et posséder tous biens mobiliers ou immobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions libérées ou des obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débetures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par toute telle compagnie;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, ou des titres ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente

superintendent, Ronaldo Mitchell, machinist, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, import, export, purchase, sell and dispose of goods, wares and merchandise of every kind and description, raw and manufactured material and especially, without limiting the generality of the foregoing, all kinds of oil-cloth, linoleum and floor oil-cloth and all kinds of signs or posters manufactured from the same material or otherwise;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like, including any secret of manufacture, conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights, or information so acquired;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or acquire and hold any movable or immovable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company, and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expenses, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee or otherwise deal with the same;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or

compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie et les vendre ou autrement en disposer;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement des actions du capital de la compagnie, ou toutes débentures, actions-débentures ou toutes autres garanties de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la présente compagnie ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou d'autres valeurs ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires, et garantir l'exécution des contrats par toute telle compagnie ou corporation;

Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Se joindre ou se fusionner avec toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Louer, vendre la totalité ou toute partie de la propriété, des droits ou entreprises de la Compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital, ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débentures ou autres valeurs de la compagnie ou les donner en gage ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Hypothéquer, grever ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie, comme garantie de toutes obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre, ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées, ou aucune d'icelles, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, et par fiduciaires, agents ou autres, et soit seuls soit conjointement avec d'autres;

Les clauses qui précèdent seront interprétées comme objets et pouvoirs additionnels et non limitatifs des pouvoirs généraux conférés par les lois de la province de Québec; et il est expressément pourvu dans les présentes, que l'énumération qui précède des pouvoirs spécifiques ne sera pas interprétée comme limitant ou restreignant

carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds, assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of the present company;

To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital, or to contract with any company to pay the same;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue or any money borrowed for the purposes of the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

The foregoing clauses shall be construed as objects and powers in furtherance, but not in limitation of the general powers conferred by the laws of the Province of Québec; and it is hereby expressly provided that the foregoing enumeration of specific powers shall not be held to limit or restrict in any manner the powers of this com-

en aucune manière les pouvoirs de cette compagnie, et il est pourvu que cette compagnie pourra faire toutes les choses nécessaires, utiles ou appropriées à l'accomplissement ou à la réalisation d'aucune des fins ou d'aucun des objets ci-dessus énumérés, soit comme principal, agent ou autrement, et soit seul ou en association avec toute personne, firme ou compagnie;

Et il est, par les présentes, ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, ou avec toute autre compagnie, corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrat ou transaction ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tel contrat ou transaction, pourvu toutefois que, dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré ou connu des autres directeurs ou actionnaires affectés par tel contrat ou transaction, sous le nom de "Sim-O-Leum, Limited—Sim-O-Leum, Limitée".

Le capital social de la Compagnie est divisé en neuf cents (900) actions privilégiées de \$100.00 chacune, et en dix-huit cents (1,800) actions sans valeur nominale, et le montant avec lequel la Compagnie commencera ses opérations est de dix-huit mille dollars;

Les dites actions privilégiées comporteront un dividende annuel cumulatif de sept pour cent (7%) et ne conféreront aucun autre droit aux détenteurs d'icelles;

Les dites actions sans valeur nominale ou au pair conféreront à leurs détenteurs le droit d'élire les directeurs de la Compagnie et pourront être émises et réparties de temps à autre pour une somme pas moindre de cinq dollars (\$5.00) chacune, pour telles considérations que pourront déterminer les directeurs de la Compagnie.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de mars 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1651 ALEXANDRE DESMEULES.

"The Roxy Store Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de mars 1930, constituant en corporation: Adélard Dubois, marchand, Lorenzo Fagnan, commis, Germain Fagnan, comptable, tous de la cité de Sorel, dans les buts suivants:

Exercer le négoce et le commerce de manufacturiers, négociants, commerçants et détaillants de vêtements de toutes sortes et espèces, pour dames, messieurs et enfants; fourrures;

Exercer le négoce d'importateurs, d'exportateurs et d'agents, de négociants de toutes sortes et espèces d'articles, effets et marchandises;

Agir comme agents, agents à commission, marchands à commission, courtiers ou représentants pour d'autres personnes, firmes ou corporations;

Acquiescer, assumer, louer ou autrement acquiescer des machines, usines et propriétés qui peuvent être utiles pour les fins de la compagnie;

And that this company may do all and everything necessary, suitable or proper for the accomplishment or attainment of any of the purposes or objects hereinabove enumerated, either as principal, agent, or otherwise, and either alone or in association with any person, firm or company;

And it is hereby ordained and declared that, in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its Directors, or with any firm of which one or more of its Directors are members or employees or with any other company, corporation or association of which one or more of its Directors are stockholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such Director or Directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the Director or Directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed or known to the other Directors or stockholders acting upon or in reference to such contract or transaction, under the name of "Sim-O-Leum, Limited—Sim-O-Leum, Limitée".

The capital-stock of the company shall be divided into nine hundred (900) preferred shares of \$100.00 each, and into eighteen hundred (1800) shares without nominal value, and the amount with which the company will commence its operations shall be eighteen thousand dollars;

The said preferred shares shall bear an annual cumulative dividend of seven per cent (7%) and shall not confer any other right to the holders thereof;

The said shares having no nominal or par value shall confer on the holders thereof the right to elect the Directors of the company and may be issued and allotted from time to time for a sum not less than five dollars (\$5.00) each, for such considerations as may be determined by the Directors of the company.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of March, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
1652 Acting Assistant Provincial Secretary.

"The Roxy Store Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of March, 1930, incorporating: Adélard Dubois, merchant, Lorenzo Fagnan, clerk, Germain Fagnan, accountant, all of the City of Sorel, for the following purposes:

To carry on the trade and business of manufacturers, jobbers, dealers and retailers in ladies', men's and children's clothing of every kind; furs;

To carry on the business of importers, exporters, agents, jobbers of all kinds and descriptions of goods, wares and merchandise;

To act as agents, commission agents, commission merchants, brokers or representatives for other persons, firms or corporations;

To purchase, take over, lease or otherwise acquire any machinery, works or property that may be useful for the purposes of the company;

Acheter ou autrement acquérir tous autres biens, droits et intérêts qui peuvent être utiles pour aucune des fins susdites;

Acquérir toutes marques de commerces, dessins industriels, brevets, droits brevetés, permis, privilèges qui pourraient être utiles à la compagnie;

Détenir et posséder des actions et valeurs dans toute autre compagnie ou d'autres compagnies exerçant un négoce de même nature et les vendre ou autrement les négocier;

Acquérir et posséder des actions dans toute compagnie exerçant un commerce semblable, émettre des actions entièrement libérées, en paiement ou paiement partiel du prix d'achat;

Prendre, acquérir et détenir des valeurs de toute nature ou espèce, réelles ou personnelles, pour dettes, obligations ou engagements envers la compagnie, contractés ou à être contractés relativement aux fins et objets de la compagnie;

Acheter, louer ou autrement acquérir de toute personne, société, corporation, tout commerce d'une nature semblable à celui exploité par la compagnie, aussi tous baux, licences, franchises, achalandage, clientèle, propriétés, marques de commerce; assumer tout ou partie du passif et les payer entièrement ou partiellement en parts acquittées de la compagnie ou autrement; s'associer avec telles personnes, sociétés ou corporations pour des entreprises de même genre;

Aider, protéger ou accommoder, par des avances de deniers, garanties, endossements ou concessions, toutes personnes, sociétés ou corporations et accepter telles garanties qui pourraient être faites par telles personnes, sociétés ou corporations;

Acheter, prendre à bail ou en échange, acquérir, détenir, améliorer, gérer, développer, louer, hypothéquer les meubles et les immeubles, des propriétés foncières tant pour l'usage de la compagnie que dans un but de spéculation;

Vendre, transporter ou autrement aliéner la totalité ou toute partie du commerce de la présente compagnie à toute corporation, société, firme ou personne et accepter en considération des actions, débentures ou valeurs de toutes autres compagnies;

Promouvoir, organiser, développer, administrer et aider à promouvoir toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou exploitation ayant des objets semblables à ceux de la compagnie, et comme opération connexe, entreprendre, administrer, contrôler et autrement disposer du commerce et de l'entreprise de toute telle corporation, compagnie, firme ou individu dans le but de protéger des valeurs émises par eux et de réaliser leur réclamation;

Prendre ou détenir des mortgages, hypothèques, privilèges et charges pour garantir toute balance impayée de prix de vente ou d'avances d'argent faits;

Prêter de l'argent aux personnes ou compagnies en relation d'affaires avec la compagnie;

Accepter en garantie de ces prêts les actions, obligations, débentures, hypothèques, gages, liens ou autres titres de ces compagnies, sur les propriétés de ces personnes ou compagnies;

Établir des agences et succursales aux mêmes fins et objets de cette compagnie, sous le nom de "The Roxy Store Company, Limited", avec un capital total de dix-neuf mille dollars (\$19,000.00), divisé en cent quatre-vingt-dix (190) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Sorel, dans le district de Richelieu.

To purchase or otherwise acquire any other properties, rights or interests which may be useful for any of the purposes aforesaid;

To acquire any trade marks, industrial designs, patents, patent rights, licenses, privileges which may be useful to the company;

To hold and own shares and securities in any other company or companies carrying on business of a like nature and to sell or otherwise deal with same;

To acquire and own shares in any company carrying on any similar business, and to issue fully paid up shares in payment or part payment of the purchase price thereof;

To take, acquire and hold securities of any nature or kind, real or personal, for debts, liabilities or obligations to the company incurred or to be incurred in respect to the purposes and objects of the company;

To purchase, lease or otherwise acquire from any person, partnership, corporation, any business of a like nature to that carried on by the company, also any leases, licenses, franchises, goodwill, custom, property, trade-marks; to assume in whole or in part the liabilities and to pay for same wholly or partly with paid-up shares of the company or otherwise; to enter into partnership with such persons, partnerships or corporations for similar undertakings;

To aid, assist or accommodate, by advances in money, guarantee, endorsement or concession, any persons, firms or corporations and accept such securities as may be offered by such persons, firms or corporations;

To purchase, take on lease or in exchange, acquire, hold, improve, manage, develop, lease, hypothecate moveables and immoveables, real estate both for the use of the company and for a speculative purpose;

To sell, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the present company's business to any corporation, partnership, firm or person and to accept in consideration shares, debentures or securities of any other company;

To promote, organize, develop, manage or assist in the promotion of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking having objects similar to those of the company and as incidental thereto to undertake, manage, control or otherwise deal with the business and undertaking of any such corporation, firm, or individual for the purpose of protecting securities issued thereby and realizing upon the claims thereon;

To take or hold mortgages, hypothecs, privileges and charges to guarantee any unpaid balance of sale price or advances of money made;

To lend money to persons or companies having dealings with the company;

To accept as security for such loans, shares, bonds, debentures, hypothecs, charges, liens or other titles of such companies, on properties of the said persons or companies;

To establish agencies and branches for the same purposes and objects of the said company, under the name of "The Roxy Store Company, Limited", with a total capital-stock of nineteen thousand dollars (\$19,000.00), divided into one hundred and ninety (190) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Sorel, District of Richelieu.

Daté du bureau du secrétaire de la province,
ce septième jour de mars 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1653 ALEXANDRE DESMEULES.

"Union Realty Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de mars 1930, constituant en corporation: J.-Ephrem Prévost, pharmacien, Philippe Trottier, comptable public, Charles-Edouard Trottier, épiciier, Marcel Prévost et Ambroise Mills, tous deux commis, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Agir comme agents de manufacturiers, de producteurs et commerçants:

Faire affaires comme financiers, agents financiers ou courtiers, marchands ou agents à commission, marchands généraux, courtiers ou spéculateurs sur actions, obligations ou autres titres négociables, souscripteurs, organisateurs de compagnies ou d'autres affaires;

Fonder, organiser, aider à fonder ou à organiser des sociétés, compagnies ou corporations relativement à toutes affaires, prélever ou aider à prélever de l'argent, aider au moyen de bonis, prêts, cautionnements, endossements, garanties ou autres titres, tous individus, sociétés, compagnies ou corporations;

Agir comme courtiers en immeubles;

Construire, accepter, acheter, acquérir, posséder, louer, exploiter, aliéner, échanger et hypothéquer toutes espèces de propriétés mobilières ou immobilières;

Acquérir, acheter, posséder, exploiter, aliéner ou donner toutes promesses de ventes d'immeubles, tous droits réels sur les immeubles, tels que hypothèques, privilèges ou autres droits;

Agir comme spéculateurs sur les immeubles, acquérir, acheter, posséder, aliéner, donner ou échanger des terres et lots vacants, diviser en lots et préparer les cadastres de toutes étendues de terre; faire construire ou construire tous lots vacants ou toutes étendues de terre lui appartenant;

Accepter, posséder, exploiter, louer, échanger et aliéner toutes propriétés mobilières et immobilières pour recouvrer des créances ou pour en faciliter et en assurer le paiement; accepter et recevoir des immeubles et des hypothèques en paiement ou en garantie de dettes existantes; prendre, acquérir, détenir, échanger, vendre, aliéner des biens de toute nature réels, ou personnels, meubles et immeubles;

Tenir un bureau de recouvrement de créances;

Acheter et vendre des créances;

Faire le commerce des valeurs mobilières, notamment des obligations, actions et autres titres;

Acheter, acquérir, posséder, donner, aliéner des actions, obligations, bons, débentures ou autres titres émis par toutes personnes ou corporations;

Acheter, acquérir, louer, donner, aliéner des marques de commerce et de fabriques, permis, brevets, dessins industriels, concessions, franchises et privilèges;

Agir comme courtiers d'assurances;

Construire et exploiter des garages, ateliers de réparations, boutiques, entrepôts et magasins pour les fins susdites et pour l'utilité du public en général;

Construire et exploiter tous genres d'entrepôts pour recevoir et emmagasiner tous biens meubles, effets et marchandises quelconques et faire tous contrats à cette fin;

Dated at the office of the Provincial Secretary,
this seventh day of March, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
1654 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Union Realty Corporation".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of March, 1930, incorporating: J. Ephrem Prévost, druggist, Philippe Trottier, public accountant, Charles Edouard Trottier, grocer, Marcel Prévost and Ambroise Mills, both clerks, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To act as agents for manufacturers, producers and traders;

To carry on business as financiers, financial agents or brokers, merchants or commission agents, general merchants, brokers or dealers in stocks, bonds or other negotiable securities, underwriters, companies' or other business organizers;

To found, organize or assist in founding or organizing firms, companies or corporations in connection with any business, to raise or assist in raising money, to aid by means of bonuses, loans, security bonds, endorsements, securities or other titles, any individuals, firms, companies or corporations;

To act as real-estate brokers;

To erect, accept, purchase, acquire, own, lease, exploit, alienate, give, exchange and hypothecate any kind of movable or immovable property;

To acquire, purchase, own, exploit, alienate or give any option for real estate sales, all real rights on immovables, such as hypothecs, privileges or other rights;

To act as real estate dealers, to acquire, purchase, own, alienate, give or exchange lands and vacant lots, to divide into lots and prepare cadastres for any stretch of land; to build on or cause to be built on any vacant lots or any stretches of land belonging to the company;

To accept, own, exploit, lease, exchange and alienate any movable or immovable property to recover claims and to facilitate and insure the payment thereof; to accept and receive immovables and hypothecs in payment or security for outstanding debts; to take, acquire, hold, exchange, sell, alienate property of any kind, real or personal, movable and immovable;

To keep an office for collection of claims;

To purchase and sell claims;

To deal in movable securities, particularly in bonds, stocks and other securities;

To purchase, acquire, own, give, alienate shares, obligations, bonds, debentures or other securities issued by persons or corporations;

To purchase, acquire, lease, give, alienate trade marks and designs, permits, patents, industrial designs, concessions, franchises and privileges;

To act as insurance brokers;

To built and exploit garages, repair-shops work-shops, warehouses and stores for the aforesaid purposes and for general public utility;

To erect and exploit any kind of warehouses to receive and store any movable property, goods and merchandise whatever and to enter into all contracts for this purposes;

Exercer toutes autres industries, manufactures ou autres, que la compagnie croira capables d'être convenablement exercées en rapport avec les industries ci-dessus;

Louer, vendre ou autrement disposer de tout ou partie du commerce, de la propriété et entreprise de la compagnie, moyennant le prix et aux conditions qu'elle jugera convenables;

Tirer, faire endosser, accepter, payer et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, obligations, débetures, mandats et autres instruments négociables et transportables;

Émettre des actions acquittées de la compagnie en paiement de toutes marchandises, propriétés mobilières ou immobilières qu'elle pourra détenir ou qu'elle détiendra, ou en paiement de tous frais, déboursés ou services rendus ou futurs;

Emprunter tous montants que la compagnie jugera à propos, pour les fins de son commerce ou de son industrie, en tout temps, et aussi souvent qu'elle le jugera opportun, sous les termes, conditions et garanties jugés convenables par la compagnie, notamment par hypothèques sur ses biens meubles ou immeubles ou par dépôts ou par émission d'obligations;

Payer tous les déboursés relatifs à la promotion de la présente compagnie et à sa formation, ainsi que pour services rendus par les promoteurs ou par toutes autres personnes, soit en deniers comptants ou en actions acquittées de la compagnie;

Faire toutes conventions et conclure tous arrangements pour le partage des bénéfices, d'union des intérêts et des entreprises, la concession réciproque ou la coopération ou associations, engagées ou sur le point de s'engager dans un commerce ou dans une industrie que la présente compagnie est elle-même autorisée à exercer, ou dans quelque entreprise utile à la réalisation des objets de la présente compagnie ou s'y rattachant;

Vendre, céder et aliéner ses franchises et quelques-uns ou la totalité des droits, privilèges et pouvoirs possédés par la compagnie, ainsi que ses entreprises ou partie d'icelles, à toutes personnes, compagnies ou corporations, pour tels prix et considérations et aux termes et conditions qu'elle jugera convenables, et particulièrement pour des actions, bons, obligations ou autres valeurs de telle compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux à l'exploitation des susdites entreprises, sous le nom de "Union Realty Corporation", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de mars 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1655 ALEXANDRE DESMEULES.

"Adler Garment Company, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de mars 1930, constituant en corporation: Michael Greenblatt, avocat, Samuel Rabinovitch, courtier en immeuble, et Jack Fitch, marchand, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Manufacturer, acheter, ou acquérir autrement

To carry on any business, manufacturing or otherwise, which the company may deem capable of being conveniently carried on in connection with the aforesaid business;

To lease, sell or otherwise dispose of the whole or part of the business, property and undertaking of the company for such price and upon such conditions as the company may deem expedient;

To draw, make accept, endorse, pay and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, bonds, debentures, warrants and other negotiable and transferable instruments;

To issue paid up shares of the company in payment for any merchandise, movable or immovable property which it may or shall hold, or in payment for any expenses, disbursements or services rendered or to be rendered;

To borrow any amounts which the company may deem fit for the purposes of its business or trade, at any time and as often as it may deem expedient, upon the terms, conditions and guarantees deemed advisable by the company, particularly by hypothecs on its property, movable or immovable, or by deposits or the issue of bonds;

To pay for any disbursements respecting the promotion and formation of the present company and also for services rendered by the promoters or by any other persons, either in cash or paid up shares of the company;

To make any agreements and enter into any arrangements for the sharing of profits, union of interests and undertakings, reciprocal concession or co-operation with any persons, partnerships, companies, corporations or associations engaged in or about to engage in any business or trade which the present company is itself authorized to engage in, or in any undertaking useful to the realization of the objects of the present company or relating thereto;

To sell, assign and alienate its franchises and the whole or any of the rights, privileges and powers held by the company and also its undertakings or part thereof, to any persons, companies or corporations, for such prices and considerations and upon the terms and conditions which it may deem fit, and particularly for the shares, bonds, debentures or other securities of such company;

To do and execute any other acts and things which may be useful or appear advantageous for carrying on the aforesaid undertakings, under the name of "Union Realty Corporation", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of March, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
1656 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Adler Garment Company, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of March, 1930, incorporating: Michael Greenblatt, advocate, Samuel Rabinovitch, real-estate broker, and Jack Fitch, merchant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and

et vendre ou autrement faire le trafic et le commerce de fourrure, laine, coton, tissus, lainages, soieries, toile et vêtements de toutes sortes; faire les affaires de manufacturiers, acheteurs et vendeurs des habits de toute description et acquérir, acheter, détenir, vendre ou en disposer autrement, manufacturer, fournir et produire, importer et exporter toutes sortes d'effets, denrées et marchandises;

Exercer toute autre industrie, (manufacturière ou non), qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acheter ou autrement acquérir et vendre, améliorer, construire, modifier des propriétés immobilières ou autrement en disposer et en faire le trafic ou le commerce autrement;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou aucun secret, ou autre renseignement relatif à aucune invention qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements requis;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour autres fins, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent à telle personne ou compagnie, garantir leurs contrats ou autrement leur aider, prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits et privilèges que la com-

sell or otherwise deal in or with wool, cotton, fabrics, woollens, silks, linens and clothing of every sort; to carry on the business of manufacturing, buying and selling clothing of every description, and to acquire, purchase, hold, sell or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of goods, wares and merchandise;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise), which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

To buy, or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of, improve, construct, alter and otherwise deal in or with immovable property;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information required;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To enter into arrangements with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights and privileges which the company

pagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement semblables à ceux de la compagnie;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder et les payer et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, le représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents ou en une autre qualité, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

Hypothéquer, gager ou affecter autrement les propriétés mobilières ou immobilières de la compagnie pour garantir le paiement d'emprunts ou le paiement ou l'exécution de toute autre dette, contrat, ou obligation de la compagnie;

Émettre, livrer et répartir comme entièrement libérées toutes actions, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

Hypothéquer, nantir, ou gager toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, pour garantir toutes obligations, débentures ou actions-débentures que cette compagnie est autorisée par la loi à émettre;

Vendre, gager, nantir, hypothéquer, aliéner, louer la totalité ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, et des droits en aucun temps possédés par cette compagnie ou dont elle a la jouissance, ou en disposer autrement, aux termes et conditions que cette compagnie croira acceptables;

Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs, de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Adler Garment Company, Incorporated", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

may think necessary or convenient for the purpose of its business and in particular any machinery, plant, stock in trade;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such person;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warranty and other negotiable or transferable instruments;

To sell, or dispose of the undertaking of the Company, or any part thereof, for such consideration as the Company may think fit, in particular, for shares, debentures or securities of any other Company having objects altogether similar to those of the Company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the Company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the Company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country and to represent this Company, and to accept service for and on behalf of the Company of any process or suit;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, or turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To hypothecate, pledge or otherwise affect the movable or immovable property of the Company to secure the payment of loans, or the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the Company;

To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, debentures, debenture stock or other securities of this Company, either in payment or part payment of any property or rights which this Company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures or debenture stock which the Company is by law entitled to issue;

To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any of all of the property, movable or immovable, present or future, and rights at any time owned or enjoyed by this Company, upon such terms and conditions as this Company may see fit;

To invest and deal with the monies of the Company not immediately required on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Adler Garment Company, Incorporated", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, le douzième jour de mars 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1665 ALEXANDRE DESMEULES.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of March, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
1666 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Beetee Electric, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de mars 1930, constituant en corporation: Léon Talerma, marchand, Thomas-Michael Tansey, avocat, Anne-E. Feldman, fille majeure, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire les affaires d'entrepreneurs électriciens pour l'installation d'accessoires et appareils électriques, l'installation de radios, accessoires de radio, fils et chacune et toutes choses connexes aux dites affaires;

Faire les affaires de commerçants, négociants, importateurs, exportateurs, acheteurs, vendeurs, distributeurs (en gros et en détail) de tous accessoires électriques, de radio et de gramophone, et appareils, articles et fournitures, et dans chacune et toutes choses connexes aux dites affaires;

Exercer toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Représenter les manufacturiers, distributeurs, négociants, commerçants, acheteurs et vendeurs de tous accessoires électriques, de radio et de gramophone, et appareils, articles et fournitures, et soit à base de commission ou comme courtiers ou comme agents simplement;

Faire toute convention pour le partage des profits, l'union des intérêts ou autres entreprises conjointes semblables, avec toute personne, firmes, compagnie ou compagnies que cette compagnie croira convenable;

Souscrire, prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs de toute compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, les détenir, vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, assumer la totalité ou aucune partie du commerce, des biens et obligations de toute personne ou corporation exerçant tout commerce que la présente compagnie exerce ou qu'elle a droit d'exercer, et les payer en tout ou en partie avec des actions libérées de la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle, et tous droits ou privilèges que cette compagnie croira être nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et particulièrement toutes machinerie, matériel, fonds de commerce, meubles meublants, mobilier, baux, contrats et effets de toutes espèces;

Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats, et autres effets négociables et transférables;

Vendre ou aliéner l'entreprise ou partie de l'entreprise de la compagnie pour telle considération que cette compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débiteures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

"Beetee Electric, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1930, incorporating: Leon Talerma, merchant, Thomas Michael Tansey, advocate, Anne E. Feldman, spinster, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry the business of electrical contracting, installation of electrical apparatus and fixtures, installation of radios, radio accessories, wiring, and any and all things appertaining to the same;

To carry on the business of jobbers, dealers, importers, exporters, buyers, sellers, distributors, (wholesale and retail), in all electrical, radio, gramophone parts, and appliances, goods and supplies, and in any and all things appertaining to the same;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To represent manufactures, distributors, dealers, jobbers, buyers and sellers for all electrical, radio, gramophone parts and appliances, goods and supplies, and either on commission basis or as brokers or as agents simply;

To enter into any agreement for the sharing of profits, union of interests or any similar joint venture with any person, firms, company or companies that the company may think fit;

To subscribe for, take or otherwise acquire shares and securities of any company having objects altogether or in part similar to those of the present company, to hold, sell or otherwise dispose of the same;

To acquire, take over the whole or any part of the business property and liabilities of any person or corporation carrying on any business which this present company carried on or is entitled to carry on and to pay for the same wholly or in part with paid up shares of the present company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, stock in trade;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans tout pays étranger, et y désigner des personnes en conformité des lois de ce dit pays étranger;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débetures ou autres valeurs ou autrement, aucune autre compagnie ou corporation et garantir aussi l'exécution des contrats de telle compagnie, corporation, ou d'une ou plusieurs autres personnes avec lesquelles la compagnie a des relations d'affaires;

Prendre les moyens jugés convenables de faire connaître les produits de la compagnie, et particulièrement par la publicité dans la presse, par des circulaires, la publication de livres et de périodiques, et par l'octroi de prix, récompenses et dons;

Vendre, améliorer, gérer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes ou aucune des choses précitées comme principaux, agents, sous-agents, à contrat ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes telles autres choses comme se rapportant ou à favorisant la réalisation des objets ci-dessus, sous le nom de "Beetee Electric, Incorporated", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de mars 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1667 ALEXANDRE DESMEULES.

"Bernad Dress, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de mars 1930, constituant en corporation: Louis Fitch, conseil en loi du roi, Frank Melvine Godine, avocat, et Joseph-Philippe Beaupré, huissier, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acheter, vendre, échanger et généralement faire le commerce et manufacturer des robes, manteaux et gilets pour dames, et faire le commerce, acheter et vendre des tissus et tissés et généralement toutes marchandises se rapportant à la fabrication de vêtements pour dames;

Acquérir et détenir et vendre ou autrement aliéner les titres, actions, valeurs ou entreprises de toute autre compagnie ayant pour l'un de ses objets l'exercice d'aucun des pouvoirs de cette compagnie, ou transporter son entreprise ou son actif à telle compagnie ou se fusionner à icelle;

S'ils y sont autorisés par un règlement sanctionné par le vote d'au moins les deux tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie, représenté à une assemblée générale convoquée pour considérer tel règlement, les directeurs pourront, de temps à autre:—

a. Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie;

b. Emettre des obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

c. Nonobstant l'article 2017 du Code Civil,

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any other person or persons with whom the company may have business relations;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, sub-agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects under the name of "Beetee Electric, Incorporated", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of March, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
1668 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Bernad Dress, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of March, 1930, incorporating: Louis Fitch, King's Counsel, Frank Melvine Godine, advocate, and Joseph Philippe Beaupré, bailiff, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, exchange and generally deal in, and to manufacture women's dresses, cloaks, waists, and to deal, buy and sell textiles, fabrics, and generally all merchandise entering into the manufacture of ladies' garments;

To acquire and hold, and to sell or otherwise dispose of the stock, shares, securities or undertaking of any other company having for one of its objects the exercise of any of the powers of this company, or to transfer its undertaking or assets to, or to amalgamate with any such company;

If authorized by by-law sanctioned by a vote of not less than two thirds in value of the subscribed stock of the company, represented by a general meeting called for considering the By-Laws, the directors, from time to time:

a. Borrow money upon the credit of the company;

b. Issue debentures or any securities of the company and pledge or sell the same for such sum and at such prices as may be deemed expedient;

c. Notwithstanding article 2017 of the Civil

hypothéquer, nantir ou mettre en gage les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, de la compagnie, pour assurer et garantir pour les mêmes fins, et constituer l'hypothèque, le nantissement ou le gage mentionnés dans ce paragraphe par acte de fiducie, conformément aux articles 11 et 12 du chap. 227, S. R. Q. ou de toute autre manière;

d. Hypothéquer ou nantir les biens mobiliers de la compagnie ou donner en gage ou frapper d'une charge quelconque les biens meubles, ou donner ces diverses espèces de garantie pour assurer le paiement des emprunts faits autrement que par émission d'obligations ou autres valeurs, ainsi que le paiement ou l'exécution des autres dettes, contrats et engagements de la compagnie;

Les limitations et restrictions du présent article ne s'appliquent pas aux emprunts faits par la compagnie au moyen de lettres de change ou billets faits, tirés, acceptés ou endossés par la compagnie ou en faveur de la compagnie, sous le nom de "Bernad Dress, Inc.", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de mars 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1669 ALEXANDRE DESMEULES.

"Bonne Valeur, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de mars 1930, constituant en corporation: Abraham-Wilfred Muhlstock, avocat et conseil en loi du roi, et Joseph-Rodrigue Michaud, tous deux de la cité de Montréal, et Isaac Kert, de Westmount, ces deux derniers nommés notaires publics, pour les fins suivantes:

Manufacturer, faire le trafic et le commerce, s'engager, acheter, acquérir, vendre, disposer, soit en gros et en détail de confections pour hommes, femmes, jeunes filles, garçons et enfants, aussi bien que de vêtements de toutes sortes et de toute description;

Agir comme agents, procureurs ou marchands à commission d'entreprises manufacturières, industrielles et mercantiles exploitant des marchandises fabriquées ou non fabriquées, de toutes sortes et de toute description;

Acquérir par achat, location ou échange des terrains et propriétés immobilières de toute description et nature quelconque, et acquérir par achat, location ou échange, et bâtir, construire, démolir et améliorer des maisons, magasins, édifices, fabriques, usines et généralement toutes sortes de propriétés mobilières et immobilières, et les payer en argent, actions de cette compagnie, obligations ou autrement, et les hypothéquer, nantir, vendre et en disposer de toute manière quelconque, et aussi agir comme agents aux fins d'acheter et vendre des propriétés immobilières;

Exercer toute autre industrie, (manufacturière ou non), qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie

Code, hypothecate, mortgage or pledge the movable or immovable property, present or future, of the company, to secure and guarantee for such purpose and constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in the sub-paragraph by trust deed, in accordance with articles 11 and 12 of Chap. 227, R. S. Q., or in any other manner;

d. Hypothecate or mortgage the movable property of the company or pledge or otherwise affect the movable property, to give all such guarantees to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the company;

The limitations and restrictions contained in this clause shall not apply to the borrowing of money by the company, bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company, under the name of "Bernad Dress, Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the City of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of March, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
1670 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Bonne Valeur, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of March, 1930, incorporating: Abraham Wilfred Muhlstock, advocate and King's Counsel and Joseph Rodrigue Michaud, both of the City of Montreal, and Isaac Kert, of Westmount, the two last named Notaries Public, for the following purposes:

To manufacture, deal, trade, engage in, buy, acquire, sell, dispose of, both wholesale and retail, all kinds of men's, women's, misses', boys' and children's ready-to-wear clothing as well as wearing apparel of every kind and description;

To act as agents, attorneys or commission merchants for all kinds of manufacturing, industrial and mercantile concerns dealing in manufactured or unmanufactured merchandise of every kind and description;

To acquire by purchase, lease or exchange lands and immoveable properties of every description and kind whatsoever, and to acquire by purchase, lease or exchange, and build, construct, demolish and repair houses, stores, buildings, factories, plants and generally all kinds of property, moveable and immoveable, and to pay for same in cash, shares of this Company, bonds or otherwise, and mortgage, pledge, sell and dispose of same in any way whatsoever, and also to act as agents for the purpose of buying and selling any immoveable property;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business

exerçant aucune commerce que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour autres fins, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent à telle personne ou compagnie, garantir leurs contrats ou autrement leur aider, prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, hypothéquer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Garantir et donner des garanties et devenir responsables pour le paiement de billets promissaires, lettres de change, comptes ou autres obligations de toute sorte quelconque, de toute autre corporation, firme ou individu avec lesquels la compagnie peut avoir des relations d'affaires;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence,

which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the Company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the Company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the Company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the Company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such Company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other Company having objects altogether or in part similar to those of the Company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the Company;

To enter into arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the Company's objects or any of them, and to obtain from any such authority the rights, privileges and concessions which the Company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the Company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the Company;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, mortgage, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To guarantee and give security for and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts or other obligations of any kind whatsoever, of any other corporation, firm or individual with which the Company has business dealings;

To sell or dispose of the undertaking of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other Company having objects altogether or in part similar to those of the Company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy license, power, authority,

d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer et aider et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

Prendre les moyens de faire connaître les produits de la compagnie, comme il sera jugé à propos, et particulièrement par la publicité dans la presse, par circulaires, par achat et exposition de travaux d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et périodiques, et par l'octroi de prix, récompenses et dons;

Faire toutes et chacune des choses susdites comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes autres choses qui sont incidentes ou connexes à la réalisation des objets susdits, sous le nom de "Bonne Valeur, Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de mars 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1671 ALEXANDRE DESMEULES.

"Deskin Bros., Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de mars 1930, constituant en corporation: Solomon Vineberg, notaire, Mario-E. Lattoni, avocat, et Liborio Lattoni, étudiant en droit, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Acheter, acquérir et assumer comme industrie en exploitation, le commerce déjà exercé par Nathan Deskin et Michael Deskin, sous les nom et raison sociale de "Deskin Brothers" et les payer en argent ou en actions ou valeurs de cette compagnie, ou partiellement en argent et partiellement en actions ou valeurs ou toute autre considération et exercer le dit commerce;

Teindre, nettoyer, embellir, renouveler et réparer toutes sortes de drap, tissus, garnitures de maison, matériaux et articles et exercer le commerce de teinture et nettoyage en général; laver, repasser, tordre et presser toutes sortes de vêtements, garnitures de maison et autres articles et exercer un commerce de blanchissage en général emmagasiner toutes sortes de propriétés mobilières, moyennant rémunération et garantir le remboursement ou le paiement de la valeur;

Exercer tous ou aucun des commerces comme fabricants de drap et vêtements de toutes sortes, drapiers, chapeliers, modistes, pelletiers, gantiers, négociants de tissus de toutes sortes, merciers, fabricants de marchandises imperméables et fabricants et négociants de tous autres articles, commodités, marchandises, choses nécessaires aux fins de la compagnie, avec le droit de manufac-

franchise, concession, rights or privileges which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the Company's shares, bonds or assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the Company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this Company and to accept service for and on behalf of the Company of any process or suit;

To adopt such means of making known the products of the Company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals, and by granting prizes, rewards and donations;

To do all and any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Bonne Valeur, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of March, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
1672 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Deskin Bros., Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of March, 1930, incorporating: Solomon Vineberg, notary, Mario E. Lattoni, advocate, and Liborio Lattoni, student-at-law, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To purchase, acquire and take over as a going concern the business heretofore carried on by Nathan Deskin and Michael Deskin, under the firm name and style of "Deskin Brothers", and to pay for the same in cash or in shares or in securities of this Company, or partly in cash and partly in shares or securities or any other consideration and to carry on the said business;

To dye, clean, embellish, renovate and repair all kinds of cloth, fabrics, household goods, materials and articles and carry on the business of general dyeing and cleaning; to wash, iron, manage and press all kinds of wearing material, household furnishings and other articles, and carry on a general laundry business; to store all kinds of movable property for remuneration, and guarantee the return thereof or payment of the value;

To carry on all or any of the businesses of manufacturers of clothing and wearing apparel of all kinds, drapers, hatters, milliners, furriers, glovers, dealers in textiles of all kinds, haberdashers, manufacturers of waterproof goods and manufacturers and dealers in any other articles, commodities, merchandise or things necessary for the purposes of the Company, with the right to manu-

turer, importer et exporter et agir comme agents de manufacturiers et agents à commission pour toutes sortes d'articles manufacturés, objets, effets, marchandises et matériaux, et acheter et vendre toutes ou aucune des choses susdites, soit en gros ou en détail ou les deux;

Acheter, vendre, échanger, louer, ou autrement négocier des immeubles et propriétés immobilières et négocier pour l'achat, la vente, l'échange ou la location d'immeubles et propriétés immobilières, soit comme principal ou agent;

Exercer tout autre commerce (soit manufacturier ou autre) que la compagnie croira devoir être convenablement exercé en rapport avec son commerce, ou susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur ou rendre profitable aucune des propriétés ou droits de la compagnie;

S'unir ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie similaires à ceux de la compagnie, et acquérir par achat, location ou autrement, les propriétés, franchises, entreprises et commerces de toute telle compagnie et en assumer les obligations et les payer totalement ou partiellement en argent, actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie. Prendre part à la gestion, surveillance ou contrôle du commerce ou opérations de toute telle compagnie ou entreprise;

Acheter ou autrement acquérir, détenir, vendre, nantir ou autrement disposer des actions du capital, obligations, débetures ou autres valeurs dans toute autre corporation ou compagnie;

Emettre et répartir des actions entièrement acquittées du capital-actions de la compagnie, en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés, réelles, personnelles, mobilières, immobilières ou mixtes et de tous droits et concessions achetés ou acquis par la compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables, sous le nom de "Deskin Bros., Limited", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille dollars (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de mars 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1673 ALEXANDRE DESMEULES.

"Duquette & Biron, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de mars 1930, constituant en cor-

facture, import and export and to act as manufacturers's agents and commission agents in all kinds of manufactured articles, goods, wares, merchandise and materials, and to buy and sell all or any of the above, either wholesale or retail or both;

To buy, sell, exchange, lease or otherwise deal in real estate and immovable property and to negotiate for the purchase, sale, exchange or lease of real estate and immovable property either as principal or agent;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company, and to acquire by purchase, lease or otherwise, the property, franchise, undertaking and business of any such company, and to assume the obligations thereof and to pay for the same wholly or partly in cash, shares, bonds or other securities of the Company. To take part in the management, supervision or control of the business or operation of any such company or undertaking;

To purchase or otherwise acquire, hold, sell, pledge or otherwise dispose of shares of stock, bonds, debentures or other securities in any other corporation or company;

To issue and allot fully paid up shares of the capital stock of the Company in payment or part payment of any property, real, personal, movable, immovable or mixed, and of any rights and concessions purchased or acquired by the Company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the Company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the Company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To invest and deal with the money of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments, under the name of "Deskin Bros., Limited", with a total capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of March, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
1674 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Duquette & Biron, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1930, incorporating: Auguste Mathieu

poration: Auguste Mathieu, et Edward-Mortimer Macdonald, Jr., tous deux avocats, George Noel, comptable, Jean L'Ecuyer, et Maurice Roy, tous deux commis, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Rechercher, extraire, miner, et préparer pour le marché, manufacturer, utiliser, acheter, vendre, et faire le commerce de pierre, pierre à chaux, grès, pierre de construction, pierre artificielle, marne, ardoise, schiste, argile, gravier, sable, chaux, plâtre, charbon, coke, combustible et autres minéraux, métaux et terre, ciment Portland et autres et tous articles composés de tous ou d'aucun de leurs sous-produits, en tout ou en partie;

Acquérir par achat, bail ou autrement des mines, droits miniers ou carrières, terrains et intérêts en iceux, les explorer, creuser, exercer, développer et exploiter ainsi que d'autres produits, aussi fondre, traiter et donner une valeur marchande aux minerais, métaux et substances minérales de toutes sortes;

Exercer l'industrie de manufacturiers et de commerçants et d'ouvriers en ciment et ses sous-produits, pierre artificielle et autres articles composés en tout ou en partie de ciment Portland ou autres, ou de leurs sous-produits, ainsi que l'industrie de mineurs de charbon, propriétaires de houillères et de carrières;

Acheter, vendre ou autrement acquérir, disposer et faire le commerce de grès, gravier, brique, matériaux de construction, fournitures pour les entrepreneurs et constructeurs, matériels et accessoires de toutes sortes et descriptions quelconques;

Pratiquer la voiture et le camionnage, l'agence des transports, le transport et l'expédition par terre et par eau, l'achat et la vente des marchandises, l'entreprise de construction et autres travaux publics et privés, la garde des produits, matériaux, effets, marchandises et autres objets en entrepôts et en magasin, pour le compte de particuliers, firmes, compagnies et corporations, et des pouvoirs publics;

Exercer toute autre entreprise, manufacturière ou autre, qui peut sembler à la compagnie susceptible d'être exercée convenablement en relation avec son entreprise, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou à les rendre profitables;

D'acquérir ou d'entreprendre, en tout ou partie, l'industrie, les biens et obligations de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

De demander, acheter, ou autrement acquérir des brevets d'invention, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser une invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention pouvant paraître susceptible d'être utilisée pour quelqu'une des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition peut paraître de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et d'utiliser, exercer, mettre en valeur ou faire valoir autrement les biens, droits ou renseignements ainsi acquis ou de mettre en valeur ou d'accorder des permis à cet égard;

De s'associer ou conclure des conventions pour le partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres, avec toute personne ou compagnie exerçant ou faisant ou sur le point d'exercer ou de faire une transaction que la Compagnie est autorisée à exercer ou à faire, ou une

and Edward Mortimer Macdonald, Jr., both advocates, George Noel, accountant, Jean L'Ecuyer and Maurice Roy, both clerks, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To search for, quarry, mine and make merchantable, manufacture, use, buy, sell and deal in stone, limestone, sand stone, building stone, artificial stone, marl, shale, slate, clay, gravel, sand, lime, plasters, coal, coke, fuel and other minerals, metals and earths, Portland and other cements and all articles composed of all or any of the by-products thereof, in whole or in part;

To acquire by purchase, lease or otherwise any mines, mining rights or quarries, land and any interest therein, and to explore, work, exercise, develop and operate the same and other products, and to smelt, treat and prepare for market ores, metals and mineral substances of all kinds;

To carry on the business of manufacturers of and dealers and workers in cement and the by-products thereof, and artificial stone and other articles composed in whole or in part of Portland or other cement, or the by-products of the same, as also the business of coal miners, colliers and quarrymen;

To buy, sell or otherwise acquire, dispose of and deal in sandstone, gravel, brick, building material, builders' and contractors' supplies, plant and accessories of whatsoever kind and description;

To carry on conveying and trucking, transportation agencies, transportation and shipping by land and by water, the purchase and sale of merchandise, building contracts and other public and private works, the storage in warehouses or stores of products, materials, wares, merchandise and other objects for individuals, firms, companies or corporations and public authorities;

To carry on any other undertaking (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its undertaking, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents of invention, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired, and to deal or grant permits in connection therewith;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or

industrie ou une transaction susceptible d'être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la Compagnie; et de prêter des fonds à cette personne ou compagnie, de garantir ses contrats, ou autrement l'aider, et de prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs de toute pareille compagnie, et de les vendre, détenir, réemettre, avec ou sans garantie, ou d'autrement en disposer;

De conclure des arrangements avec les autorités municipales, locales ou autres, qui semblent propres aux fins de la Compagnie, ou à l'une quelconque de ces fins, et d'obtenir de ces autorités des droits, privilèges et concessions que la Compagnie peut croire désirable d'obtenir et d'exécuter et observer ces conventions, droits, privilèges et concessions;

D'établir, et maintenir des associations, institutions, fonds, fiducies et choses de nature à profiter aux employés ou aux anciens employés de la Compagnie, ou de ses prédécesseurs en affaires, ou aux personnes à la charge ou parentes de ces personnes, ou d'aider à leur établissement et maintien; et d'accorder des pensions et allocations, et d'effectuer des paiements dans un but d'assurance et de souscrire ou garantir des fonds pour fins de charité ou de bienfaisance, ou pour toute exposition ou pour tout objet public, général ou utile;

De favoriser toutes compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou partie des biens et obligations de la Compagnie, ou pour toute autre fin qui peut paraître directement ou indirectement de nature à profiter à la Compagnie;

D'acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir tous biens personnels et tous droits ou privilèges que la Compagnie peut juger nécessaires ou convenables pour les fins de son commerce, et en particulier les machines, le matériel et l'outillage d'exploitation et le fonds de commerce;

De prêter des fonds aux clients et autres personnes en relation d'affaires avec la Compagnie, et de garantir l'exécution des contrats par ces personnes;

De vendre ou aliéner en tout ou partie l'entreprise de la Compagnie pour la considération que la Compagnie peut juger convenable, et en particulier pour des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie;

De demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et d'exercer, exécuter et utiliser tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droit ou privilège qu'un gouvernement ou une autorité ou une corporation ou un autre corps public peut avoir la faculté d'accorder et de payer, d'aider et de contribuer à les mettre en vigueur, et d'affecter les actions, obligations et fonds de la Compagnie pour en payer les frais, charges et dépenses nécessaires;

De faire enregistrer et reconnaître la Compagnie dans tout pays étranger, et d'y désigner des personnes, en conformité des lois de ce pays étranger, pour représenter la Compagnie et recevoir la signification de toute assignation ou poursuite pour la Compagnie et en son nom;

De vendre, améliorer, administrer, mettre en valeur, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de tout ou partie des biens et droits de la Compagnie;

De placer et attribuer de la manière qui sera déterminée par résolution du conseil d'administration (board of Directors) de la Compagnie, les fonds de la Compagnie qui ne sont pas immédiatement requis; en particulier, acheter des actions ou obligations de toute autre compagnie;

any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business), or the dependants or connections of such persons and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purposes which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and utilize any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent the company and to accept service for and on behalf of the company or any process or suit;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To invest and deal with, in such manner as may be determined by resolution of the Board of Directors of the company, the company's funds which may not be immediately required; in particular; to purchase stock or bonds of any other company;

De payer, à même les fonds de la Compagnie, toutes dépenses se rattachant à sa formation et à son organisation;

Rémunérer, soit en espèces, soit en actions libérées, soit en titres d'obligations (securities) de la Compagnie, toute société ou compagnie, firme, association, syndicat ou personne, pour frais encourus ou services rendus ou à rendre à la Compagnie touchant le placement ou la garantie de ses actions, obligations, actions-déventures ou autres titres, ou touchant sa formation, son organisation, sa mise en marche ou la poursuite de ses opérations;

Prendre ou détenir des mortgages, hypothèques, nantissements et autres titres de gage, en garantie de toute créance résultant de la vente totale ou partielle des biens de la Compagnie ou autrement, et disposer de ces titres de gage par vente ou autrement;

Emettre des actions, des obligations, des déventures, des actions-déventures ou tous autres titres libérés, en paiement intégral ou partiel de propriétés mobilières ou immobilières, de réclamations, de privilèges, licences, concessions, droits d'exploitation ou autres avantages acquis par la Compagnie conformément à la loi, des services rendus à la Compagnie ou de travaux exécutés pour elle; et aussi d'affecter de ces titres au paiement intégral ou partiel, par voie d'échange ou autrement, d'actions, d'obligations, de déventures, d'actions-déventures ou d'autres titres d'une autre compagnie;

Acheter, souscrire ou réserver, recevoir en échange ou acquérir de quelque autre façon, faire mettre en son nom, détenir, vendre, transporter, céder ou aliéner de quelque façon que ce soit, ou réaliser (turn to account) les actions, obligations, déventures, actions-déventures, billets et tous autres titres d'action et d'obligation ou reconnaissance de dette d'une entreprise par action, ou toute créance ou réclamation contre une personne, une firme, une association volontaire, un trust, une société ou corporation par actions, et, durant la possession de ces titres, effets et créances, exercer par l'entremise d'un agent ou d'agents à la nomination du conseil d'administration (Board of Directors) les droits découlant de cette possession, y compris le vote s'il y a lieu;

Hypothéquer, nantir ou donner en gage tous les biens mobiliers et immobiliers, présents ou futurs, qu'elle pourra posséder, dans le but de garantir toutes obligations, déventures ou actions-déventures que la loi l'autorise à émettre;

Etablir des agences et succursales;

Réaliser tout ou partie des objets de la Compagnie à titre de commettants, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seule, ou conjointement avec d'autres;

D'accomplir les autres choses qui se rattachent ou sont propres à la réalisation des objets de la Compagnie, sous le nom de "Duquette & Biron, Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents dollars (\$49,900.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix-huit (998) actions d'une valeur au pair de cinquante dollars (\$50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de mars 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1675 ALEXANDRE DESMEULES.

To pay, out of the funds of the company, any expenses connected with the formation or organization thereof;

To remunerate either in specie, or in paid up shares or securities of the company, any partnership or company, firm, association, syndicate or person for costs incurred for or services rendered or to be rendered to the company respecting the placing or guarantee of its shares, bonds, debenture-stock or other securities or in connection with its formation, its organization, its operation or the conduct of its business;

To take or hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of any claims resulting from the whole or partial sale of the company's property or otherwise, and to dispose of such mortgages by sale or otherwise;

To issue fully paid up shares, bonds, debenture stock or other paid up securities for the payment, either in whole or in part of any property, real or personal, claims, privileges, licenses, concessions, exploitation rights or other advantages which the company may lawfully acquire, and for the payment of services rendered or work performed for it, and also to affect such securities by means of exchange or otherwise to the payment or part payment or exchange for the shares, bonds or debenture stock or other securities of any other company;

To purchase, subscribe for or reserve, receive in exchange or in any other manner acquire, have placed in its own name, hold, sell, transfer, cede or in any manner alienate or turn to account the shares, bonds, debentures, debenture-stock, notes and other securities and evidences of interest in or indebtedness of and all other interest in and claims upon any person, firm, voluntary, association, trust, joint stock company or other corporation and, while the owner or holder thereof, to exercise, through such agent or agents as the Directors may appoint, all the rights, powers and privileges of ownership, including the right to vote thereon, if necessary;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, moveable or immoveable, present or future, which it may own, for the purpose of securing any bonds, debentures or debenture stock which it is by law entitled to issue;

To establish agencies and branches;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects of the company, under the name of "Duquette & Biron, Limitée", with a total capital stock of forty nine thousand nine hundred dollars (\$49,900.00), divided into nine hundred and ninety eight (998) shares of a par value of fifty dollars (\$50.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of March, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
1676 Acting Assistant Provincial Secretary,

**"The T. C. Gorman Construction Company,
Limited".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de mars, 1930, constituant en corporation: Auguste Mathieu et Edward Mortimer Macdonald, avocats, George Noel, Comptable, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux pour construire et aménager des structures publiques et privées, bâtir, faire exécuter, aménager, améliorer, exploiter, développer, administrer, gérer et contrôler des travaux de toute description, y compris des travaux publics et commodités de toutes espèces, expression qui ne doit souffrir aucune restriction dans son sens général, par ce qui suit, et qui comprend des docks, havres, jetées, quais, canaux, réservoirs, digues, irrígations, réclamaçons, améliorations, tuyaux d'égout, de drainage, d'hygiène, service hydraulique, usines à gaz, téléphone, tunnels, moulins à ciment, voies souterraines, hôtels, entrepôts, marchés et édifices publics, ainsi que tous travaux et commodités publiques et privés; exercer sous toutes ses formes diverses l'industrie de marchands de pierre, brique, bois, fer, ainsi que d'autres matériaux et nécessités de construction, exercer aussi généralement le commerce de constructeurs et entrepreneurs; se livrer à la fabrication de toutes les sortes de munitions, d'artillerie de guerre ou du matériel de guerre;

Faire les plans, construire, agrandir, étendre, réparer, parfaire, démolir, déplacer ou autrement se livrer à aucun genre d'ouvrage en rapport avec les chemins de fer, les ponts, jetées, docks, bases et autres structures d'aucune sorte, prendre ou accepter aucuns contrats ou cessions qui s'y rattachent;

Exercer les fonctions d'entrepreneurs généraux en construction de chemins et en pavage et être partie à des contrats pour construire, exécuter, posséder et faire toutes sortes de travaux de pavage, et exercer pour les fins susdites l'industrie d'une compagnie de construction de chemins et pavage en général, et d'entrepreneurs pour la construction de travaux de chemins et de pavage, publics et privés, et manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et faire le commerce de toutes sortes de produits qui entrent dans la construction de chemins;

Produire, manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter ou autrement acquérir, en faire le commerce et le trafic, utiliser et disposer, soit en gros ou en détail, de matériaux, accessoires et équipements de construction, de toutes sortes, et faire le commerce ou la fabrication de tous autres articles ou choses de nature semblable ou analogue aux articles susdits, ou à aucun des dits articles ou qui s'y rapportent;

Agir comme voituriers, camionneurs, agents-voituriers et expéditeurs par terre et par eau, marchands, entreposeurs, et entreposer et hangarer des produits, matériaux, effets, articles et marchandises pour d'autres personnes, firmes, compagnies et corporations;

Importer, exporter, acheter, vendre, louer, arrenter et autrement faire le commerce et le trafic de camions-automobiles, tracteurs, véhicules-moteurs, automobiles, moyens de transport de toutes sortes et de toutes les pièces qui servent à leur construction, ainsi que les moteurs, engins, machineries de toutes sortes, et les accessoires électriques, et faire l'exploitation générale d'ate-

**"The T. C. Gorman Construction Company,
Limited".**

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of March, 1930, incorporating: Auguste Mathieu and Edward Mortimer MacDonald, advocates, George Noel, accountant, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors for the construction and equipment of public and private works; to construct, execute, carry out, equip, improve, work, develop, administer, manage and control all description of works, including public works and conveniences of all kinds, which expression (the generality of which is not to be limited in any way by the following) includes docks, harbours, piers, wharves, canals, reservoirs, embankments, irrigations, reclamation, improvement, sewerage, drainage, sanitary, water, gas, telephonic works, tunnels, cement mills, subways and hotels, warehouses, markets and public buildings, and all other works or conveniences of public or private utility; to carry on in all their respective branches the business of dealers in stone, brick, timber, hardware and other building material or requisites and generally to carry on the business of builders and contractors; to engage in the manufacture of all kinds of ordinance war munitions or of war material;

To design, construct, enlarge, extend, repair, complete, take down, remove or otherwise engage in any work on railroads, bridges, piers, docks, foundations and other works of every kind, and to take or receive any contracts or assignments therefor or relating thereto;

To carry on the business of general road construction and paving contractors and to enter into contracts for, construct, execute, own and carry on all description of paving works and to carry on, for the purposes aforesaid, the business of a general road and paving construction company and contractors for the construction of roads and paving works, public and private, and to manufacture, purchase, sell, import, export and deal in all kinds of products for road construction;

To produce, manufacture, purchase, sell, import, export or otherwise acquire, deal in and deal with, utilize and dispose of, either at wholesale or retail, building and construction materials supplies and equipment of all kinds, and to deal in or manufacture any other articles or things of a character similar or analogous to the foregoing or any of them, or connected therewith;

To act as carriers, truckmen, cartage agents and forwarders by land and water, merchants, warehousemen and to warehouse and store products, materials, goods, wares and merchandise for other persons, firms, companies and corporations;

To import, export, buy, sell, lease, rent and otherwise deal in and deal with motor trucks, tractors, motor cars, automobiles, conveyances of all kinds and all parts used in the construction thereof, as well as motors, engines, machinery of all kinds and electrical accessories and supplies and to carry on a general machine shop, general repair and garage business;

liers de machines, de boutiques de réparation et de garages;

Exercer l'industrie de manufacturiers et de commerçants et d'ouvriers en ciment et ses sous-produits, pierre artificielle et autres articles composés en tout ou en partie de ciment Portland ou autres, ou de leurs sous-produits, ainsi que l'industrie de mineur, de charbon, propriétaires de houillères et de carrières;

Rechercher, extraire, miner, et préparer pour le marché, manufacturer, utiliser, acheter, vendre, importer, exporter et faire le commerce de pierre, pierre à chaux, grès, pierre de construction, pierre artificielle, marne, ardoise, schiste, gravier, sable, chaux, plâtres, charbon, coke, combustible et autres minéraux, métaux et terre, ciment Portland et autres et tous articles composés de tous ou d'aucun de leurs sous-produits, en tout ou en partie;

Acquérir par achat, bail ou autrement, des mines, droits miniers ou carrières, terrains et intérêts en iceux, les explorer, creuser, exercer, développer et exploiter, ainsi que d'autres produits, aussi fondre, traiter et donner une valeur marchande aux minerais, métaux et substances minérales de toutes sortes;

Acheter, vendre ou autrement acquérir, disposer et faire le commerce de grès, gravier, brique, matériaux de construction, fournitures pour les entrepreneurs et constructeurs, matériels et accessoires de toutes sortes et descriptions quelconques;

Exercer l'industrie d'importateurs, exportateurs, producteurs, commerçants, raffineurs, entreposeurs, voituriers, vendeurs, fournisseurs et distributeurs de pétrole, et produits et sous-produits du pétrole, de toute nature et description, et de gaz naturel;

Acquérir par achat, échange, bail ou par aucun autre titre légal, et posséder, détenir, améliorer, louer, sous-louer, vendre, échanger ou autrement trafiquer et disposer de terrains, bâtisses et droits en iceux, de toute catégorie et description;

Bâtir et construire sur aucun terrain que louera ou possèdera la compagnie ou dans lequel elle est d'aucune manière intéressée, des bâtisses pour aucuns objets, installer et exploiter des moulins, usines, machines et outillages de toute nature, nécessaires ou appropriés à l'exercice adéquat de l'industrie de la corporation;

Construire, améliorer, entretenir, exploiter, gérer, exécuter ou contrôler des chemins, routes, et sur ses propriétés et celles dont elle a le contrôle pour les fins de son industrie et de son commerce, des embranchements, voies d'évitement, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usines électriques, boutiques, magasins, ainsi que d'autres structures et commodités qui paraîtront propres à promouvoir directement ou indirectement les intérêts de la compagnie, aussi contribuer à, subventionner ou autrement aider ou prendre part à leur construction, l'amélioration, l'entretien, confection, administration, exécution ou contrôle;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, des droits, franchises, de l'achalandage, de la propriété et de l'actif, y compris aucune option, concession et chose semblable, d'aucune personne, société, association ou corporation exerçant aucune industrie que la compagnie est autorisée à exercer;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des patentes, licences, concessions et choses semblables conférant un droit limité, exclusif ou co-exclusif, à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention ou à aucun

To carry on the business of manufacturers of and dealers and workers in cement and the by-products thereof, and artificial stone and other articles composed in whole or in part of Portland or other cement, or the by-products of the same, as also the business of coal miners, colliers and quarrymen;

To search for, quarry, mine and make merchantable, manufacture, use, buy, sell, import, export and deal in stone, limestone, sandstone, building stone, artificial stone, marl, slate, shale, clay, gravel, sand, lime, plasters, coal, coke, fuel and other minerals, metals and earths, Portland and other cements, and all articles composed of all or any of the by-products thereof in whole or in part;

To acquire by purchase, lease or otherwise any mines, mining rights or quarries and land and any interest therein, and to explore, work, exercise, develop and operate the same and other products and to smelt, treat and prepare for market ores, metals and mineral substances of all kinds;

To buy, sell or otherwise acquire, dispose of and deal in sandstone, gravel, brick, building material, builders' and contractors' supplies, plant and accessories of whatsoever kind and description;

To carry on the business of importers, exporters, producers, traders, refiners, storers, transporters, marketers, suppliers and distributors of petroleum products and by-products of every kind and description and natural gas;

To acquire by purchase, exchange, lease or by any other legal title, and to own, hold, improve, lease, sub-let, sell, exchange or otherwise deal in and with lands and buildings and rights therein, and that of every kind and description;

To erect and construct upon any land owned by or leased by the company, or in which the company is in any way interested, buildings for any purposes, and to install and operate mills, plant, machinery and equipment of every kind, necessary or suitable for the due carrying on of the company's business;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads or ways, on its properties and those under its control for the ends of its industry and its commerce or branches, sidings, bridges, reservoirs, watercourses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, rights, franchise, good-will, property and assets, including any option, concession and the like of any individual, firm, association or corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concession and the like, conferring any exclusive or co-exclusive or limited right of use of any secret or other information as to any invention or process, and to turn to

procédé, et faire valoir, vendre, louer ou autrement trafiquer de ces patentes, licences ou concessions;

Acquérir et détenir, vendre ou autrement disposer du capital, des actions, valeurs ou entreprises d'aucune autre corporation dont l'un des objets est l'exercice d'aucun des pouvoirs de la compagnie, céder aussi ses entreprises ou valeurs ou s'unir à aucune telle compagnie;

Employer aucun de ses fonds dans l'achat de valeurs de toute autre compagnie, et durant la possession ou détention d'icelles, exercer tous les droits, pouvoirs et privilèges de propriété, y compris le droit de voter pour ces valeurs;

Faire aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, concession réciproque, ou autrement, avec aucune personne ou compagnie exerçant, ayant l'intention d'exercer toute industrie ou négoce susceptibles d'être exercés de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Promouvoir, organiser, développer, administrer et aider à promouvoir, organiser, développer et administrer toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou exploitation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, et, comme opérations connexes, entreprendre, administrer, contrôler et autrement disposer du commerce et de l'entreprise de toute telle corporation, compagnie, firme ou individu, dans le but de protéger les valeurs émises par eux et de réaliser leur réclamation;

Hypothéquer, nantir ou donner en gage tous les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, qu'elle pourra posséder dans la province, dans le but de garantir toutes obligations, débetures ou actions-débetures qu'elle est autorisée par la loi à émettre;

Prendre ou détenir des mortgages, hypothèques, privilèges et charges pour garantir le paiement du prix d'achat ou pour toute balance impayée du prix d'achat des propriétés de la compagnie, de toute nature quelconque, vendues par la compagnie, ou de toute somme d'argent due à la compagnie par les acheteurs, et vendre ou autrement disposer des dits mortgages, hypothèques, privilèges et charges;

Emettre des actions libérées, des obligations, débetures, stocks et—ou d'autres valeurs en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété foncière ou personnelle, des réclamations, privilèges, permis, concessions, franchises ou autres avantages que la compagnie pourra légalement acquérir et en paiement des services rendus, de l'ouvrage fait; émettre aussi des actions entièrement libérées, des obligations, débetures, stocks et—ou autres valeurs en paiement, paiement partiel ou échange des actions, obligations, actions-débetures et—ou autres valeurs d'aucune autre compagnie;

Prêter de l'argent aux personnes ou compagnies en relations d'affaires avec la compagnie, garantir avec ou sans gages l'exécution des contrats, ainsi que l'exécution d'aucune obligation ou entreprise d'aucune autre compagnie ou personne dans laquelle la compagnie est intéressée; accepter en garantie de ces prêts, et garantir aucune garantie offerte par cette compagnie ou personne, y compris les actions, obligations, actions-débetures, hypothèques, gages, liens, ou autres titres de ces compagnies, sur la propriété de ces personnes ou compagnies;

Louer, vendre ou autrement disposer de la totalité ou de toute partie des propriétés réelles ou

account, sell, lease or otherwise deal in such patents, licenses or concessions;

To acquire and hold, to sell or otherwise dispose of the stock, shares, securities or undertakings of any other company having for one of its objects the exercise of any of the powers of the company, and to transfer its undertaking or assets to or to amalgamate with any such company;

To use any of its funds in the purchase of stock in any other company and, while the owner or holder thereof, to exercise all the rights, powers and privileges of ownership, including the right to vote thereon;

To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or intending to carry on any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To promote, organize, develop, manage or assist in the promotion, organization, development and management of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking having objects similar in whole or in part to those of the Company and, as incidental thereto, to undertake, manage, control or otherwise deal with the business and undertaking of any such corporation, company, firm or individual, for the purpose of protecting securities issued thereby and realizing upon the claims thereon;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, which it may own in the Province, for the purpose of securing any bonds, debentures or debenture stock which it is by law entitled to issue;

To take or hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price, or for any unpaid balance of the purchase price of the Company's property of whatsoever kind sold by the Company, or any money due to the Company from purchasers, and to sell or otherwise dispose of said mortgages, hypothecs, liens and charges;

To issue fully paid up shares, bonds, debenture stock and—or other securities for the payment, either in whole or in part, of any property, real or personal, claims, privileges, concessions, licenses, franchises, or other advantages which the Company may lawfully acquire, and for the payment of services rendered to or work performed for it, and also to issue such fully paid up shares, bonds, debenture stock and—or other securities in payment or part payment or exchange for the shares, bonds or debentures stock and—or other securities of any other company;

To lend money to persons or companies having dealings with the Company, and to guarantee, with or without security, the performance of contracts as also the performance of any obligations or undertakings of any other company or person in which the Company is interested, and to accept as security for such loans and guarantee any security that may be offered by such company or persons, including shares, bonds, debenture stock, mortgages, pledges, liens or other securities of such other companies, or of or upon the property of such persons or companies;

To lease, sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, real or personal, or

personnelles, ou de toutes affaires ou entreprises de la compagnie à toute personne, firme ou corporation, et accepter en considération de telle vente, location ou disposition, en tout ou en partie, de l'argent ou toutes actions, débetures, actions-débetures, obligations ou toutes autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Etablir des agences et succursales;

Placer et attribuer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, de la manière qui sera déterminée de temps à autre, par résolution, par les directeurs de la compagnie;

Exercer toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec le commerce de la compagnie, ou susceptible directement ou indirectement d'augmenter la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les mettre à profit;

Se fusionner, soit par achat, vente ou autrement, avec toute personne, société ou corporation s'occupant d'un commerce semblable en tout ou en partie à celui que cette compagnie a l'autorisation d'exercer;

Procurer du capital, du crédit ou toute autre aide pour établir, agrandir et réorganiser toute entreprise ou industrie qu'exercent ou qu'ont l'intention d'exercer toute personne, firme, corporation ou compagnie avec lesquelles la compagnie a des relations d'affaires;

Acheter ou autrement acquérir et entreprendre la totalité ou toute partie de l'actif, du commerce, des biens, privilèges, contrats, droits, obligations et engagements de toute compagnie, société, firme ou personnes exerçant toute partie du commerce que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de cette compagnie, ou de toute compagnie dans laquelle cette compagnie détient des actions, obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs, et les payer en argent ou en actions, ou en valeurs de cette compagnie, ou partie en argent ou partie en actions ou valeurs, ou pour toute autre considération, et exploiter l'industrie de toute telle compagnie, société, firme ou personne dont l'actif aura été ainsi acquis;

Construire, maintenir et modifier tous édifices ou travaux nécessaires ou convenables aux fins de la compagnie;

Rémunérer, soit en argent ou en actions entièrement acquittées ou en valeurs de la compagnie, toute compagnie, firme, association, syndicat ou individu pour dépenses encourues, et pour services rendus ou à être rendus à la compagnie en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou toutes obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou dans ou relativement à l'organisation, la formation ou la promotion de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même les surplus ou profits nets de la compagnie, ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, tout actif de la compagnie entre ses membres ou actionnaires et particulièrement toutes actions, obligations, débetures ou autres valeurs reçues en considération de la vente de la totalité ou de toute partie des propriétés de la compagnie ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour entreprendre la totalité ou toute partie de l'actif ou du passif de cette compagnie;

Faire toutes les autres choses qui sont incident-

of the business or undertaking of the company to any person, firm or corporation, and to accept by way of consideration for any such sale, lease or disposal, wholly or in part, cash or any shares, debentures, debenture-stock, bonds or any other securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of the company;

To establish agencies and branches;

To invest and deal with the moneys of the Company not immediately required, in such manner as the directors of the company may from time to time by resolution determine;

To carry on any other business which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with the Company's business or calculated, directly or indirectly, to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

To amalgamate, either by purchase, sale or otherwise, with any person, partnership or corporation engaged in a business similar in whole or in part to that which the Company is authorized to carry on;

To procure capital, credit, or other assistance for establishing, extending or re-organizing any enterprise or industry carried on or intended to be carried on by any person, firm, corporation or company with which the Company has business relations;

To purchase or otherwise acquire and undertake all or any of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any company, society, partnership or persons carrying on any part of the business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of this Company or of any company in which this Company holds shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities, and to pay for the same in cash or in shares or securities of this Company, or partly in cash or partly in shares or securities or any other consideration, and to carry on the business of any such company, society, partnership or person whose assets are so acquired;

To construct, maintain or alter any buildings or works necessary or convenient for the purpose of the company;

To remunerate, either in cash or shares fully paid up or in securities of the company, any company, firm, association, syndicate or individual, for expenses incurred, and for services rendered or to be rendered to the company in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any bonds, debentures or other securities of the company, or in or about the organization, formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To distribute, in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the surplus or net profits of the company, or in the manner provided for by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members or shareholders and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To do all such other things as are incidental or

tes ou conduisent à la réalisation des objets susdits ou aucun d'eux;

Faire toutes ou aucune des choses susdites comme principaux, agents à commission ou autrement, entrepreneurs, et par l'entremise d'agents ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "T. C. Gorman Construction Company, Limited", avec un capital total de deux cent soixante-quinze mille dollars (\$275,000.00), divisé en deux mille sept cent cinquante (2,750) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mars, 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1701 ALEXANDRE DESMEULES.

conduire à l'attainment of the above objects or any of them;

To do all or any of the above things as principals, agents on commission or otherwise, contractors, and by or through agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name "T. C. Gorman Construction Company, Limited", with a total capital stock of two hundred and seventy five thousand dollars (\$275,000.00), divided into two thousand seven hundred and fifty (2750) shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal, province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of March, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
1702 Acting Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes Supplémentaires

"Dominion Utilities Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du treizième jour de mars 1930, changeant le nom de la compagnie "Arthur Sauvé et Compagnie, Limitée", en celui de "Dominion Utilities Corporation".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de mars 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1657 ALEXANDRE DESMEULES.

"La Compagnie d'Administration des Cantons de l'Est, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 47 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix-septième jour de mars 1930, à la Compagnie: "La Compagnie d'Administration des Cantons de l'Est, Inc.", ratifiant le règlement No XVII de la Compagnie, comme suit, savoir:

Que le capital-actions de la Compagnie soit augmenté de quarante mille dollars (\$40,000.00) à cent trente-neuf mille dollars (\$139,000.00), par l'émission de neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions nouvelles ordinaires d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune.

Que les dites nouvelles actions soient émises et réparties de la manière et dans les proportions que les directeurs jugeront à propos pour le bénéfice de la Compagnie.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de mars 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1659 ALEXANDRE DESMEULES.

"Batiscan Power & Light Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 30 et 41, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du troisième jour de mars 1930, à la compagnie "Batiscan Power & Light Company", ratifiant un Règlement de la compagnie, comme suit, à savoir:

Amendant les lettres patentes constituant cette

Supplementary Letters Patent

"Dominion Utilities Corporation".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of March, 1930, changing the name of the company "Arthur Sauvé et Compagnie, Limitée", to that of "Dominion Utilities Corporation".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of March, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
1658 Acting Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie d'Administration des Cantons de l'Est, Inc.".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 47 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of March, 1930, to the Company: "La Compagnie d'Administration des Cantons de l'Est, Inc.", ratifying by-law No. XVII of the Company, as follows, to wit:

That the capital-stock of the Company be increased from forty thousand dollars (\$40,000.00), to one hundred and thirty nine thousand dollars (\$139,000.00), by the issue of nine hundred and ninety (990) new common shares of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each;

That the said new shares be issued and allotted in the manner and proportion that the Directors may deem fit for the benefit of the Company.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of March, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
1660 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Batiscan Power & Light Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 30 and 41, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third March, 1930, to the Company "Batiscan Power & Light Company", ratifying a By-law of the Company as follows, to wit:

Amending the Letters Patent incorporating

compagnie en corporation, en retranchant d'icelles les deux paragraphes se rapportant au capital-actions autorisé de cette compagnie et en y substituant les suivants, à savoir:

"Le capital-actions de la compagnie est divisé en cent mille (100,000) actions sans valeur nominale ou au pair, dont cinq (5) actions seront, durant la période de dix ans à compter de la date de l'émission d'icelles, connues et désignées comme étant "Actions Privilégiées Administratives" (ci-après dénommées "Actions Administratives");

L'émission et la répartition des actions ordinaires de la compagnie et de telles actions administratives seront faites pour la considération qui pourra être fixée de temps à autre, par le bureau de direction de la compagnie;

Les dites actions porteront et seront sujettes respectivement aux droits, privilèges, limitations et restrictions suivants, à savoir:

1. A l'exception des requérants pour la demande d'incorporation de la compagnie, nul actionnaire n'aura droit d'être élu directeur de la compagnie à moins qu'il ne soit le porteur enregistré d'au moins une action administrative;

2. Nulle vente ou autre aliénation de la totalité ou de toute partie substantielle de l'entreprise ou de l'actif de la compagnie ne pourra être faite à moins et jusqu'à ce qu'elle ait été autorisée, en plus de telle autre autorisation qui pourra être requise par la Loi, par résolution adoptée par le vote favorable des porteurs de la majorité des actions administratives alors en cours, présents en personne ou représentés par fondé de pouvoirs, lequel fondé de pouvoirs doit être le porteur d'une action administrative) à une assemblée des porteurs des actions administratives alors en cours, dûment convoquée et tenue à cette fin, et à laquelle les porteurs de pas moins de trois actions administratives sont actuellement présents en personne ou par une résolution signée par les porteurs de toutes les actions Administratives alors en cours;

3. Sujet à ces dispositions, les actions ordinaires et les actions Administratives de la compagnie donneront les droits de vote égaux et usuels et conféreront par ailleurs à leurs porteurs respectifs les mêmes droits;

4. Les actions Administratives seront émises par les directeurs à telles personnes qui auront souscrit pour icelles, et comme les directeurs, à leur discrétion absolue, approuveront, pourvu qu'elles soient émises seulement sur la base d'une action par personne et que toutes les "Actions Administratives" soient émises dans le même temps;

5. A l'expiration d'une période de dix ans à compter de la date de l'émission des actions administratives, ces actions perdront, automatiquement et sans aucun acte quelconque de la part de la compagnie, les droits et privilèges spéciaux qui leur sont conférés par les présentes, et les actions ordinaires seront également relevées automatiquement des limitations et restrictions qui leur sont imposées par les présentes, et ces deux dites classes d'actions seront dès lors des actions ordinaires de la compagnie et porteront et conféreront aux porteurs respectifs d'icelles les mêmes droits et privilèges;

6. Les dispositions qui précèdent ne seront pas susceptibles de changement de toute façon ou manière excepté en vertu de l'autorité d'un règlement de la compagnie dûment décrété par les directeurs et confirmé par les actionnaires, conformément aux dispositions de la Loi à cet effet et confirmé en conséquence par une résolution adoptée par le même vote des porteurs des actions

this Company by deleting therefrom the two paragraphs relating to the authorized share capital of this Company and by substituting therefor the following, to wit:

The capital stock of the Company is divided into One hundred thousand (100,000) shares without nominal or par value, of which five (5) shares shall, during the term of ten years from the date of issue thereof, be known and designated as "Management Preferred Shares" (hereinafter referred to as "Management Shares");

The allotment and issue of the ordinary shares of the Company and of such Management Shares shall be made for such considerations as may be fixed from time to time by the Board of Directors of the Company;

The said shares shall respectively carry and be subject to the following rights, privileges, limitations and restrictions, that is to say:

1. With the exception of the applicants for incorporation of the Company, no Shareholder shall be entitled to be elected a Director of the Company unless he is the registered holder of at least one Management Share;

2. No sale or other alienation of the whole or any substantial part of the undertaking or assets of the Company may be made unless and until the same shall have been authorized, in addition to such other authorization as may by law be required, by resolution adopted by the favourable vote of the holders of a majority of the then outstanding Management Shares present in person or by proxy (which proxy must be the holder of a Management Share) at a meeting of the holders of the then outstanding Management Shares, duly convened and held for that purpose, and at which the holders of not less than three Management Shares are actually present in person or by a resolution signed by the holders of all then outstanding Management Shares;

3. Subject to these provisions, the ordinary shares and the Management Shares of the Company shall carry the usual equal voting rights and shall otherwise confer upon their holders respectively the same rights;

4. The Management Shares shall be issued by the Directors to such persons as may subscribe therefor and as the Directors, in their uncontrolled discretion, may approve, provided that the same may be issued only on the basis of one share per person and that all the Management Shares shall be issued at the same time;

5. Upon the expiration of a period of ten years computed from such date of issue of the Management Shares, the same shall automatically, and without any action on the part of the Company whatsoever, lose the special rights and privileges hereby conferred upon them and the ordinary shares shall likewise automatically be relieved of the limitations and restrictions hereby imposed upon them and both said classes of shares shall thereafter be ordinary shares of the Company and shall carry and confer upon the holders thereof respectively the same rights and privileges;

6. The foregoing provisions shall not be susceptible of change in any way or manner save under authority of a by-law of the Company duly enacted by the Directors and confirmed by the Shareholders, in conformity with the provisions of law in that regard, and thereafter confirmed by resolution adopted by the same vote of holders of Management Shares then outstanding, as is

Administratives alors en cours, tel que ci-dessus stipulé dans le paragraphe numéro 2 de ces dispositions concernant l'approbation de la vente ou autre aliénation de l'entreprise et de l'actif de la compagnie, ou par une résolution signée par les porteurs de toutes les actions Administratives alors en cours;

7. Le montant avec lequel la compagnie exploitera son industrie est de cinq cent mille dollars (\$500,000.00).

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de mars 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1661 ALEXANDRE DESMEULES.

above stipulated in the paragraph numbered 2 of these provisions in respect of the approval of the sale or other alienation of the undertaking and assets of the Company or by resolution signed by the holders of all then outstanding Management Shares;

7. The amount with which the Company shall carry on its business is Five hundred thousand dollars (\$500,000.00).

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of March, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
1662 Acting Assistant Provincial Secretary.

**"Caron Advertising Signs Company, Limited—
Cie d'Enseignes Caron, Limitée".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20, 41, 46 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du cinquième jour d'avril 1930, à la compagnie: "Caron Advertising Signs Company, Incorporated—Cie d'Enseignes Caron, Incorporée", ratifiant les Règlements Nos 22 et 23 de la compagnie, comme suit, à savoir:

Règlement No 22—Changeant le nom de la compagnie "Caron Advertising Signs Company, Incorporated—Cie d'Enseignes Caron, Incorporée", en celui de "Caron Advertising Signs Company, Limited—Cie d'Enseignes Caron, Limitée";

Règlement No 23—Attendu que le capital-actions autorisé de la compagnie est de quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars (\$100.00) chacune;

Et attendu qu'il est désirable, dans l'intérêt de la compagnie et de ses actionnaires, que toutes les actions autorisées antérieurement soient converties en un nombre différent d'actions d'une valeur au pair ou sans valeur au pair;

Qu'il soit décrété comme suit:

Qu'une demande au Lieutenant-Gouverneur soit, par les présentes, autorisée pour l'émission de lettres patentes supplémentaires pour changer toutes les actions autorisées antérieurement en convertissant les quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions ordinaires d'une valeur au pair, alors existantes, en 1960 actions de la classe "A" d'une valeur au pair de dix dollars (\$10.00) chacune et 1960 actions de la classe "B" sans valeur au pair ou nominale; la classe "A" seront des actions privilégiées, non-cumulatives, à 7% et sans droit de vote et la classe "B" seront des actions avec droit de vote. Les dites actions de la classe "B" seront émises au prix qui sera fixé par les directeurs;

Que le montant avec lequel la compagnie continuera ses opérations ne soit pas inférieur à la somme de onze mille sept cent soixante dollars (\$11,760.00).

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de mars 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1663 ALEXANDRE DESMEULES.

**"Caron Advertising Signs Company, Limited—
Cie d'Enseignes Caron, Limitée".**

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 20, 41, 46 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1930, to the Company: "Caron Advertising Signs Company, Incorporated—Cie d'Enseignes Caron, Incorporée", ratifying By-laws Nos 22 and 23 of the Company as follows, to wit:

By-law No. 22—Changing the name of the Company "Caron Advertising Signs Company, Incorporated—Cie d'Enseignes Caron, Incorporée", to that of "Caron Advertising Signs Company, Limited—Cie d'Enseignes Caron, Limitée";

By-law No. 23—Whereas the authorized capital stock of the Company is Forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided in Four hundred and Ninety (490) shares of One hundred dollars (\$100.00) each;

And whereas it is desirable, in the interest of the Company and its shareholders, that all its previously authorized shares be changed into a different number of shares with and without par value;

Be it enacted as follows:

That an application to the Lieutenant-Governor is hereby authorized for the issue of supplementary letters patent for changing all previously authorized shares, by converting the Four hundred and Ninety (490) existing par value common shares into 1960 class "A" shares of a par value of Ten dollars (\$10.00) each and 1960 class "B" shares having no nominal or par value; the class "A" be non-voting 7% non-cumulative preference shares and the class "B" voting shares. The said class "B" shares to be issued at such price that may be fixed by the Directors;

That the amount with which the Company shall continue its operations shall not be inferior to Eleven thousand Seven hundred and Sixty dollars (\$11,760.00).

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of March, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
1664 Acting Assistant Provincial Secretary.

Assurance

"AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT D'UNE COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU"

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle de la Municipalité de Sainte-Marthe-de-Vaudreuil, dans le comté de Vaudreuil, a obtenu un permis et a été enregistrée comme corporation à l'effet de tenir assurés contre les accidents du feu, ou du feu et de la foudre, ou du feu, de la foudre et du vent, des bâtiments situés sur tout bien-fonds imposable dans la dite municipalité, ainsi que les grains, foin, fourrages, instruments aratoires et meubles de ménage contenus dans les dits bâtiments, conformément aux dispositions de l'article 40 de la Loi des Assurances de Québec.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances, (Chap. 243, S. R. Q., 1925), ce 18ième jour de mars 1930.

Le Surintendant des Assurances,

B.-ARTHUR DUGAL.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Service des Assurances,

Département du Trésor,

Québec, P. Q.

1679—13-2

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT D'UNE COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle de la Municipalité de la paroisse de Saint-Pierre-du-Lac", dans le comté de Matapédia, a obtenu un permis et a été enregistrée comme corporation à l'effet de tenir assurés contre les accidents du feu, ou du feu et de la foudre, ou du feu, de la foudre et du vent, des bâtiments situés sur tout bien-fonds imposable dans la dite municipalité, ainsi que les grains, foin, fourrages, instruments aratoires et meubles de ménage contenus dans les dits bâtiments, conformément aux dispositions de l'article 40 de la Loi des Assurances de Québec.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances, (Chap. 243, S. R. Q., 1925), ce 14ième jour de mars 1930.

Le surintendant des Assurances,

B.-ARTHUR DUGAL.

Pour le Trésorier de la province de Québec.

Service des Assurances,

Département du Trésor.

Québec, P. Q.

1545—12-2

Demandes à la Législature

Avis public est donné que les Commissaires du Havre de Montréal s'adresseront à la Législature, au cours de la présente session, pour demander l'adoption d'une loi déclarant que le contrat fiduciaire d'hypothèque, de gage et de nantissement entre lesdits Commissaires, la "Montreal Trust Company" et Sa Majesté le Roi, passé devant J.-A. Cameron, notaire, le 6 décembre, 1929, et dûment enregistré, pour garantir les obligations que lesdits Commissaires ont émises ou qu'ils doivent émettre sous l'autorité dudit contrat, de 40 ans, à 5%, garanties par première hypothèque et payables en or, constituent une

Insurance

"NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION TO A MUTUAL FIRE INSURANCE COMPANY"

Notice is hereby given that the "Compagnie d'assurance mutuelle de la Municipalité de Sainte-Marthe de Vaudreuil", in the County of Vaudreuil, has been licensed and registered as a corporation in order to keep insured against accidents by fire, or fire, and lightning, or fire, lightning and wind, any building erected upon taxable land within the said municipality, as well as grain, hay, fodder, household furniture and agricultural implements contained in such buildings, pursuant to the provisions of Section 40 of the Quebec Insurance Act.

Given pursuant to the provisions of Section 121 of the Quebec Insurance Act, (Chap. 243, R. S. Q., 1925), this 18th. day of March, 1930.

B. ARTHUR DUGAL,

Superintendent of Insurance,

For the Treasurer of the Province of Quebec.

Insurance Branch,

Treasury Department,

Quebec, Que.

1680—13-2

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION TO A MUTUAL FIRE INSURANCE COMPANY

Notice is hereby given that the "Compagnie d'assurance mutuelle de la Municipalité de la paroisse de Saint-Pierre-du-Lac", in the county of Matapédia, has been licensed and registered as a corporation in order to keep insured against accidents by fire, or fire and lightning, or fire, lightning and wind, any building erected upon taxable land within the said municipality, as well as grain, hay, fodder, household furniture and agricultural implements contained in such buildings, pursuant to the provisions of Section 40 of the Quebec Insurance Act.

Given pursuant to the provisions of Section 121 of the Quebec Insurance Act, (Chap. 243, R. S. Q., 1925), this 14th day of March, 1930.

B. ARTHUR DUGAL,

Superintendent of Insurance.

For the Treasurer of the province of Quebec.

Insurance Branch,

Treasury Department,

Quebec, Que.

1546—12-2

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that the Harbour Commissioners of Montreal will apply to the Legislature of Quebec, during its present session, for the passing of an Act declaring that the Trust Deed of Hypothec, Mortgage and Pledge between the said Commissioners, Montreal Trust Company and His Majesty the King, passed before John Alexander Cameron, N. P., on December 6th, 1929, and duly registered, to secure the 40 year 5% first mortgage guaranteed gold bonds of said Commissioners creates a valid first hypothec, mortgage, pledge and charge upon the bridge mentioned in such deed, its approaches

priorité valide d'hypothèque, de gage, de nantissement et de privilège sur le pont mentionné audit contrat, ses approches, dépendances et accessoires, pour garantir lesdites obligations et crée un privilège valide et continu sur les péages et revenus qui en proviennent, et, en outre, que l'enregistrement dudit contrat fiduciaire déjà effectué est légal, valide et suffisant à toutes fins quelconques.

Montréal, 1er mars, 1930.

Les avocats des pétitionnaires,
1437—11-4 COOK & MAGEE.

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Longueuil s'adressera à la Législature de cette Province, à la présente session, pour obtenir une loi spéciale pour amender sa charte pour les fins suivantes: consolider en un seul emprunt à long terme certaines sommes actuellement empruntées; emprunter les sommes nécessaires au remboursement au Trésorier de la Province de toutes les sommes à être payées en vertu de la Loi des habitations salubres (S. R. 1925, chapitre 128) et modifier les heures de la votation des électeurs.

Longueuil, le 8 mars, 1930.

Le secrétaire-trésorier de la cité de Longueuil,
1445—11-4 J.-ARTHUR L'HEUREUX.

Avis public est, par les présentes, donné que les héritiers de feu Thomas O'Reilly et de feu Dame Mary Gillies, son épouse, s'adresseront à la présente session de la Législature de Québec pour la passation d'une Loi nommant un administrateur de la dite succession, et lui conférant plein pouvoir de liquider, effectuer une division et distribuer l'actif de la dite succession et finalement de la liquider.

Montréal, le 10 mars, 1930.

Les procureurs des requérants,
1451—11-4 MATHEWSON, WILSON & SMITH.

Avis public est par les présentes donné que les syndics de la paroisse de Saint-Philippe de la Reine s'adressent à la Législature, à sa présente session, pour demander la passation d'une loi ratifiant l'homologation d'un acte de cotisation faite par les commissaires civils pour l'érection des paroisses, le 30 juillet 1929.

La Reine, ce 21 mars 1930.

Le procureur des requérants,
1735 GUY HUDON.

Département de l'Instruction publique

No 1179-29.

Québec, 20 mars 1930.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Ambroise, comté de Québec, le territoire formant la paroisse civile de Saint-Emile, telle qu'érigée par proclamation officielle en date du 26 novembre 1929, publiée dans la "Gazette Officielle" du 30 du même mois, et d'ériger le dit territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Saint-Emile, comté de Québec.

1709—13-2

No 42-30.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 21 mars 1930, de changer le nom de la municipalité scolaire de La Barre, dans le comté du Lac-Saint-Jean, en celui de "Hébertville-Station".

1713

appurtenances and accessories as security for said bonds, and also creates a valid and subsisting charge upon tolls and revenues to be derived therefrom, and furthermore declaring legal, valid and sufficient the registration of said Trust Deed already effected.

Montreal, 1st March, 1930.

COOK & MAGEE,
1438—11-4 Solicitors for Applicants.

Public notice is hereby given that the City of Longueuil will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present Session, to obtain a special Act amending its charter for the following purposes: to consolidate by a long term loan certain amounts actually borrowed; to borrow the amounts necessary to reimburse to the Treasurer of the Province all sums to be paid in virtue of the Workmen's Dwelling Act (R. S. 1925, Chapter 128) and to change the hours of voting by the electors.

Longueuil, March, 8th, 1930.

J. ARTHUR L'HEUREUX,
Secretary-Treasurer of the City of Longueuil.
1446—11-4

Public notice is hereby given that the heirs of the late Thomas O'Reilly and of the late Dame Mary Gillies, his wife, are applying at the present Session of the Quebec Legislature for an Act appointing an administrator to the said estates, and vesting in him full power to liquidate, effect a division and distribute the assets of the said estates and finally wind up the same.

Montreal, March 10th, 1930.

MATHEWSON, WILSON & SMITH,
1452—11-4 Solicitors for Applicants.

Public notice is given that the trustees of the parish of St. Philippe de la Reine are applying at the Legislature, at its present session, for the passing of an act ratifying the homologation of an act of assessment made by the civil commissioners on the 30th of July, 1929.

La Reine, March the 21st, 1930.

GUY HUDON,
1736 Attorney of applicants.

Department of Education

No. 1179-29.

Quebec, March 20, 1930.

Application has been made to detach from the School Municipality of St. Ambroise, county of Quebec, the territory forming the civil parish of St. Emile, such as erected by official proclamation dated November 26th, 1929, published in the "Official Gazette", of the 30th of the same month, and to erect the said territory into a separate School Municipality, under the name of St. Emile, county of Quebec.

1710—13-2

No. 42-30.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 21st of March, 1930, to change the name of the school municipality of La Barre, in the county of Lake St. John, to that of "Hébertville-Station".

1714

No 204-21.

Québec, 24 mars 1930.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Béatrix, comté de Joliette, les lots Nos 307 à 310 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Béatrix, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Alphonse-de-Kildare, même comté.

1711—13-2

No 85-25.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 21 mars 1930, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Michel-de-Mistassini, comté du Lac-Saint-Jean, tous les lots du rang 5 du canton de Pelletier, du No E. D. C. B. A, 1 à 43 inclusivement; tous les lots du rang 4 du même canton, du No 13a à 42 inclusivement; tous les lots du rang 3 du même canton du No 1 à 48 inclusivement; les lots Nos 1 à 46 inclusivement des rangs 1 et 2 du même canton, et de les ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Saint-Eugène", même comté.

1715

No 447-29.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 21 mars 1930, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Lazare, comté de Bellechasse, les lots Nos 729 à 742 inclusivement du 8^e rang de la seigneurie Taschereau; les lots Nos 798 à 804 inclusivement du 9^e rang de la même seigneurie, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Damien-de-Buckland, même comté.

1717

No. 204-21.

Quebec, March 24, 1930.

Application has been made to detach from the School Municipality of Ste. Béatrix, county of Joliette, the lots Nos. 307 to 310 inclusively of the official cadastre for the parish of Ste. Béatrix, and to annex same to the School Municipality of St. Alphonse de Kildare, same county.

1712—13-2

No. 85-25.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 21st of March, 1930, to detach from the school municipality of Saint-Michel-de-Mistassini, county of Lake Saint John, all the lots of range 5 of the township of Pelletier, from No. E. D. C. B. A, 1 to 43 inclusively; all the lots of range 4 of the same township, from No. 13a to 42 inclusively; all the lots of range 3 of the same township from No. 1 to 48 inclusively; lots Nos. 1 to 46 inclusively of ranges 1 and 2 of the same township, and to erect same into a separate school municipality, under the name of "Saint-Eugène", same county.

1716

No. 447-29.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 21st of March, 1930, to detach from the school municipality of St. Lazare, county of Bellechasse, the lots Nos. 729 to 742 inclusively of the 8th range of the seigniorie Taschereau; the lots Nos. 798 to 804 inclusively of the 9th range of the same seigniorie, and to annex same to the school municipality of St. Damien de Buckland, same county.

1718

Actions en séparation de biens

Province de Québec, District de Montréal, Canada, Cour Supérieure, No B-55514. Dame Maria Bachand, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Ernest Choquette, des mêmes lieux, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Ernest Choquette, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

Montréal, le 8 novembre 1929.

Les procureurs de la demanderesse,
1681—13-4 LAVERY & DEMERS.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, District of Montreal, Canada, Superior Court, No. B-55514. Dame Maria Bachand, of the City and District of Montreal, wife common as to property of Ernest Choquette, of the same place, and duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs Ernest Choquette, of the City and District of Montreal, Defendant.

An action in separation as to property has, this day, been instituted in this cause.

Montreal, November 8th., 1929.

LAVERY & DEMERS,
1682—13-4 Attorneys for Plaintiff.

Canada, Province de Québec, District de Saint-François, No 459, Cour Supérieure. Dame Marie-Laura Landreville, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, épouse commune en biens de Joseph-Albert Vidal, du même lieu, dit district, boulanger, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes par un Juge de la Cour Supérieure, demanderesse; vs Joseph-Albert Vidal, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 24^{ième} jour de mars, 1930.

Sherbrooke.
Le procureur de la demanderesse,
1705—13-4 EMILE RIOUX.

Canada, Province of Quebec, District of Saint Francis, No. 459, Superior Court. Dame Marie Laura Landreville, of the City of Sherbrooke, district of Saint Francis, wife common as to property of Joseph Albert Vidal, of the same place and district, baker, duly authorized to *ester en justice* for the purpose of these presents by a Judge of the Superior Court, plaintiff; vs Joseph Albert Vidal, of the City of Sherbrooke, district of Saint Francis, defendant.

An action in separation as to property has been instituted on the 24th day of March, 1930.

Sherbrooke.
EMILE RIOUX,
1706—13-4 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, D-63520. Dame Joséphine Lepage, épouse commune en biens de Cléophas Dignard, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Cléophas Dignard, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 1er mars 1930.

Montréal, le 14 mars 1930.

Les procureurs de la demanderesse,
1567—12-4 HANDFIELD & HANDFIELD.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No A-60,566. Dame Barbara Ritchie, épouse commune en biens de Alfred Winterburn, maître charretier, (contracteur) des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice par cette Honorable Cour, demanderesse; vs Alfred Winterburn, maître charretier, (contracteur) des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 11 mars 1930.

Montréal, le 18 mars 1930.

Les procureurs de la demanderesse,
1583—12-4 COHEN & GAMEROFF.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No C-62566. Dame Rachel Lieberman, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Isaac-Israel Weisberg, tailleur, des mêmes lieux, demanderesse; vs Isaac Israel Weisberg, tailleur, de la cité et du district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse, contre le défendeur.

Montréal, le 7 mars 1930.

Les procureurs de la demanderesse,
1591—12-4 POPLIGER, BLANSHAY & MILLER.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No F-65651. Dame Dora Parkovnic, dûment autorisée aux fins des présentes, épouse de Hyman Dubrofsky, tous deux de la cité et du district de Montréal, a demandé une séparation de biens contre son mari, Hyman Dubrofsky, le 17e jour de mars 1930.

Le procureur de la demanderesse,
1593—12-5 DAVID-M. NOTKIN.

Province de Québec, district de Montréal, Canada, Cour Supérieure, No D-63578. Dame Bluma Ségal, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Harry Finkelstein, des mêmes lieux, Demanderesse; vs Harry Finkelstein, de la cité et du district de Montréal, marchand, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

Montréal, le 8 mars 1930.

Les procureurs de la demanderesse,
1433—11-4 MEYEROVITCH & BATSHAW.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No B-61243. Dame Sarah Yosevitch, épouse commune en biens de Benjamin Bremen alias Bruman, tous deux de la cité et du district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Benjamin Bremen alias Bruman, des mêmes lieux, défendeur.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No D. D-63520. Dame Josephine Lepage, wife common as to property of Cleophas Dignard, of the City and District of Montreal, Plaintiff; vs Cleophas Dignard, of the City and District of Montreal, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the 1st. of March, 1930.

Montreal, March 14th., 1930.

HANDFIELD & HANDFIELD,
1568—12-4 Attorneys for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. A-60,566. Dame Barbara Ritchie, wife common as to property of Alfred Winterburn, Cartage Contractor, of the City and District of Montreal duly authorized to *ester en justice* by this Honourable Court, Plaintiff; vs Alfred Winterburn, Cartage Contractor, of the City and District of Montreal, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 11th. day of March, 1930.

Montreal, March 18th., 1930.

COHEN & GAMEROFF,
1584—12-4 Attorneys for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. C-62566. Dame Rachel Lieberman, of the City and District of Montreal, wife common as to property of Isaac Israel Weisberg, tailor, of the same place, plaintiff vs Isaac Israel Weisberg, tailor, of the City and District of Montreal. defendant.

Action in separation as to property has this day been instituted by the plaintiff against the defendant.

Montreal, March 7th, 1930.

POPLIGER, BLANSHAY & MILLER,
1592—12-4 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. F-65651. Dame Dora Parkovnic, duly authorized for these presents, wife of Hyman Dubrofsky, both of the City and District of Montreal, has made a demand for separation as to property from her husband, Hyman Dubrofsky, on the 17th day of March, 1930.

DAVID M. NOTKIN,
1594—12-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal. Canada, Superior Court, No. D-63578. Dame Bluma Segal, of the City and District of Montreal wife common as to property of Harry Finkelstein, of the same place, plaintiff; vs Harry Finkelstein, of the City and District of Montreal, Merchant, defendant.

An action in separation as to property has this day been instituted in this cause.

Montreal, March 8, 1930.

MEYEROVITCH & BATSHAW,
1434—11-4 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal. Superior Court, No. B-61243. Dame Sarah Yosevitch, wife common as to property of Benjamin Bremen alias Bruman, both of the city and district of Montreal, and duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs Said Benjamin Bremen alias Bruman, of the same place, Defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 5e jour de février 1930.

Montréal, le 7 mars 1930.

Les procureurs de la demanderesse,
1435—11-4 ROSS, MOLLEUR & CHARNES.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No C-62509. Dame Tillie Ségal, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée aux fins des présentes, épouse commune en biens de Israël Austrager, marchand, de la cité et du district de Montréal.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 27 février.

Le procureur de la demanderesse,
1453—11-4 HYMAN BAKER.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No 61566. Dame Mary Cooperman, de la ville et du district de Montréal, épouse commune en biens de Sam Chernak de même lieu, demanderesse; vs Sam Chernak, de la ville et du district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour en cette cause.

Montréal, le 10ième jour de mars 1930.

Les procureurs de la demanderesse,
1465—11-4 POPLIGER, BLANSHAY & MILLER.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No B-61336. Dame Giovannina Mandorino, des cité et district de Montréal, épouse de Giovanni Fasano, charpentier-menusier, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Le dit Giovanni Fasano, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 25 février 1930

Montréal, 10 mars 1930.

Le procureur de la demanderesse,
1467—11-4 A.-S. DEGUIRE.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No E-64522. Dame Fannie Marcovitch, de la cité de Montréal, épouse de George Etcovitch, manufacturier, du même lieu, a institué, le troisième jour de mars 1930, une action en séparation de biens contre son mari.

Le procureur de la demanderesse,
1319—10-4 MILAN OXORN.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No B-61454. Dame Eulodie Charland, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Perreault, des mêmes lieux, et dûment autorisée par jugement de cette Cour à ester en justice en séparation de biens, demanderesse; vs Joseph Perreault, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, le 24 février 1930.

Montréal, le 24 février 1930.

Le procureur de la demanderesse,
1297—10-4 J.-WILFRID PILON.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No F-65533. Dame Ida Troyansky, épouse commune en biens de Zelig Rabinovitch, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Zelig Rabinovitch, de la cité et du district de Montréal, défendeur.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 5th day of February, 1930.

Montreal, March 7, 1930.

ROSS, MOLLEUR & CHARNES,
1436—11-4 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. C-62509. Dame Tillie Segal, of the city and district of Montreal, duly authorized for these presents, wife common as to property of Israel Austrager, merchant, of the City and district of Montreal.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 27th of February.

HYMAN BAKER,
1454—11-4 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No 61566. Dame Mary Cooperman, of the City and District of Montreal, wife common as to property of Sam Chernak, of the same place, plaintiff; vs Sam Chernak, of the City and District of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has this day been instituted in this cause.

Montreal, March 10th, 1930.

POPLIGER, BLANSHAY & MILLER,
1466—11-4 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. B-61336. Dame Giovannina Mandorino, of the city and district of Montreal, wife of Giovanni Fasano, carpenter, duly authorized to institute this action, plaintiff; vs the said Giovanni Fasano, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 25th day of February, 1930.

Montreal, March 10th, 1930.

A. S. DEGUIRE,
1468—11-4 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. E-64522. Dame Fannie Marcovitch, of the City of Montreal, wife of George Etcovitch, manufacturer, of the same place, has on March 3rd., 1930, instituted an action in separation as to property from her husband.

MILAN OXORN,
1320—10-4 Attorney for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. B-61454. Dame Eulodie Charland, of the City and District of Montreal, wife common as to property of Joseph Perreault, of the same place, and duly authorized by judgment of this Court to ester en justice for separation as to property, Plaintiff; vs Joseph Perreault, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted by the Plaintiff against the Defendant, on the 24th. of February, 1930.

Montreal, February 24th., 1930.

J. WILFRID PILON,
1298—10-4 Attorney for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. F-65533. Dame Ida Troyansky, wife common as to property with Zelig Rabinovitch, of the City and District of Montreal, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs Zelig Rabinovitch, of the City and District of Montreal, Defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

Montréal, le 4 mars 1930.

Le procureur de la demanderesse,
1321—10-4 I.-M. BOBROVE.

Province de Québec, District de Richelieu, Cour Supérieure, No 8213. Dame Albertine Nadeau, épouse de Adélard Gagnon, marchand, de la cité de Sorel, district de Richelieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Adélard Gagnon, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 7ième jour de mars 1930.

Le procureur de la demanderesse,
1739—13-4 AIMÉ CHASSÉ.

An action in separation as to property has been instituted in this case.

Montreal, March 4th., 1930.

I. M. BOBROVE,
1322—10-4 Attorney for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Richelieu, Superior Court, No. 8213. Dame Albertine Nadeau, wife of Adélard Gagnon, merchant, of the city of Sorel, district of Richelieu, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs The said Adélard Gagnon, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 7th day of March, 1930.

AIMÉ CHASSÉ,
1740—13-4 Attorney for plaintiff.

Action en séparation de corps et de biens

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No E-64577. Dame Caroline Donnelly Fleming, de la ville et du district de Montréal, épouse commune en biens de William Fleming, de la même place, demanderesse; vs William Fleming, de la ville et du district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens et de corps a été instituée en cette cause le 14 mars 1930.

Montréal, le 17 mars 1930.
Les procureurs de la demanderesse,
FOSTER, PLACE, HACKETT, MULVENA,
1561—12-4 HACKETT & FOSTER.

Action for separation as to bed and board

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. E-64577. Dame Caroline Donnelly Fleming, wife common as to property of William Fleming, of the City and District of Montreal, Plaintiff; vs William Fleming, of the City and District of Montreal, Defendant.

An action in separation of property and from bed and board has been instituted in this case on the 14th. day of March, 1930.

Montreal, March 17th., 1930.
FOSTER, PLACE, HACKETT, MULVENA,
1562—12-4 HACKETT & FOSTER,
Attorneys for Plaintiff.

Assemblées

"QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY".

Avis aux actionnaires.

Avis est, par les présentes, donné que l'assemblée générale annuelle de la compagnie "Quebec Central Railway Company", sera tenue aux bureaux de la compagnie "Canadian Pacific Railway Company", à Montréal, Mercredi, le 16e jour d'avril mil neuf cent trente, à MIDI, aux fins d'élire deux directeurs représentant les porteurs d'actions, tel que requis par la constitution de la compagnie, et pour la transaction de telles autres affaires qui pourront être traitées à la dite assemblée.

Les actionnaires enregistrés le 1er mars auront droit d'assister et de voter à l'assemblée.

Montréal, le 1er mars 1930.

Par ordre du bureau,
1683—13-3 Le secrétaire,
H.-C. OSWALD.

"MONTREAL TRAMWAYS COMPANY"

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

Avis est par les présentes donné que l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la "Montreal Tramways Company" sera tenue aux bureaux de la compagnie, Edifice Tramways, 159 rue Craig ouest, Montréal, à midi, le lundi, trente et unième jour de mars 1930, pour la ré-

Meetings

"QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY".

Notice to Stockholders.

Notice is hereby given that the Annual General Meeting of the "Quebec Central Railway Company", will be held in the Office of the "Canadian Pacific Railway Company", Montreal, on Wednesday, 16th. April, one thousand nine hundred and thirty, at 12 NOON, for the purpose of electing two Directors representing the Security Holders, as required by the constitution of the Company, and for the transaction of such other business as may properly come before the said meeting.

Stockholders of record on the 1st March will be entitled to attend and vote at the Meeting.

Montreal, 1st March, 1930.

By Order of the Board,
1684—13-3 H. C. OSWALD,
Secretary.

"MONTREAL TRAMWAYS COMPANY"

ANNUAL GENERAL MEETING

Notice is hereby given that the Annual General Meeting of the shareholders of the "Montreal Tramways Company", will be held at the Company's Offices, Tramways Building, 159 Craig street West, Montreal, at 12 o'clock noon, on Monday, the 31st day of March, 1930, for the

ception du rapport de l'année fiscale finissant le trente et unième jour de décembre 1929, l'élection des directeurs et la transaction de toutes telles affaires qui peuvent être légalement soumises à ladite assemblée.

Les livres de transfert seront fermés, à partir du dixième jour jusqu'au vingt-neuvième jour de mars 1930, ces deux jours inclusivement.

Par ordre du bureau.

Le secrétaire-trésorier,
PATRICK DUBÉE.

Montréal, 20 janvier, 1930. 519—4-4

reception of the Report for the fiscal year ended December 31st, 1929, election of directors, and the transaction of such other business as may legally come before said Meeting.

The transfer books will be closed from the 10th to the 29th day of March, 1930, both days inclusive.

By order of the Board.

PATRICK DUBÉE,
Secretary-Treasurer.

Montreal, January 20th, 1930. 520—4-4

Avis divers

CHAMBRE DES NOTAIRES.

CABINET DU SECRETAIRE.

Avis public est par le présent donné par moi, soussigné, Edouard Biron, l'un des secrétaires de La Chambre des Notaires de la province de Québec, et le secrétaire du Conseil de la dite Chambre, que, par jugement rendu par le dit Conseil, à sa séance tenue en la cité de Québec, le dix-neuf février dernier, (1930), Jules Drouin, notaire, de Québec, a été destitué pour s'être rendu coupable d'actes dérogatoires à l'honneur professionnel prévus particulièrement par les dispositions de l'alinéa septième de l'article 283 du Code du Notariat.

Cette destitution prendra effet le cinq avril prochain, (1930).

En foi de quoi, j'ai signé le présent à Montréal, ce vingt et unième jour de mars, mil neuf cent trente.

Le secrétaire,
EDOUARD BIRON.

1685—13-2

Miscellaneous Notices

BOARD OF NOTARIES.

OFFICE OF THE SECRETARY OF THE COUNCIL.

Public notice is hereby given by the undersigned Edouard Biron, one of the Secretaries of The Board of Notaries of the Province of Quebec, and Secretary of the Council of said Board, that by a decree of the said Council, rendered at its meeting held at the City of Quebec, the nineteenth day of February last, (1930), Jules Drouin, of Quebec, Notary, has been removed as Notary as having been found guilty of acts derogatory to Notarial Profession particularly covered by the dispositions of Articles 283, paragraph seventh of the Notarial Code.

Such removal will take effect on the fifth day of April next, (1930).

In witness whereof, I have signed this present, at Montreal, this twenty-first day of March, nineteen hundred and thirty.

EDOUARD BIRON,
Secretary.

1686—13-2

AVIS DE DEMANDE DU DEPOT DES PLANS ET DEVIS

Avis est donné au public, conformément à l'article 7, de la Loi du Régime des Eaux Courantes, que La Cie Electrique Rivière-à-Pierre, Ltée, 72, Côte de la Montagne, Québec, se propose de demander l'autorisation de construire et de maintenir un barrage en béton sur le cours d'eau qui borde les lots No 29 des rangs I et II du Canton Bois, Comté de Portneuf.

Avis est donné qu'une requête à cet effet, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ce barrage, et les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux, a été transmise au Ministère des Terres et Forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au Bureau de la Division d'Enregistrement du comté de Portneuf, à Cap Santé.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette Officielle*.

"LA CIE ELECTRIQUE RIVIERE A PIERRE, LTEE",
Requérante.

Par J.-A. FOURNIER,
Président.

8 George V, c. 68, Formule "A".
Québec, le 11 mars 1930.

1497—11-5

NOTICE OF APPLICATION FOR DEPOSIT OF PLANS AND SPECIFICATIONS

Public notice is hereby given, in accordance with article 7, of the Watercourse Act, that "La Compagnie Electrique Rivière-à-Pierre, Ltée", 72, Mountain Hill, Quebec, intends to apply for authorization to build and maintain a cement dam on the water course bordering lots No. 28 in ranges I and II of the township of Bois, county of Portneuf.

Notice is given that a petition to that effects accompanied by plans and specifications showing the site of the work and the lands which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests and that a duplicate of such plans and specifications has been deposited at the Registry Office of the County of Portneuf, at Cap Sante.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor-in-Council on or after the day following the date of the last publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

"LA CIE ELECTRIQUE RIVIERE A PIERRE, LTEE",
Petitioner.

J. A. FOURNIER,
President.

8, George V, C. 68, Form "A".
Quebec, March 11, 1930.

1498—11-5

"AVIS DE DEMANDE DU DÉPÔT DES PLANS ET DEVIS".

Avis est donné au public, conformément à l'article 7 de la Loi du Régime des Eaux Courantes, que La Corporation Electrique de Témiscouata, 72 Côte de la Montagne, Québec, se propose de demander l'autorisation de construire et de maintenir un barrage en béton sur le cours d'eau qui borde les Lots No 405 du deuxième rang de la paroisse de Trois-Pistoles, et No 8 du rang un, de la paroisse de Saint-Eloi.

Avis est donné qu'une requête à cet effet, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ce barrage, et les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux, a été transmise au Ministère des Terres et Forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au Bureau de la division d'enregistrement du comté de Témiscouata, à la Rivière-du-Loup.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la Gazette Officielle.

Québec, le 11 décembre 1929.

LA CORPORATION ELECTRIQUE DE TÉMISCOUATA.

Par C. CAMILLE LESSARD,
Président.

Requérante.

8, Geo. V, C. 68,
Formule "A".

1299—10-4

Bureau-chef

"THE T. C. GORMAN CONSTRUCTION CO., LIMITED"

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "T. C. Gorman Construction Company, Limited", constituée en corporation par lettres patentes émises par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, le 6e jour de mars 1930, et ayant son bureau-chef en la cité de Montréal, a établi son bureau dans l'édifice "Keefer Building", au No 1440 rue Sainte-Catherine Ouest, dans la dite cité.

A compter de la date de cet avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce 12e jour de mars 1930.

Le président,
T.-C. GORMAN.

1703

Chartes:—Abandon de

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Marceau, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du quatorzième jour d'avril 1926.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-deuxième jour de mars 1930, la compagnie "Marceau, Limitée", a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de mars, 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1697 ALEXANDRE DESMEULES.

"NOTICE OF APPLICATION FOR DEPOSIT OF PLANS AND SPECIFICATIONS".

Notice is given to the public, pursuant to Article 7 of the Water-Course Act, that "La Corporation Electrique de Témiscouata", 72, Mountain Hill, Quebec, intends to apply for authorization to construct and maintain a concrete dam on the water-course which bounds the lots No. 405 of the second range of the Parish of Trois Pistoles and No. 8 of range one, of the Parish of Saint Eloi.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by plans and specifications showing the site chosen for the construction thereof, and the lands affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests and that a duplicate of said plans and specifications has been deposited at the Registry office of the Registry Division of the County of Temiscouata, at Riviere du Loup.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of the notice in the Quebec Official Gazette.

Quebec, December 11, 1929.

LA CORPORATION ELECTRIQUE DE TEMISCOUATA.

Per C. CAMILLE LESSARD,
President.

Petitioner.

8, George V, C. 68,
Form "A".

1300—10-4

Chief Office

"THE T. C. GORMAN CONSTRUCTION CO., LIMITED"

Notice is hereby given that "The T. C. Gorman Construction Company, Limited", a company incorporated by Letters Patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, on the 6th day of March 1930, and having its head office in the city of Montreal, has established its office in the "Keefer Building" at 1440 Saint Catherine street West, in the said city.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 12th day of March, 1930.

T. C. GORMAN,
President.

1704

Charters:—Surrender of

Notice is given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Marceau, Limitée", incorporated by Letters Patent dated the fourteenth day of April, 1926.

Notice is also given that from and after the twenty second day of March, 1930, the company "Marceau, Limitée", shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of March, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
1698 Acting Assistant Provincial Secretary.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Smith, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du dix-neuvième jour de février 1923.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinzième jour de mars 1930, la compagnie "Smith, Limited", a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de mars 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1699 ALEXANDRE DESMEULES.

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Smith, Limited", incorporated by Letters Patent dated the nineteenth day of February, 1923.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of March, 1930, the company "Smith, Limited", shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of March, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
1700 Acting Assistant Provincial Secretary.

Minutes de notaire

Québec, le 10 mars, 1930.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été présentée au Lieutenant-Gouverneur en Conseil par M. J.-Ed.-Rosaire Dupuis, notaire, demeurant à Outremont, pratiquant en la cité de Montréal, district de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu le notaire Joseph-Aristide Parent, en son vivant notaire, résidant et pratiquant en la cité de Montréal.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1459-11-5 ALEXANDRE DESMEULES.

Notarial Minutes

Quebec, March 10, 1930.

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the Notarial Code, a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. J. Ed. Rosaire Dupuis, notary, residing at Outremont and practising in the city of Montreal, district of Montreal, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late Joseph Aristide Parent, in his lifetime notary, residing and practising in the city of Montreal.

ALEXANDRE DESMEULES,
1460-11-5 Acting Assistant Provincial Secretary.

Soumissions

LA COMMISSION SCOLAIRE DE LA VILLE DE CHICOUTIMI, P. Q.

Avis public est par le présent donné que des soumissions seront reçues par le soussigné jusqu'à lundi, le 7 avril prochain, à 1½ heure p.m., pour l'achat de 140 obligations de la Commission scolaire de la ville de Chicoutimi, \$500.00 chacune (\$70,000.00) échéant le 1er mai 1939, et portant intérêt au taux de 5% payable les 1er mai et novembre de chaque année.

Le capital et les intérêts sont payables aux bureaux de la Banque Canadienne Nationale à Chicoutimi, Québec et Montréal.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté, à l'ordre de la dite Commission scolaire, égal à 1% du montant de l'emprunt. Chaque soumission devra mentionner si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus.

La Commission scolaire se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Chicoutimi, 18 mars 1930.

Le secrétaire-trésorier,
1613-12-2 J.-ERN. BLACKBURN.

LA VILLE DE CHICOUTIMI

Avis public est par le présent donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations", pour l'achat d'une émission d'obligations datée du 1er mai 1930, au montant de \$89,800.00, remboursables par séries à 10 ans ou 29 ans au choix des soumissionnaires et portant intérêt aux taux de 5% ou 5½%, également au choix des soumissionnaires (soit quatre soumissions), seront reçues par le soussigné jus-

Tenders

THE SCHOOL COMMISSION OF THE TOWN OF CHICOUTIMI, P. Q.

Public notice is hereby given that tenders will be received by the undersigned until Monday, the 7th of April next, at 1½ o'clock p.m., for the purchase of 140 bonds of the School Commission of the town of Chicoutimi, \$500.00 each, (\$70,000.00) maturing the 1st of May, 1939, and bearing interest at the rate of 5% payable the 1st of May and November of each year.

The capital and interest shall be payable at the offices of the Banque Canadienne Nationale, at Chicoutimi, Quebec or Montreal.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque, to the order of the said School Commission, equal to 1% of the amount of the loan. Each tender must mention whether the price offered includes or does not include the accrued interest.

The School Commission reserves the right to accept neither the highest or any of the tenders.

Chicoutimi, March 18, 1930.

J. ERN. BLACKBURN,
1614-12-2 Secretary.

THE TOWN OF CHICOUTIMI

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "tender for bonds", for the purchase of an issue of bonds dated from the 1st of May, 1930, for \$89,800.00, redeemable serially in 10 years or 29 years at the option of the tenderers and bearing interest at the rate of 5% or 5½%, equally at the option of the tenderers (namely four tenders), will be received by the undersigned until 4 p.m., o'clock Monday, April 7 next.

qu'à 4 p.m. hrs. lundi, le 7 avril prochain. Intérêt payable semi-annuellement les 1er mai et novembre de chaque année.

Le capital et les intérêts sont payables aux bureaux de la Banque Canadienne Nationale à Chicoutimi, Québec ou Montréal.

Chaque soumissionnaire devra accompagner ses soumissions d'un seul chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt. Toute soumission devra spécifier si les intérêts accrus sont compris ou non dans le prix de la soumission.

La Ville se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Chicoutimi, 19 mars 1930.

Le greffier,
D.-V. MORRIER.

1623—12-2

CITÉ DE SHAWINIGAN FALLS

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour Obligations" seront reçues par le soussigné, jusqu'à 5 heures p.m., le mercredi, 16 avril 1930, pour l'achat d'obligations au montant de \$189,500.00. Ces obligations seront datées du 1er mai 1930, et remboursables par séries en versements annuels, du 1er novembre 1930 au 1er novembre 1968. Intérêt 5% l'an payable semi-annuellement (1er mai et 1er novembre). Capital et intérêt payables à la Banque Canadienne Nationale, à Shawinigan Falls, à Québec ou à Montréal. Ces obligations sont par coupures de \$500.00 et \$1,000.00 et peuvent être enregistrées. Objet de l'emprunt: Construction égouts, aqueducs, pavage en béton et acquisition d'équipement départemental.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque égal à 1% du montant total de cet emprunt. Un intérêt au taux de 5% sera payé, jusqu'à la date de la livraison de son dépôt, au soumissionnaire dont l'offre aura été acceptée.

Toute soumission devra spécifier si les intérêts accrus sont compris ou non dans le prix de la soumission. Les soumissions contenant des conditions autres que celles ci-dessus énumérées seront rejetées.

Les soumissions seront ouvertes et prises en considération à une séance du conseil municipal de la dite cité, qui sera tenue à l'Hôtel-de-Ville, le mercredi, 16 avril 1930, à 8 heures p.m.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Shawinigan Falls, le 25 mars 1930.

Le secrétaire-trésorier,
A.-J. MEUNIER.

1737

Interest payable semi-annually the 1st of May and November of each year.

The capital and interest shall be payable at the offices of La Banque Canadienne Nationale at Chicoutimi, Quebec or Montreal.

Each tenderer must include with his tender one accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan. Every tender must specify if the accrued interest is comprised or not in the price of the tender.

The Town reserves the right of accepting neither the highest or any of the tenders.

Chicoutimi, March 19, 1930.

D. V. MORRIER,
Clerk.

1624—12-2

CITY OF SHAWINIGAN FALLS

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tender for Bonds", will be received by the undersigned, until 5 o'clock p.m., on Wednesday, April the 16th, 1930, for the purchase of bonds for an amount of \$189,500.00. These bonds are dated the 1st of May, 1930 and redeemable by series of annual payments from November 1st 1930, to November 1st, 1968. Interest 5% per annum payable semi-annually (1st May and 1st November). Capital and interest payable at the Banque Canadienne Nationale, at Shawinigan Falls, at Quebec or at Montreal.

These bonds are in denomination of \$500.00 and \$1,000.00 and may be registered. Object of loan: Construction of sewers, aqueducts, cement pavement and acquisition of departmental equipment.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the total amount of the loan. Interest at the rate of 5% will be paid up to the date of delivery on his deposit to the tenderer whose offer shall have been accepted.

Each tender must specify if the accrued interest is included or not in the price of the tender. Tenders containing conditions other than those hereabove enumerated will be rejected.

Tenders will be opened and taken in consideration at a regular meeting of the Municipal Council of said City, which will be held on Wednesday, the 16th of April, 1930, at 8 o'clock p.m., at the City-Hall.

The City Council reserves the right to neither accept the highest or any of the tenders.

Shawinigan Falls, March 25th, 1930.

A. J. MEUNIER,
Secretary-Treasurer.

1738

Ventes d'effets non réclamés

A CEUX QUI LES PRESENTES VERRONT:

Avis est par les présentes donné, que tous les articles reçus avant le vingt-huitième jour de février, A. D., 1929, et qui demeurent non réclamés ou autrement dans les bureaux de la "Canadian Express", à différents endroits dans les provinces d'Ontario, Québec, Nouveau Brunswick, Nouvelle-Ecosse et de l'Île du Prince-Edouard, seront vendus par encan public, au plus haut enchérisseur, par l'encanteur de la compagnie, Walter-M. Kearns, 1240 rue Université, Montréal, Qué., à dix heures de l'avant-midi, mardi, le

Sales of unclaimed freight

TO WHOM IT MAY CONCERN:—

Notice is hereby given that all goods received previous to the twenty eighth of February, A. D., 1929, and still remaining unclaimed or otherwise in the offices of the "Canadian National Express", at different points in the Provinces of Ontario, Quebec, New Brunswick, Nova Scotia and Prince Edward Island, will be sold by public auction to the highest bidder, by the Company's auctioneer, Walter M. Kearns, 1240 University street, Montreal, Que., at ten o'clock in the forenoon, on Tuesday, the sixth day of May, A. D.,

sixième jour de mai, A. D., 1930, à moins que les dits articles ne soient réclamés avant cette date et que tous les frais sur iceux soient acquittés.

Daté à Montréal, Que., ce sixième jour de mars, 1930.

Canadien National Express,
Montréal, Qué.

1439—11-6

Le gérant général,
W.-C. MUIR.

1930, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Dated at Montreal, Que., this sixth day of March 1930.

Canadian National Express,
Montreal, Que.

1440—11-6

W. C. MUIR,
General Manager.

Ventes—Loi de faillite

Province de Québec, District de Joliette, Cour Supérieure No 99. En faillite, division de faillite No 8. In re: Roch Gareau, cultivateur, de la paroisse de Saint-Esprit, district de Joliette, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que les immeubles suivants, ceux désignés aux sous-paragraphe A, B, C, D et E seront vendus à l'enchère publique, MARDI, le VINGT-NEUVIEME jour du mois d'AVRIL 1930, à DIX heures de l'avant-midi, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Esprit, celui désigné au sous-paragraphe F, le même jour, VINGT-NEUVIEME jour d'AVRIL 1930, à MIDI, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Lin; et celui désigné au sous-paragraphe G, le TRENTIEME jour du mois d'AVRIL 1930, à DIX heures de l'avant-midi, à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Julienne, savoir:

a. Une terre située en la paroisse de Saint-Esprit, contenant en superficie soixante et seize arpents et treize perches, connue sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Esprit, sous le No 14—avec les bâtisses y érigées;

b. Une terre située en la paroisse de Saint-Esprit, contenant en superficie 64 arpents, connue sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite paroisse sous le No 16—avec les bâtisses y érigées;

c. Une terre située en la paroisse de Saint-Esprit, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse sous les Nos 19 et 20—avec les bâtisses y érigées;

d. Une partie de terre située en la dite paroisse de Saint-Esprit, contenant ce qu'il peut y avoir dans les bornes suivantes: En front par le chemin du Roi, en arrière par la ligne qui sépare la paroisse de Saint-Esprit de celle de Saint-Roch, d'un côté à la terre de M. Hermas Henri, et de l'autre côté au No 20 et aux terrains de Saint-Lin, connue aux plan et livre de renvoi officiels susdits, comme faisant partie du No 18 (p. No 18);

e. Une terre en bois debout située en la dite paroisse de Saint-Esprit, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels susdits, sous le No 75, étant une érablière avec le grément de l'érablière y établie;

f. Une autre partie de terre située en la paroisse de Saint-Roch, maintenant de Saint-Lin, contenant en superficie trente arpents, plus ou moins, bornée dans un bout aux terres de Saint-Esprit, à l'autre bout au terrain de M. Courtemanche, d'un côté à H. Henri et de l'autre côté à P. Ethier, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Roch de l'Achigan, comme faisant partie des Nos 639 et 640 (p. Nos 639 et 640);

g. Une terre à bois située à Sainte-Julienne, contenant deux arpents et demi de front sur quatorze arpents de profondeur, bornée dans un bout

Province of Quebec, District of Joliette, Superior Court, No. 99. In Bankruptcy, Bankruptcy Division No. 8. In re: Roch Gareau, farmer, of the parish of St. Esprit, district of Joliette, authorized assignor.

Notice is hereby given that the following immoveables, those designated in sub-paragraphs A, B, C, D and E will be sold by public auction, on TUESDAY, the TWENTY NINTH day of the month of APRIL, 1930, at TEN o'clock in the forenoon, at the door of the parochial church of St. Esprit; that which is designated in sub-paragraph F, the same day, the TWENTY NINTH day of APRIL, 1930, at NOON, at the door of the parochial church of St. Lin; and that which is designated in sub-paragraph G, the THIRTIETH day of the month of APRIL, 1930, at TEN o'clock in the forenoon, at the door of the parochial church of Ste. Julienne, to wit:

a. A farm situate in the parish of St. Esprit, containing in superficies seventy six arpents and thirteen perches, known on the official cadastral plan and book of reference for the parish of St. Esprit, under No. 14—with the buildings thereon erected;

b. A farm situate in the parish of St. Esprit, containing in superficies 64 arpents, known on the official plan and book of reference for the said parish under No. 16—with the buildings thereon erected;

c. A farm situate in the parish of St. Esprit, known and designated on the official cadastral plan for the said parish under Nos. 19 and 20—with the buildings thereon erected;

d. A part of land situate in the said parish of St. Esprit, whatever may be contained within the following boundaries: In front by the King's Highway, in rear by the line which separates the parish of St. Esprit from that of St. Roch, on one side by the land of Mr. Hermas Henri, and on the other side by No. 20 and by the lands of St. Lin, known on the aforesaid official plan and book of reference as forming part of No. 18 (pt. No. 18);

e. A standing timber land situate in the said parish of St. Esprit, known and designated on the aforesaid official plan and book of reference under No. 75, being a maple-grove with the sugary equipment thereon;

f. Another part of land situate in the parish of St. Roch, now of St. Lin, containing in superficies thirty arpents, more or less; bounded on one end by the lands of St. Esprit, on the other end by the land of Mr. Courtemanche, on one side by H. Henri and on the other side by P. Ethier, known and designated on the official plan and book of reference for the parish of St. Roch de l'Achigan, as forming parts of Nos. 639 and 640 (pt. Nos. 639 and 640);

g. A timber land situate at Ste. Julienne, measuring two arpents and a half in front by fourteen arpents in depth, bounded on one end by

au cordon qui sépare le premier du deuxième rang, d'un côté à A. Grégoire, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse dans le deuxième rang de Kilkenny, sous le No 811.

Cette vente est faite conformément à un jugement rendu le 25 mars 1930, autorisant la vente, conformément à l'Article 45, sections 1, 2, 3 et 4 de la loi de faillite, qui équivaut à une vente par le shérif.

Conditions: Argent comptant.

Pour plus amples informations, s'adresser à

Le syndic,
J.-F. DANIEL.

1707—13-2

Canada, Province de Québec, District d'Iberville, No 85. Dans l'affaire de Joseph-G. Gagnon, de Lacadie, dans le district d'Iberville.

Avis est par les présentes donné que les immeubles suivants seront vendus à l'enchère publique, sur les lieux, MERCREDI, le TRENTIEME jour d'AVRIL mil neuf cent trente, à DEUX heures de l'après-midi, savoir:

Une terre connue et désignée comme étant les lots Nos 302, 303 et 304 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Marguerite-de-Blairfindie—avec maison et autres bâties dessus construites.

Cette vente est faite conformément à un jugement en date du 26 de mars 1930, autorisant la vente, conformément à l'article 45, Sections 1, 2, 3, 4, et suivantes de la loi de faillite, Chap. 11, S.R., Canada, 1927.

Cette vente équivaut à la vente par le shérif, et elle a l'effet du décret.

Conditions: Comptant.

Pour plus amples informations, s'adresser à

Le syndic,
ZACHARIE MARTIN.

Bureau: 40 Saint-Jacques,

Saint-Jean, P. Q.

Tél. 83.

1741—13-2

LA LOI DE FAILLITE

AVIS DE VENTE

Dans l'affaire de Philippe Guillemette, marchand général, Saint-Barnabé-Nord, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que JEUDI, le PREMIER jour de MAI 1930 à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Barnabé-Nord, Co. Saint-Maurice, l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement sis et situé en la paroisse de Saint-Barnabé, dans le village de la dite paroisse, et connu et désigné comme étant et faisant partie du lot de terre numéro deux cent trente (230) aux plan et livre de renvoi officiels du comté de Saint-Maurice, faits pour la paroisse de Saint-Barnabé, contenant un quart d'arpent de largeur sur un arpent et demi de profondeur, plus ou moins, à prendre à partir du milieu de la route publique qui fait le cordon du dit emplacement tenant en profondeur, à William L. Duhaime représentant Léger Boucher, au Nord-Est à Odilon Carbonneau représentant Thomas Mélançon et au Sud-Ouest à Alexis Gélinas, représentant Euchariste Rivard—avec maison, hangar, écurie et autres dépendances dessus érigées.

Les titres et certificats peuvent être examinés au bureau du soussigné en aucun temps.

Cette vente est faite conformément aux arti-

the *cordon* which separates the first from the second range, on one side by A. Grégoire, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said parish in the second range of Kilkenny, under No. 811.

This sale is made pursuant to a judgment rendered the 25th of March, 1930, authorizing the sale, pursuant to article 45, sections 1, 2, 3 and 4 of the Bankruptcy Act, and has the effect of a Sheriff's sale.

Conditions: Cash.

For further informations, apply to

J. F. DANIEL,
Trustee.

1708—13-2

Canada, Province of Quebec, District of Iberville, No. 85. In the matter of Joseph G. Gagnon, of Lacadie, District of Iberville. In Bankruptcy.

Notice is hereby given that the following immovables shall be sold by public auction, on the property, WEDNESDAY, the THIRTIETH day of APRIL nineteen hundred and thirty, at TWO o'clock in the afternoon, to wit:

A part of land known as lots Nos 302, 303, 304 of the official cadastre of the Parish of Sainte Marguerite de Blairfindie—with the buildings thereon erected.

This sale is thus made pursuant to a judgment dated March, the 26, 1930, authorizing the sale, pursuant to article 45, sections 1, 2, 3, 4 and following and pursuant to the Bankruptcy Act, Chap. 11, R.S. Canada, 1927.

This sale is equivalent to and has the effect of a Sheriff's sale.

Conditions: Cash.

For further informations, apply to:

ZACHARIE MARTIN,
Trustee.

Office: 40 Saint Jacques,

Saint Jean, P. Q.

Tel. 83.

1742—13-2

THE BANKRUPTCY ACT

NOTICE OF SALE

In the matter of Philippe Guillemette, general merchant, Saint Barnabé Nord, Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the FIRST day of MAY, 1930, at TEN o'clock in the forenoon, there shall be sold by public auction at the parochial church door of the parish of Saint Barnabé Nord, Co. Saint Maurice, the following immovable, to wit:

An emplacement being and situate in the Parish of Saint Barnabé, in the village of the said Parish, and known and designated as being and forming part of the lot of land number two hundred and thirty (230) on the official plan and book of reference for the county of Saint Maurice, made for the Parish of Saint Barnabé, containing one quarter of an arpent in width by one arpent and one half in depth, more or less, to be taken from the middle of the public highway which makes the *cordon* for the said emplacement, bounded in depth by William L. Duhaime representing Léger Boucher, on the northeast by Odilon Carbonneau representing Thomas Mélançon and on the southwest by Alexis Gélinas, representing Euchariste Rivard—with house, shed, stable and other dependencies thereon erected.

The titles and certificates may be examined at the office of the undersigned at any time.

The said sale shall be made pursuant to arti-

cles 716, 717 C.P.C. et article 45 de la Loi de Faillite et a les mêmes effets qu'une vente par le Shérif.

Conditions de paiement: 20% comptant et la balance sous trois jours.

Le syndic autorisé,
NAPOLEON ALARIE.

Bureau: 20 rue Alexandre,
Les Trois-Rivières, le 25 mars 1930.
1743—13-2

Canada, Province de Quebec, District de Montréal, No 285. Dans l'affaire de Honoré Robert, marchand, de Saint-Hyacinthe, et faisant affaire seul sous le nom de "Robert Motor Sales", à Montréal.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

Une terre située en la paroisse de Saint-Marcel, et connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, sous les lots numéros cent quarante-six et cent quarante-sept (146 et 147) — avec les bâtisses y érigées. Cette terre est située au quatrième rang de ladite paroisse et a une superficie de cent vingt arpents, plus ou moins, dont quatre arpents et demi de largeur au front, sur le quatrième rang, sur trente et un arpents de profondeur, mais n'ayant que trois arpents de largeur aux abouts du deuxième rang; ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées, audit immeuble.

Sera vendue suivant un jugement de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, en matière de faillite, rendu le 23 novembre 1929, portant le No 285 des dossiers de ladite Cour, aux enchères publiques suivant les dispositions de l'article 45, sous-paragraphes 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 de la loi de faillite, après les avis donnés suivant les dispositions du Code de procédure civile pour la vente des immeubles en cette Province, et de façon à donner à la dite vente l'effet du décret, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Marcel, MERCREDI, le VINGT-TROISIEME jour du mois d'AVRIL mil neuf cent trente, à ONZE heures de l'avant-midi.

Conditions de paiement: 10% comptant et la balance sous trois jours.

Pour informations et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le syndic,
VINCENT LAMARRE.

Bureau: 19, rue Saint-Jacques-Est,
Montréal.
Montréal, le 19 mars 1930. 1621—12-2

LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de la Succession de feu Adélarde Guérard, Québec, faillie.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL 1930, à ONZE heures a.m.,

Sera vendu par encan public à notre bureau, 101 rue Saint-Pierre, Québec, l'immeuble en cette affaire comme suit:

Un terrain ou emplacement à l'encoignure des rues Saint-Bonaventure et Montmagny, à Saint-Malo de Québec, maintenant connu et désigné sous le numéro trois cent treize des subdivisions du lot originaire deux mille trois cent un (313 de 2301) du cadastre officiel pour la paroisse Saint-Sauveur de Québec—avec bâtisses et dépendances.

cles 716, 717 C.C.P. and article 45 of the Bankruptcy Act, which gives it the effect of a Sheriff's sale.

Conditions of payment: 20% cash and the balance within three days.

NAPOLEON ALARIE,
Authorized Trustee.

Office: 20 Alexandre street,
Trois Rivières, March 25, 1930.

1744—13-2

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No. 285. In the matter of Honoré Robert, merchant, of St. Hyacinthe, and carrying on business alone under the name of "Robert Motor Sales", at Montreal.

Public notice is hereby given that the immovable designated as follows:

A farm situate in the parish of St. Marcel, and known and designated on the official plan and book of reference for the said parish under lots numbers one hundred and forty six and one hundred and forty seven (146 and 147) —with the buildings thereon erected. Such farm being situated in the fourth range of the said parish and containing one hundred and twenty arpents in area, more or less, of which four and one half arpents in width in front, on the fourth range, by thirty one arpents in depth, but having only three arpents in width at the abutments of the second range; such as the whole exists actually, with the servitudes active and passive, apparent or occult, attached to the said immovables.

Will be sold according to a judgment of the Superior Court for the district of Montreal, in Bankruptcy matters, rendered the 23rd of November, 1929, bearing No. 285 on the records of the said Court, at public auction, pursuant to the provisions of article 45, sub-paragraphs 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8 of the Bankruptcy Act, after the notices given according the provisions of the Code of Civil Procedure, for the sale of immovables in this Province, and in such manner as to give the said sale the effect of a sheriff's sale, at the parochial church door of St. Marcel, on WEDNESDAY, the TWENTY THIRD day of the month of APRIL, nineteen hundred and thirty, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Conditions of payment: 10% cash and the balance in three days.

For information and list of charges, apply to the undersigned.

VINCENT LAMARRE,
Trustee.

Office: 19, St. James Street-East,
Montreal.
Montreal, March 19, 1930. 1622—12-2

THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

In the matter of Estate of late Adélarde Guérard, Quebec, Bankrupt.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the SEVENTEENTH day of APRIL, 1930, at ELEVEN o'clock a.m.,

Will be sold by public auction at our office, 101 St. Peter St., Quebec, the property in this matter as follows:

One lot of land situated corner of St. Bonaventure and Montmagny Streets, St. Malo, Quebec, now known and designated under number three hundred and thirteen of the subdivisions of original lot two thousand three hundred and one (313 of 2301) of the official cadastre for the parish of St. Sauveur of Quebec, —with buildings and dependencies.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C. P. C. et aussi à l'article 45 de la Loi de Faillite, qui équivaut à une vente par le shérif.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau des syndics soussignés.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Les syndics,

BEDARD & BELANGER.

Bureau: 101, rue Saint-Pierre,
Québec, le 12 mars 1930.

1505—11-2

Canada, Province de Québec, District de Montréal, No 38. Dans l'affaire de: Armand Boily, avocat, de Roberval, dans le district de Roberval, failli.

Avis est par les présentes donné que les immeubles suivants seront vendus à l'enchère publique, au bureau d'enregistrement à Hébertville Village, comté du Lac Saint-Jean, MARDI, le QUINZIEME jour d'AVRIL, mil neuf cent trente, à DEUX heures de l'après-midi, savoir:

Conduits ou tuyaux d'aqueduc en bois vendus par la "Standard Wood Pipe, Company", sur une longueur d'environ sept mille quatre cent vingt pieds (7,420) de dix-huit pouces de diamètre et d'environ deux mille cent soixante-cinq pieds (2,165) de vingt pouces de diamètre, incorporés aux lots cadastraux un et deux (1 et 2) rang trois ouest Mésy, dix-neuf-A, dix-neuf-B, dix-neuf-E, vingt-A et vingt-D, (19-A, 19-B, 19-E, 20-A et 20-D), rang deux ouest Mésy.

Cette vente est faite conformément à un jugement en date du 11 de mars 1930, autorisant la vente, conformément à l'article 45, Sections 1, 2, 3, 4 et suivantes de la loi de faillite, Chap. 11, S. R. Canada, 1927.

Cette vente équivaut à la vente par le shérif, et elle a l'effet du décret.

Conditions: Comptant.

Pour plus amples informations, s'adresser à

Le syndic,

O.-A. BEGIN.

Bureau: 266, rue Saint-Jacques Ouest,
Montréal.

1471—11-2

Canada, Province de Québec, District de Montréal, No 38.

Dans l'affaire de: Armand Boily, avocat, de Roberval, dans le district de Roberval, failli.

Avis est par les présentes donné que les immeubles suivants seront vendus à l'enchère publique, au bureau d'enregistrement à Hébertville Village, comté du Lac Saint-Jean, MARDI, le QUINZIEME jour d'AVRIL, mil neuf cent trente, à DEUX heures de l'après-midi, savoir:

Tous ces systèmes d'aqueduc, dans les cantons de Mésy, Labarre, Caron et Signai, comme suit:

a. TUYAU PRINCIPAL.—1. Conduites ou tuyaux d'aqueduc en acier de huit pouces de diamètre, sur une longueur d'environ sept mille quatre cent vingt pieds, à partir de la prise d'eau sur le lot un (1) du troisième rang ouest au cadastre du canton Mésy et traversant les lots un et deux (1 & 2) dans le troisième rang ouest, les lots dix-neuf-B, dix-neuf-E, vingt-D, vingt et un-C, vingt et un-D, vingt-C, vingt-A, dix-neuf, A, dix-huit, (19-B, 19-E, 20-D, 21-C, 21-D, 20-C, 20-A, 19-A, 18) du deuxième rang ouest, au cadastre du canton Mésy.

2. Conduites ou tuyaux d'aqueduc en acier de six pouces de diamètre sur une longueur d'environ seize mille neuf cents pieds (16,900) à partir

This sale is made pursuant to Articles 716 and 717 of the C. C. P. and also to Article 45 of the Bankruptcy Act, which gives this sale the effects of a sheriff's sale.

Titles and certificates may be examined at any time at the office of the undersigned trustees.

Terms of payment: Cash.

BEDARD & BELANGER,

Trustees.

Office: 101, St. Peter St.,

Quebec, March 12th, 1930.

1506—11-2

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No. 38. In the matter of: Armand Boily, Advocate, of Roberval, in the District of Roberval, In Bankruptcy.

Notice is hereby given that the following immoveables shall be sold by public auction at the Registry Office, at Hébertville Village, county of Lake Saint John, TUESDAY, the FIFTEENTH day of APRIL, nineteen hundred and thirty, at TWO o'clock in the afternoon, to wit:

Conduits or waterworks wooden pipes sold by "Standard Wood Pipe, Company", on a length of about seven thousand four hundred and twenty feet (7,420) of eighteen inches in diameter and of about two thousand one hundred and sixty-five feet, (2,165) of twenty inches in diameter, incorporated with the cadastral lots numbers one and two (1 and 2) range three west Mesy, nineteen-A, nineteen-B, nineteen-E, twenty-A, and twenty-D, (19-A, 19-B, 19-E, 20-A and 20-D), range two West Mesy.

This sale is made pursuant to a judgment, dated March, the 11th., 1930, authorizing the sale, pursuant to Article 45, Sections 1, 2, 3, 4 and followings and pursuant to the Bankruptcy Act, Chap. 11, R. S. Canada, 1927.

This sale is equivalent to and has the effect of a Sheriff's sale.

Conditions: Cash.

For further informations, apply to:

O. A. BEGIN,

Trustee.

Office: 266, Saint James Street West,

Montreal.

1472—11-2

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No. 38.

In the matter of Armand Boily, avocat, of Roberval, in the district of Roberval, in bankruptcy.

Notice is hereby given that the following immoveables shall be sold by public auction, on TUESDAY, the FIFTEENTH day of APRIL, nineteen hundred and thirty, at TWO o'clock in the afternoon, at the registry office, at Hébertville Village, County of Lake St. John, to wit:

All those systems of waterworks, in the township of Mésy, Labarre, Caron and Signai, as follows:

a. MAIN PIPE.—1. Conduits or aqueduct steel pipes of eight inches in diameter, for a length of about seven thousand four hundred and twenty feet, from the intake of the water on the cadastral lot one (1) of the third range west, in the township of Mesy and crossing the cadastral lots nineteen-B, nineteen-E, twenty-D, twenty one-C, twenty one D, twenty-C, twenty-A, nineteen-A, eighteen (19-B, 19-E, 20-D, 21-C, 21-D, 20-C, 20-A, 19-A, 18) in the second range, of the township of Mesy.

2. Conduits or aqueduct steel pipes of six inches in diameter for a length of about sixteen thousand nine hundred feet (16,900) from the lot

point de rencontre de ce même tuyau avec celui posé par la Compagnie d'Aqueduc du Lac Saint-Jean, lequel point de rencontre est censé être sur le lot numéro vingt-A, dans le premier rang, Canton Caron.

2. Conduites ou tuyaux d'aqueduc de deux pouces et un pouce et demi de diamètre à partir du tuyau principal sur le lot douze (12) du rang ouest du chemin Kénogami, du canton Labarre et traversant les lots douze, treize, quatorze, quinze, seize-A, seize-B, dix-sept-A, dix-sept-B, dix-sept-C, (12, 13, 14, 15, 16-A, 16-B, 17-A, 17-B, 17-C) du dit rang ouest et les lots dix-huit-A, dix-huit-B, (18-A, 18-B) du rang B, canton Signai et suivant le chemin public entre les lots vingt-A, vingt-B, vingt-C, (20-A, 20-B, 20-C) et à travers les lots dix-neuf et vingt et un-A (19 & 21-A) du rang D, canton Signai;

3. Conduites ou tuyaux d'aqueduc à partir du tuyau principal sur le lot quatorze (14) du rang ouest, chemin Kénogami, suivant la ligne entre le rang un (1) ouest du canton Labarre jusqu'au lot dix-huit-A et dix-huit-B, (18-A & 18-B) inclusivement du rang D, Canton Signai; et de là à travers les lots dix-neuf, vingt-B, vingt-C et vingt et un-A (19, 20-B, 20-C & 21-A) du rang D, dit canton Signai et le chemin public jusqu'au lot trente-cinq-B (35-B), du rang deux (2) du dit canton Signai;

4. Conduites ou tuyaux d'aqueduc de deux pouces et deux pouces et demi de diamètre sur une longueur de sept mille six cent cinquante pieds (7,650) environ, à partir du tuyau principal et suivant le parcours du chemin public traversant le rang cinq (5) du dit canton Signai, lequel chemin traverse les lots treize, quatorze, quinze, seize-A, seize-B, dix-sept-A, dix-sept-B, dix-huit, dix-neuf, vingt, vingt et un (13, 14, 15, 16-A, 16-B, 17-A, 17-B, 18, 19, 20, 21) du rang cinq (5) canton Signai pour la suivre la ligne de division entre les rangs cinq et six du canton Signai;

5. Conduites ou tuyaux d'aqueduc de deux pouces et deux pouces et demi de diamètre à partir du tuyau principal suivant le parcours du chemin public entre les rangs six et sept (6 & 7) du canton Signai, jusqu'au lot vingt-cinq (25) du sixième rang du dit canton.

c. Ce morceau de terre situé dans le Canton Méty, contenant d'après arpentage, cent vingt (120) acres, plus ou moins et connu et désigné au cadastre officiel du dit Canton Méty, sous le numéro un (1) du troisième rang ouest de ce canton.

d. Tous les accessoires du dit système d'aqueduc comprenant la prise d'eau, le réservoir, les bornes-fontaines, les tuyaux, les valves, les "connections", les extensions et raccordements, appartenant au système d'aqueduc ci-dessus décrit.

e. Tous les privilèges, droits et permis, installations, servitudes actives, concessions, exemptions, revenus, exploitations, abonnements, choses et contrats dépendant du système d'aqueduc ci-dessus décrit ou s'y rapportant.

f. Tous les droits, titres et intérêts résultant des actes de conventions et de servitudes ou autres, ou en rapport avec le système d'aqueduc ci-dessus décrit, et notamment:

a. Tous les droits, titres et intérêts résultant d'un acte de cession, consenti par la Compagnie d'Aqueduc Hébert, Hébertville, passé devant le notaire P.-A. Hudon, le 15 novembre 1915, et dont copie est enregistrée au bureau d'enre-

which joint spot is supposed to be on the lot number twenty-A, in the first range, township Caron;

2. Conduits or aqueduct pipes of two inches and of one inch and a half in diameter from the main pipe on the lot twelve (12) of West range of Kenogami road, township of Labarre, and crossing the lots twelve, thirteen, fourteen, fifteen sixteen-A, sixteen-B, seventeen-A, seventeen-B, seventeen-C (12, 13, 14, 15, 16-A, 16-B, 17-A, 17-B, 17-C) of said range West, and the lots eighteen-A, and eighteen-B (18-A and 18-B) of range B, township of Signai, and following the public road between the lots twenty-A, twenty-B, twenty-C (20-A, 20-B, 20-C) across the lots nineteen and twenty one-A (19 and 21-A) of range D, township of Signai;

3. Conduits or aqueduct pipes from the main pipe on lot fourteen (14) of West range, Kenogami road, following the line between the range one (1) West of township of Labarre, as far as to the lots eighteen-A and eighteen-B (18-A and 18-B) inclusively, of range D, township of Signai; and thence, crossing nineteen, twenty-B, twenty-C and twenty one A (19, 20-B, 20-C and 21-A) of range D, said township of Signai, and the public road to the lot thirty five-B (35-B) of range two (2) in said township of Signai;

4. Conduits or aqueduct pipes of two inches and two inches and a half in diameter on a length of about seven thousand six hundred and fifty feet, (7,650) from the main pipe, and following the public road, crossing the range five (5) said township of Signai, which road crosses the lots thirteen, fourteen, fifteen, sixteen-A, sixteen-B, seventeen-A, seventeen-B, eighteen, nineteen, twenty, twenty-one (13, 14, 15, 16-A, 16-B, 17-A, 17-B, 18, 19, 20, 21) of range five (5) township of Signai, and thence following the division line between the ranges five and six in the township of Signai;

5. Conduits or aqueduct pipes of two inches and two inches and a half in diameter from the main pipe, following the public road between the ranges six and seven (6 & 7) in the township of Signai, as far as to the lot twenty five (25) in the said township of Signai.

c. A piece of land situated in the township of Mesy, containing as per land-surveying, one hundred and twenty (120) acres, more or less, and known and designated at the official cadastre of said township of Mesy as the number one (1) of third range West of said township.

d. All the accessories belonging to the waterworks system, including the intake of the water, the reservoir, the hydrants, the pipes, the valves and connections and the extensions and joinings belonging to the said water works system herein before described.

e. All the privileges, rights and permits, installations, active servitudes, concessions, exemptions, revenues, exploitations, water-rates, things and contracts, belonging to the waterworks system herein before described and thereto connected.

f. All the rights, titles and interests resulted in deeds of agreement and servitudes or other or connected with the system of waterworks, herein before described, and particularly:

a. All the rights, titles and interests resulting in a deed of cession consented by "La Compagnie d'Aqueduc Hébert", Hebertville, passed before Notary P. A. Hudon, on the 15th of November, 1915, whereof a copy is registered at the registry

gistroment de la division No 1, comté du Lac Saint-Jean, au Reg. A, Vol. 23, No 20441;

b. Tous les droits, titres et intérêts résultant des conventions mentionnées dans le bordereau passé devant le notaire P.-A. Hudon, le 4 mai 1917, et enregistré au dit bureau d'enregistrement, au Reg. A, Vol. 19, No 17670, et consistant entr'autres choses, de servitudes actives y mentionnées affectant les lots cadastraux suivants:

1. Le lot quatorze (14) rang ouest Labarre, appartenant à Thomas Tremblay;
2. Le lot dix (10) rang un ouest Labarre, appartenant à Isidore Therriault;
3. Le lot un-A (1-A) rang quatre Labarre, appartenant à Joseph Gaudreault;
4. Les lots un-A et un-B (1-A & 1-B) rang quatre Labarre, appartenant à Dieudonné Gaudreault;
5. Le lot onze (11) rang deux ouest Labarre, appartenant à Thomas Langevin;
6. Le lot deux (2) rang quatre Labarre, appartenant à Joseph Bergeron;
7. Le lot trois (3) rang quatre Labarre, appartenant à Léandre Tremblay;
8. Le lot cinq (5) rang quatre Labarre, appartenant à Frs. Tremblay;
9. Le lot treize (13), rang quatre Signai, appartenant à Noël Morin;
10. Le lot treize (13), rang cinq Signai, appartenant à Pierre Tremblay;
11. Le lot seize (16), rang quatre Labarre, appartenant à Georges Gagnon;
12. Le lot treize-A (13-A), rang six Signai, appartenant à Louis Jean;
13. Les lots onze-B, douze et treize (11-B, 12 & 13), rang ouest, Labarre, appartenant alors à François Lapointe.

Consistant aussi dans le droit de passer sous la voie ferré à un endroit se trouvant, aux termes de l'acte intervenu entre Alphonse Aubin et "Quebec & Lac Saint Jean, Co", sur le lot onze (11), rang deux ouest Labarre;

g. Tous les droits, titres, intérêts et privilèges résultant d'un acte de conventions passé entre la Corporation Municipale du Village de Notre-Dame d'Hébertville et Monsieur Alphonse Aubin, exécuté devant le notaire P.-A. Hudon, le 20 août 1915, et dont copie est enregistrée au dit bureau d'enregistrement, au Reg. A, Vol. 16, No 16100;

Le tout sujet aux servitudes passives affectant le dit système d'aqueduc y compris les obligations étant à la charge du dit Armand Boily, relativement à la fourniture de l'eau et qui n'auraient pas été effacées par la vente du dit système d'aqueduc, équivalent à la vente par le shérif et ayant l'effet du décret. (Sont exceptés, les conduits ou tuyaux d'aqueduc en bois vendus par la "Standard Wood Pipe Company" sur une longueur d'environ sept mille quatre cent vingt pieds (7,420) de dix-huit pouces de diamètre et d'environ deux mille cent soixante-cinq pieds (2,165) de vingt pouces de diamètre).

Cette vente est faite conformément à un jugement en date du 11 mars 1930, autorisant la vente, conformément à l'article 45, Sections 1, 2, 3, 4 et suivantes de la loi de faillite, Chap. 11, S. R. Canada, 1927.

Cette vente équivaut à la vente par le shérif et elle a l'effet du décret.

Conditions: Comptant.

Pour plus amples informations, s'adresser à:

Le syndic,
O.-A. BEGIN.

Bureau: 266, rue Saint-Jacques Ouest,
Montréal.

1473-11-2

division No 1, County of Lake St. John, in Reg. A, Vol. 23, No. 20441;

b. All the rights, titles and interests resulting in agreements mentioned in a bordereau passed before Notary P. A. Hudon, on the 4th of May, 1917, registered in said registry office, in Reg. A, Vol. 19, No. 17670, and consisting among other things of active servitudes mentioned therein affecting the following cadastral lots:

1. The lot fourteen (14) range West Labarre, belonging to Thomas Tremblay;
2. The lot ten (10) range one West Labarre, belonging to Isidore Therriault;
3. The lot one-A (1-A) range four Labarre, belonging to Joseph Gaudreault;
4. The lot one-A and one-B (1-A and 1-B) range four Labarre, belonging to Dieudonné Gaudreault;
5. The lot eleven (11) range two West Labarre; belonging to Thomas Langevin;
6. The lot two (2) range four Labarre, belonging to Joseph Bergeron;
7. The lot three (3) range four Labarre, belonging to Léandre Tremblay;
8. The lot five (5) range four Labarre, belonging to Frs. Tremblay;
9. The lot thirteen (13), range four Signai, belonging to Noël Morin;
10. The lot thirteen (13), range five Signai, belonging to Pierre Tremblay;
11. The lot sixteen (16), range four Labarre, belonging to Georges Gagnon;
12. The lot thirteen-A (13-A), range six Signai, belonging to Louis Jean;
13. The lots eleven-B, twelve and thirteen (11-B, 12 and 13), range West Labarre, then belonging to François Lapointe.

Consisting also of the right of way under the railway at a spot being described as the lot number eleven (11) range two West Labarre, in the deed intervened between Alphonse Aubin and Quebec and Lac St. Jean Co.

g. All the rights, titles, interests and privileges resulting in a deed of agreement passed between the Municipal Corporation of the Village of Notre-Dame of Hébertville and Mr. Alphonse Aubin, executed before Notary P. A. Hudon, on the 20th of August, 1915, whereas a copy is registered in said registry office, in Reg. A, Vol. 16, No. 16100.

The whole subject to the passive servitudes affecting the said system of waterworks, including the obligations encumbering the said Armand Boily, in connection with the water-supply and which shall not be wiped out by the sale of the said system of waterworks equivalent to and having the same effect of a Sheriff's sale. (Are excepted conduits or aqueduct wooden pipes sold by "Standard Wood Pipe Company" on a length of about seven thousand four hundred and twenty feet of eighteen inches in diameter (7,420) and of about two thousand one hundred and sixty five feet (2,165) of twenty inches in diameter).

This sale is made pursuant to a judgment, dated March, the 11th, 1930, authorizing the sale, pursuant to Article 45, Sections 2, 3, 4 and followings, and pursuant to the Bankruptcy Act, chap. 11, R. S. Canada, 1927.

This sale is equivalent to and has the effect of a Sheriff's sale.

Conditions: Cash.

For further informations, apply to:

O. A. BEGIN,
Trustee.

Office: 266, St. James St., West.
Montreal.

1474-11-2

VENTES PAR LE SHÉRIF ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

Cour Supérieure.—District de Trois-Rivières.

No 86. } J. ELZEAR JACOB, commerçant, de Saint-Narcisse, P. Q., demandeur; vs JOS.-F. BROUILLETTE, ci-devant du même lieu et maintenant de La Reine, P. Q., défendeur, à savoir:

Comme appartenant audit défendeur, la moitié ($\frac{1}{2}$) est du lot de terre portant le No huit (8) et le lot de terre portant le No neuf (9) du rang No un (1) du cadastre officiel pour le canton Desmeloizes—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de La Reine, MARDI, le HUITIEME jour d'AVRIL en l'année mil neuf cent trente, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
J.-U. DUMONT.
Bureau du shérif,
Amos, 3 mars 1930.
[Première publication, 8 mars 1930]
1325—10-2

SHERIFF'S SALES ABITIBI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

Superior Court.—District of Trois-Rivières.

No. 86. } J. ELZEAR JACOB, trader, of Saint Narcisse, P. Q., plaintiff; vs JOS F. BROUILLETTE, heretofore of the same place and now of La Reine, P.Q., defendant, to wit:

As belonging to the said defendant, the East half ($\frac{1}{2}$) of the lot of land bearing number eight (8) and the lot of land bearing number nine (9) of range number one (1) on the official cadastre for the township of Desmeloizes—with buildings circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of La Reine, on TUESDAY, the EIGHTH day of APRIL, in the year nineteen hundred and thirty, at TEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,
Sheriff.
Sheriff's Office,
Amos, March 3, 1930.
[First publication, March 8, 1930]
1326—10-2

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } DAME M. DESAULNIERS, demanderesse; vs DESIRE TURCOTTE, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

1. Une terre située dans le 9e rang de la paroisse de Saint-Albert-de-Warwick, connue et désignée au cadastre officiel du canton de Warwick comme étant le lot No 951, contenant environ 100 acres en superficie—avec les bâtisses y érigées.

2. Une autre terre située dans les mêmes rang et paroisse, connue et désignée au susdit cadastre comme étant la $\frac{1}{2}$ sud-ouest du lot No 955, contenant environ 50 acres en superficie, bornée des deux bouts par les cordons des rangs, du côté nord-est par D. Provencher et de l'autre côté par L. Richard ou représentants—circonstances et dépendances.

3. Un emplacement situé au village de Saint-Albert-de-Warwick, sur le côté nord-est de la route du 8e rang, connu et désigné au cadastre susmentionné comme partie du lot No 869, contenant $\frac{1}{2}$ arpent de large sur un arpent de profondeur, le tout plus ou moins, borné en front par la dite route, en profondeur et d'un côté par Isaïe Boisvert ou représentants et de l'autre côté par Moïse Boisvert ou représentants—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Albert-de-Warwick, le TRENTIEME

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } DAME M. DESAULNIERS, Plaintiff; vs DESIRE TURCOTTE, Defendant.

As belonging to said Defendant:

1. A certain piece of land situated in the 9th. range of the Parish of Saint Albert de Warwick, known and designated upon the official plan and book of reference for the Township of Warwick as being the lot No. 951, containing about 100 acres in superficies—with the buildings thereon erected.

2. Another piece of land situated in the same range and Parish, known and designated upon the aforesaid official plan as the South West $\frac{1}{2}$ of the lot No. 955, containing about 50 acres in superficies, bounded on both ends by the concessions lines, on the North East side by D. Provencher and on the other side by L. Richard or representatives—circumstances and dependencies.

3. An emplacement situated in the Village of Saint Albert de Warwick, on the North East side of the by-road of the 8th. range, known and designated upon the official plan above mentioned as part of the lot No. 869, containing $\frac{1}{2}$ arpent in width by one arpent in depth, the whole more or less, bounded in front by the said by-road, in rear and on one side by Isaïe Boisvert or representatives and on the other side by Moïse Boisvert or representatives—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Albert de Warwick, on the THIRTIETH

ME jour d'AVRIL prochain, (1930), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, le 25 mars 1930.
[Première publication, le 29 mars 1930]
1695—13-2

day of APRIL next, (1930), at TEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff's Office,
Arthabaska, March 25th., 1930.
[First publication, March 29th., 1930]
1696—13-2

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } DAME MARIE - ALINE
No 11-566. } DOYON, demanderesse; contre DOMINIQUE GILBERT, défendeur.

1. Un terrain ou emplacement à Saint-François, Beauce, étant le numéro (8) huit du cadastre de Saint-François-de-Beauce—avec bâtisses, circonstances et dépendances, appartenant audit Absolon Gilbert par la vente que lui a consentie Louis-Odée Poulin, devant P.-A. Angers, N.P., le 15 décembre 1926, enregistrée à Beauce, sous le numéro 101367;

2. Une terre contenant environ trois arpents de front sur la profondeur du rang Saint-Jean, étant le lot numéro mille trente-six "A" du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Joseph-de-Beauce; tenant au sud-est à la succession John Breaky, et au nord-ouest à Luc Gilbert, fils de Lambert Gilbert, représentant ce dernier;

3. Un certain terrain ou emplacement en le village de Saint-Joseph-de-Beauce—avec les bâtisses dessus construites, et maintenant connu comme étant le numéro six cent seize-A (616-A) du cadastre de Saint-Joseph-de-Beauce, borné au nord-est à la rue du dépôt, telle qu'elle est située actuellement, le tout suivant le procès-verbal de bornage dressé par l'arpenteur Garneau, dans le cours du mois de juin mil neuf cent vingt-quatre.

Pour être vendus, l'item (No 1) numéro un à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François, le HUITIEME jour d'AVRIL prochain 1930, à UNE heure de l'après-midi.

L'item numéro deux (2) à la porte de l'église de Saint-Joseph, le NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi, et l'item numéro trois (3) au bureau du shérif, au palais de justice aussi à Saint-Joseph, Beauce, le NEUVIEME jour d'Avril prochain, à DIX HEURES ET DEMIE de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT.
Saint-Joseph, Beauce, 28 février 1930.
[Première publication, 8 mars 1930]
1285—10-2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Canada, } CHARLES A. NUTT-
Province de Québec, } ING, demandeur; vs
No 343. } A. HERMÉNÉGILDE
POIRIER, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Un certain terrain connu comme étant le lot

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } DAME MARIE ALINE
No. 11-566. } DOYON, Plaintiff;
against DOMINIQUE GILBERT, Defendant.

1. A lot of land or emplacement at Saint François de Beauce, being number eight (8) on the official cadastre of Saint François de Beauce—with the buildings, circumstances and dependencies, belonging to the said Absolon Gilbert by the sale made to him by Louis Odée Poulin, before P. A. Angers, N.P., the 15th of December, 1926, registered at Beauce, under number 101367;

2. A farm measuring about three arpents in front by the depth of range Saint Jean, being lot number one thousand and thirty six "A" on the official cadastre of the parish of Saint-Joseph de Beauce; bounded on the southeast by the estate of John Breaky and on the northwest by Luc Gilbert, son of Lambert Gilbert representing the latter;

3. A certain lot of land or emplacement in the village of Saint Joseph de Beauce—with the buildings thereon erected, and now known as being number six hundred and sixteen-A (616-A) on the cadastre of Saint Joseph de Beauce, bounded on the northeast by the street of the station, such as it is now situated, the whole according to the boundary minutes drawn by the surveyor Garneau, in the course of the month of June, one thousand nine hundred and twenty four.

To be sold item (No. 1) number one at the door of the church of the parish of Saint François, the EIGHTH day of APRIL next, 1930, at ONE o'clock in the afternoon.

Item number two (2) at the door of the church of Saint Joseph, the NINTH day of APRIL next; at TEN o'clock in the forenoon and Item number three (3) at the office of the sheriff, at the Court House, also at Saint Joseph, Beauce, the NINTH day of APRIL next, at HALF PAST TEN in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff's Office.
Saint Joseph, Beauce, February 28, 1930.
[First publication, March 8, 1930]
1286—10-2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Canada, } CHARLES A. NUTT-
Province of Quebec, } ING, plaintiff; vs
No. 343. } A. HERMÉNÉGILDE
POIRIER, defendant.

As belonging to defendant:

A certain lot of land known as being lot number

numéro cinquante-deux (52) du plan cadastral officiel de la ville de Waterloo, district de Bedford, et toute cette partie du lot numéro cinquante-trois (53), du même plan cadastral de la dite ville de Waterloo, après déduction faite de la partie ouest du dit lot, vendue à Armand Cassavant, par acte de vente devant M^{re} A. Boulay, notaire, le 29 janvier 1924, et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Shefford, au registre B, volume 95, sous No 82269; borné le dit terrain comme suit: au nord-est par les lots quarante-sept et quarante-neuf, au sud-est par les lots numéros quarante-neuf et cinquante et un, au sud-ouest par la rue Nord, au nord-ouest par le résidu du dit lot numéro cinquante-trois, vendu comme plus haut cité—avec les bâtiesse dessus construites, entre autres, comprenant une manufacture.

Pour être vendu en bloc à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Bernardin-de-Waterloo, dans la ville de Waterloo, district de Bedford, le TRENTIEME jour d'AVRIL 1930, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, C. B. JAMESON.
Sweetsburg, Québec, le 25 mars 1930.

1745—13-2

[Première publication, 29 mars 1930]

fifty two (52), of the official cadastral plan for the town of Waterloo, district of Bedford, and all that part of lot number fifty three (53), on the same cadastral plan for the town of Waterloo, after deduction being made of the west part of the said lot, sold to Armand Cassavant, by deed of sale passed before M^{re} A. Boulay, notary, on the 29th of January, 1924, and registered at the registration office for the county of Shefford, in register B, volume 95, under No. 82269; the said lot of land being bounded as follows: on the northeast by lots forty seven and forty nine, on the southeast by lots number forty nine and fifty one, on the southwest by North Street, on the northwest by the residue of the said lot number fifty three, sold as above cited—with the buildings thereon erected, among others including a factory.

To be sold *en bloc* at the parochial church door of the parish of Saint Bernardin de Waterloo, in the town of Waterloo, district of Bedford, on the THIRTIETH day of APRIL, 1930, at TEN of the clock in the forenoon.

C. B. JAMESON,

Sheriff's office, Sheriff.
Sweetsburg, Quebec, March 25th, 1930.

1746—13-2

[First publication, March 29th, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, VALMORE SANTER-
Province de Québec, RE, demandeur;
District de Bedford, vs THE RICHFORD
No 326. NATIONAL BANK ET
AL, défendeurs, et JULES COTÉ, curateur au
délaissement.

Comme appartenant aux défendeurs:

1. Cette partie du lot numéro soixante et trois (63), des plan et livre de renvoi officiels du canton de Dunham, dans le district de Bedford, à être détachée de la partie est du dit lot, bornée et décrite comme suit: à l'ouest par le chemin public conduisant de Scotsmore à Dunbro; au nord par le chemin conduisant de Scotsmore à West Brome; à l'est par un autre chemin public sur la ligne de division du dit canton, et par la ligne de division ouest du lot numéro 64 du même canton, et au sud par la ligne sud du dit lot numéro 63, et la ligne nord du dit lot numéro 64, contenant, la dite partie du lot numéro soixante-trois, trente-deux acres de terre, plus ou moins, telle qu'acquise en vertu d'un acte de vente enregistré au bureau d'enregistrement pour le comté de Missisquoi, sous le numéro 40944—avec circonstances et dépendances.

2. Le lot numéro cent trente et un (131) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit canton de Dunham, dans le dit district de Bedford—avec les bâtiesse dessus érigées et les dépendances y attachant; le dit numéro contenant environ 17 acres de terre en superficie, plus ou moins.

3. Le lot numéro soixante et deux (62), des plan et livres de renvoi officiels du cadastre officiel du dit canton de Dunham,—avec les bâtiesse dessus construites et les dépendances y attachant; excepté cependant du dit lot numéro 62 une acre de terre à être détachée du côté est du chemin passant sur le dit lot et mesurée comme suit: huit perches le long du dit chemin sur vingt perches de profondeur—avec la maison en bois dessus érigées, le tout ayant appartenu à Dame Mary Jane Bridge, veuve de feu Loren Ingalls; le dit

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, VALMORE SANTER-
Province of Quebec, RE, Plaintiff; vs
District of Bedford, THE RICHFORD NA-
No. 326. TIONAL BANK ET AL,
Defendants; and JULES COTE, Curator to the
surrender.

As belonging to Defendants:

1. That part of lot number sixty three (63) on the official plan and book of reference for the township of Dunham, in the District of Bedford, to be detached from the East part of said lot, bounded and described as follows: on the West by the public Road leading from Scotsmore to Dunbro; on the North by the Road leading from Scotsmore to West Brome; on the East by another public Road on the division line of the said township, and by the division line West of lot number 64 of same township, and on the South by the line South of said lot number 63, and the line North of said lot number 64, said part of lot number sixty three containing thirty two acres of land, more or less, such as acquired in virtue of a deed of sale registered in the Registry Office for the County of Missisquoi, under number 40944—with circumstances and dependencies.

2. Lot number one hundred and thirty one (131) on the official cadastral plan and book of reference for the said township of Dunham, in the said district of Bedford—with the buildings thereon erected and the dependencies attached thereto; the said number containing about 17 acres of land in area, more or less.

3. Lot number sixty two (62) on the official cadastral plan and book of reference for the said township of Dunham—with the buildings thereon erected and the dependencies attached thereto, excepting however from the said lot number 62 one acre of land to be detached from the East side of the Road running over the said lot and measured as follows: eight perches along the said Road by twenty perches in depth—with the wooden house thereon erected, the whole having belonged to Dame Mary Jane Bridge, widow

lot de terre No 62 contenant environ cent cinquante acres en superficie, plus ou moins.

Pour être vendus à mon bureau, au Palais de Justice, en le village de Sweetsburg, dit district, le ONZIEME jour d'AVRIL, 1930, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, C.-B. JAMESON.
Sweetsburg, Que., le 4 mars 1930.
[Première publication, le 8 mars 1930]
1327—10-2

of the late Loren Ingalls; said lot of land No. 62 containing about one hundred and fifty acres in area, more or less.

To be sold at my office, in the Court House, in the Village of Sweetsburg, said District, on the ELEVENTH day of APRIL, 1930, at TEN o'clock in the forenoon.

C. B. JAMESON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, Quebec, March 4th., 1930.
[First publication, March 8th., 1930]
1328—10-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir: } ALFRED DUFOUR,
No 4034. } journalier, domicilié à Kénogami, demandeur; vs PIERRE TREMBLAY, journalier résidant à Kénogami.

Un lopin de terre ou emplacement, situé dans la ville de Kénogami, connu et désigné au cadastre officiel du canton Jonquière comme le lot No vingt-deux-A-cent cinq (22-A-105) du rang trois de ce canton, le dit emplacement mesurant cinquante pieds de front, sur la rue Saint-Paul, sur cent pieds de profondeur—avec la maison dessus érigée, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Kénogami, MERCREDI, le TRENTIEME jour d'AVRIL, 1930, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, A. RIVERIN.
Chicoutimi, le 24 mars 1930.
[Première publication, le 29 mars 1930]
1687—13-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit: } ALFRED DUFOUR,
No. 4034. } labourer, domiciled at Kenogami, Plaintiff; vs PIERRE TREMBLAY, labourer, residing at Kenogami.

A parcel of land or emplacement situate in the Town of Kenogami, and known and designated on the official cadastre for the Township of Jonquière as lot number twenty two-A-one hundred and five (22-A-105) in range three of such Township, the said emplacement measuring fifty feet in front on Saint Paul Street by one hundred feet in depth—with the house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Kenogami, on WEDNESDAY, the THIRTIETH day of APRIL, 1930, at TWO o'clock in the afternoon.

A. RIVERIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, March 24th., 1930.
[First publication, March 29th., 1930]
1688—13-2

GASPE

FIERI FACIAS DE TERRIS ET DE BONIS.

Cour Supérieure.—District de Gaspé.

Province de Québec, } DOMINIQUE LE-
District de Gaspé, } VESQUE, avocat, de New-Carlisle, comté de Bonaventure, district de Gaspé, demandeur; vs EMILE GAUVREAU, de Saint-Charles-de-Caplan, et JOHN ALLARD, de New Carlisle, comté de Bonaventure, district de Gaspé, défendeurs, à savoir:

1. Un certain terrain situé dans le premier rang de Saint-Charles-de-Caplan, dans le canton de Hamilton, contenant une acre et quart de front sur un quart d'acre de profondeur, borné en front par la Baie-des-Chaleurs, à l'est par Napoléon Arsenaute, à l'ouest par Dame George Canavagh, en arrière par le chemin du Roi, formant partie du lot No 17 primitif et mieux connu comme partie du lot numéro quatre-vingt-quatorze, (94) du cadastre officiel du canton de Hamilton—circonstances et dépendances.

2. Un autre terrain ou lopin de terre situé dans le premier rang du canton de Hamilton, à Saint-Charles-de-Caplan, formant partie du lot numéro dix-neuf primitif (19), et mieux connu comme étant partie du lot numéro quatre-vingt-dix-huit,

GASPE

FIERI FACIAS DE TERRIS ET DE BONIS.

Superior Court.—District of Gaspé.

Province of Quebec, } DOMINIQUE LE-
District of Gaspé, } VESQUE, lawyer, of New Carlisle, County of Bonaventure, district of Gaspé, Plaintiff; vs EMILE GAUVREAU, of Saint Charles de Caplan, and JOHN ALLARD, of New Carlisle, county of Bonaventure, district of Gaspé, Defendants, to wit:

1. A certain lot of land situate in the first range of Saint Charles de Caplan in the township of Hamilton, measuring one acre and a quarter in front by one quarter of an acre in depth; bounded in front by the Baie des Chaleurs, on the East by Napoléon Arsenaute, on the West by Dame George Cavanagh, in the rear by the King's Highway, forming part of original lot No. 17, and better known as forming part of lot number ninety four (94) on the official cadastre of the township of Hamilton—circumstances and dependencies.

2. Another lot of land or parcel of land situate in the first range of the township of Hamilton, at Saint Charles de Caplan, forming part of original lot number nineteen (19), and better known as being part of lot number ninety eight (98), on

(98), du cadastre officiel; borné en front par le chemin du Roi, en arrière par la ligne du chemin de fer, à l'ouest par Oxbée Poirier, et à l'est par un chemin de douze pieds réservé appartenant à la dite propriété—avec ensemble toutes les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Charles-de-Caplan, JEUDI, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AVRIL 1930, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, E. W. SHEPPARD.
Gaspé, le 28 février 1930.
[Première publication, 8 mars 1930]
1287—10-2

the official cadastre; bounded in front by the King's Highway, in the rear by the line of the railroad, on the West by Oxbée Poirier, and on the East by a reserved road of twelve feet belonging to the said property—together with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Charles de Caplan, on THURSDAY, the TWENTY FOURTH day of APRIL, 1930, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

E. W. SHEPPARD,
Sheriff's Office, Sheriff.
Gaspé, February 28th, 1930.
[First publication, March 8, 1930]
1288—10-2

JOLIETTE

Cour Supérieure.

District de Joliette, } HECTOR BELAND,
No 2927. } apiculteur, de la paroisse de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, district de Trois-Rivières, demandeur: vs JOSEPH VILANDRE, alias VILANDRY, cultivateur, de la paroisse de Saint-Barthélemi, district de Joliette, défendeur.

Une terre située dans la paroisse de Saint-Barthélemi, au rang du Petit Saint-Jacques, contenant environ quarante arpents en superficie plus ou moins, étant le lot de terre connu sous le numéro 214 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Barthélemi—avec maison et autres bâtisses y érigées, à distraire de ce dit terrain la partie du dit lot appartenant à M. Avila Rouleau, contenant douze pieds de largeur sur la profondeur de l'emplacement de ce dernier. Sous réserve en faveur de la compagnie Bell Téléphone of Canada du droit de servitude qu'elle a sur ce dit lot pour ses lignes de transmission, suivant acte à cet effet.

Pour être le tout vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Barthélemi, MARDI, le VINGT-NEUVIÈME jour du mois d'AVRIL, 1930, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEORGE DESROCHES.
Joliette, le 21 mars 1930.
[Première publication, le 29 mars 1930]
1691—13-2

JOLIETTE

Superior Court.

District of Joliette. } HECTOR BELAND,
No. 2927. } poultryman, of the Parish of Saint Antoine de la Rivière du Loup, District of Trois Rivières, Plaintiff; vs JOSEPH VILANDRE, alias VILANDRY, farmer, of the Parish of Saint Barthelemi, District of Joliette, Defendant.

A farm situate in the Parish of Saint Barthelemi, in Range Petit Saint Jacques, containing about forty arpents in area, more or less, being that lot of land known under number 214 on the official plan and book of reference for the Parish of Saint Barthelemi—with a house and other buildings thereon erected, to be withdrawn from the said lot of land that part of said lot belonging to M. Avila Rouleau, measuring twelve feet in width by the depth of the latter's emplacement. Under reserve in favour of The Bell Telephone Company of Canada, of the servitude right which it holds on such said lot for its transmission lines, in conformity with deed to such effect.

To be sold at the church door of the Parish of Saint Barthelemi, on TUESDAY, the TWENTY NINTH day of the month of APRIL, 1930, at ONE o'clock in the afternoon.

GEORGE DESROCHES,
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, March 21st., 1930.
[First publication, March 29th., 1930]
1692—13-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DELLE MARIA DAM-
No 64059. } PHOUSSE, fille majeure et usant de ses droits, de Carignan, district des Trois-Rivières, comté de Champlain, demanderesse; vs AURELE-N.-T. CHAMBERLAND, défendeur.

Un certain emplacement composé du lot original numéro 151, et de partie du lot No 150, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Visitation, dans cette partie du dit village maintenant annexée à la Cité de Montréal, et partie du lot No 1227 du quartier Sainte-Marie, en la cité de Montréal, ayant ensemble une superficie de 3750 pieds, mesure anglaise, plus

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } MISS MARIA DAM-
No. 64059. } PHOUSSE, spinster and in full use of her rights, of Carignan, district of Trois-Rivières, County of Champlain, plaintiff; vs AURELE N. T. CHAMBERLAND, defendant.

A certain emplacement composed of the original lot number 151 and of part of lot No. 150, on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte de la Visitation, in that part of said village now annexed to the City of Montreal, and part of lot No. 1227 of St. Mary's ward, in the City of Montreal, containing together an area of 3750 feet, English measure, more or

ou moins, et borné en front par la rue Delorimier, en arrière, par le lot No 1269 du quartier Sainte-Marie, et par partie du lot No 59 du village incorporé de la Côte Visitation, d'un côté, du côté nord-ouest par le résidu de la dite partie du lot No 150 du village incorporé de la Côte Visitation, et de l'autre côté, du côté sud-est, par le résidu du lot No 1227 du quartier Sainte-Marie, dans la cité de Montréal—avec bâtisses.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le PREMIER jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 25 mars 1930. 1729—13-2
[Première publication, le 29 mars 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) **G E O R G E -C A R L Y L E**
No B-61085.) **M A R L E R**, demandeur; vs J.-BRUNO MARCHAND, défendeur.

Un emplacement situé à Valois, dans le comté de Jacques-Cartier, dans la province de Québec, connu et désigné comme étant la subdivision trois du lot numéro cinquante-six (56-3) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Pointe-Claire, formant une superficie de six mille neuf cents pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins et contenant cinquante pieds de largeur sur trente-cinq pieds de profondeur le long de la ligne de subdivision deux du dit lot et cent quarante et un de profondeur le long de la ligne de subdivision quatre du dit lot, borné en front par le chemin public, au nord-est par la dite subdivision deux, au sud-ouest par la ligne de division entre le dit emplacement et la subdivision quatre du dit lot, et en arrière par la ligne de division entre le dit emplacement et la subdivision un de la subdivision six du dit lot—sans bâtisses.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le PREMIER jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 25 mars 1930. 1731—13-2
[Première publication, le 29 mars 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) **L A M U N I C I P A L I T E**
No A-48770.) **D E L A V I L L E D E D O R I O N**, corps politique et incorporé, dûment incorporé et ayant son bureau chef et principale place d'affaires à Dorion, dans le district de Montréal, comté de Vaudreuil, dans la Province de Québec, et **L A C O M M I S S I O N D E S E C O L E S P R O T E S T A N T E S** de la municipalité de Dorion et Ile Cadieux, corps politique et incorporé, dûment incorporé et ayant son bureau chef et principale place d'affaires à Dorion, dans le district de Montréal, comté de Vaudreuil, dans la Province de Québec, demanderesses; vs **L E S H E R I T I E R S** de feu Dame Marceline Ménard, en son vivant de la ville de Dorion, dans le district de Montréal, comté de Vaudreuil, province de Québec, défendeurs.

Un lot de terre connu et désigné sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de la paroisse de Vaudreuil, faisant maintenant partie du village de Dorion, sous le numéro cent quatre-vingt-huit (188)—avec une maison et autres bâtisses dessus érigées. Le dit immeuble faisant front sur la rue Alain, dans la dite municipalité de la ville de Dorion.

less, and bounded in front by Delorimier Street, at the rear by lot No. 1269 of St. Mary's ward and by part of lot No. 59 of the incorporated Village of Côte de la Visitation, on one side, on the North-West side by the residue of the said part of lot No. 150 of the incorporated village of Côte de la Visitation, and on the other side, on the South-East side, by the residue of lot No. 1227 of St. Mary's ward, in the city of Montreal—with buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIRST day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, March 25, 1930. 1730—13-2
[First publication, March 29, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) **G E O R G E C A R L Y L E**
No. B-61085.) **M A R L E R**, plaintiff; vs J. BRUNO MARCHAND, defendant.

An emplacement situate at Valois, in the county of Jacques Cartier, in the Province of Quebec, known and designated as subdivision three of lot number fifty six (56-3) on the official plan and book of reference of the parish of Pointe Claire, forming a superficies of six thousand nine hundred square feet, English measure and more or less, and containing fifty feet in width by one hundred and thirty five feet in depth along the line of subdivision two of the said lot and one hundred and forty one feet in depth along the line of subdivision four of the said lot, bounded in front by the public road, to the North-East by the said subdivision two, to the South-West by the line of division between said emplacement and subdivision four of the said lot and in rear by the line of division between the said emplacement and subdivision one of subdivision six of the said lot—without any buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIRST day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, March 25, 1930. 1732—13-2
[First publication, March 29, 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) **T H E M U N I C I P A L I T Y**
No. A-48770.) **O F T H E T O W N O F D O R I O N**, a body politic and corporate and having its head-office and principal place of business at Dorion, in the district of Montreal, county of Vaudreuil, in the Province of Quebec, and **T H E P R O T E S T A N T S C H O O L C O M M I S S I O N**, of the Municipality of Dorion and Ile Cadieux, a body politic and corporate and having its head-office and principal place of business at Dorion, in the district of Montreal, county of Vaudreuil, in the Province of Quebec, plaintiffs; vs **T H E H E I R S** of the late Dame Marceline Ménard, in her lifetime, of the town of Dorion, in the district of Montreal, county of Vaudreuil, in the Province of Quebec, defendants.

A lot of land known and designated on the official plan and book of reference for the parish of Vaudreuil, now forming part of the village of Dorion, under number one hundred and eighty eight (188)—with a house and other buildings thereon erected. The said immovable fronting on Alain Street, in the said municipality of the town of Dorion.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Vaudreuil, le PREMIER jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 25 mars 1930. 1733—13-2
[Première publication, le 29 mars 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME LÉONTINE
No 63459. } VALIN, de Montréal, veuve de feu A.-Léon Couture, en son vivant, industriel, du même lieu, et DONAT LECLAIRE, aussi de Montréal, tous deux faisant affaires en société, à Montréal, comme fabricant de pierres artificielles, sous le nom de Couture & Leclaire, enregistré, demandeurs; vs VICTOR DEMONTIGNY, défendeur; et TÉLESPHORE BRASSARD, ès-qualité et al, mis-en-cause.

Comme appartenant au défendeur:

Un lot de terre situé en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro douze cent soixante et sept, subdivision du lot originaire numéro cent quatre-vingt-douze (192-1267) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-de-la-Visitation—avec les bâtisses y érigées consistant en une maison en construction à deux étages située du côté nord-est de la rue Saint-Zotique, ne portant pas encore de numéro civique.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DEUXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 26 mars 1930. 1747—13-2
[Première publication, 29 mars 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } CONTINENTAL GUA-
No 56331. } RANTY CORPORATION OF CANADA, LIMITED, demanderesse; vs ERNEST PEPIN, défendeur.

Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal, dit district, ayant front sur la rue Chambly, connu et désigné sous le numéro cent dix-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro vingt-trois (23-118) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga—avec les bâtisses dessus érigées et parlant les numéros civiques 1882, 1884, 1886, 1888, 1890 et 1892 de ladite rue.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le DIXIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$750.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Coderre, daté le 4 mars 1930.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 3 mars 1930.
[Première publication, 8 mars 1930]
1305—10-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } SAMUEL GOLDFARB,
No C-56783. } demandeur; vs I. SALTZMAN, CHARLES DANKNER & DAME BERTHA HERMAN, épouse séparée de biens de E. Bercovitch, et le dit E. BERCOVITCH, aux fins d'autoriser sa dite épouse aux

To be sold at the Registry Office of the county of Vaudreuil, on the FIRST day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, March 25, 1930. 1734—13-2
[First publication, March 29, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME LEONTINE
No. 63459. } VALIN, of Montreal, widow of the late A. Leon Couture, in his lifetime, manufacturer, of the same place, and DONAT LECLAIRE, also of Montreal, both carrying on business in partnership in Montreal, as artificial stone manufacturers, under the name of "Couture & Leclaire, enregistré", plaintiff; vs VICTOR DEMONTIGNY, defendant; and TÉLESPHORE BRASSARD, ès-qualité et al, mis-en-cause.

As belonging to the defendant:

A lot of land situate in the city of Montreal, known and designated under number twelve hundred and sixty seven, subdivision of the primitive lot number one hundred and ninety two (192-1267) on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte de la Visitation—with the buildings thereon erected, consisting in a two-story house, in the course of construction, situate on the northeast side of Saint-Zotique Street, not yet bearing any civic number.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SECOND day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, March 26th, 1930. 1748—13-2
[First publication, March 29th, 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } CONTINENTAL GUA-
No. 56331. } RANTY CORPORATION OF CANADA, LIMITED, plaintiff; vs ERNEST PEPIN, defendant.

A lot of land being and situate in the city of Montreal, said district, and fronting on Chambly street, known and designated under number one hundred and eighteen of the official subdivision of the primitive lot number twenty three (23-118) on the official plan and book of reference for the incorporated village of Hochelaga—with the buildings thereon erected and bearing civic numbers 1882, 1884, 1886, 1888, 1890 and 1892 of the said street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$750.00 shall be required from each and every bidder, pursuant to judgment of Hon. Justice Coderre, dated March 4, 1930.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 2, 1930.
[First publication, March 8, 1930]
1306—10-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } SAMUEL GOLDFARB,
No. C-56783. } Plaintiff; vs I. SALTZMAN, CHARLES DANKNER and DAME BERTHA HERMAN, wife separate as to property of E. Bercovitch, and the said E. BERCOVITCH, for the purpose of authorizing his said

fins des présentes, Défendeurs, et T. BROSSARD Es-qual., mis-en-cause.

Saisi comme appartenant à Charles Dankner et Dame E. Bercovitch:

Un certain lot de terre situé dans le quartier Laurier, dans la cité de Montréal, ayant front sur la rue Waverly, connu et désigné comme étant la moitié nord du lot numéro huit cent trente-six du lot numéro onze, ($\frac{1}{2}$ N. 11-836), des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte St-Louis, contenant vingt-cinq pieds en front sur quatre-vingt-huit pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et étant borné comme suit: en front par la rue Waverly, en arrière par une ruelle, et d'un côté au nord par le lot numéro 11-837 des dits plan et livre de renvoi, et de l'autre côté au sud par l'autre moitié du lot numéro 11-836—avec une maison portant les numéros civiques 2616-2618 maintenant étant les nouveaux numéros 5994-5996 rue Waverly, et autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour d'AVRIL prochain à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 3e jour de mars 1930. 1307—10-2
[Première publication, le 8 mars 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) A. - P. PIGEON, De-
No B-55203.) mandeur; vs EUGÈ-
NE-CLEMENT LARIVIERE, Défendeur.

1. Un lot de terre sis et situé en la ville Montréal-Nord, ayant front sur le Boulevard Gouin, connu et désigné comme étant le lot numéro 756 de la subdivision officielle du lot originaire numéro 8, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet—avec les bâtisses dessus érigées.

2. Un lot de terre sis et situé en la ville Montréal-Nord, ayant front sur le Boulevard Gouin, connu et désigné comme étant le lot numéro 757 de la subdivision officielle du lot originaire numéro 8, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet—avec bâtisses dessus érigées.

Les dits immeubles pour être vendus en bloc comme une seule et même exploitation.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$460.00 sera exigé de tout offrand ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Judge Coderre, en date du 26 février 1930.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 3 mars 1930. 1309—10-2
[Première publication, le 8 mars 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) VICTOR CUSSON, en
No 58973.) sa qualité d'exé-
cuteur testamentaire aux biens de feu Dame Amanda Duhamel, demandeur; vs J.-A. LUSSIER, défendeur; A. LOZEAU, curateur au délaissement.

Un emplacement ayant front sur la première avenue à Rosemont, dans la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro quinze cent quatre-vingt-dix-sept de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante-douze (No 172-1597) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par soixante-dix-huit pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins

wife to these presents, defendants, and T. BROSSARD, Es-qual: *Mis-en-cause.*

Seized as belonging to Charles Dankner, and Dame E. Bercovitch.

A certain lot of land situate in the Laurier Ward in the City of Montreal, fronting on Waverly Street, known and designated as being the North half of lot number eight hundred and thirty six of lot number eleven, ($\frac{1}{2}$ N. 11-836) of the official plan and book of reference of the Village of Côte St. Louis, containing twenty five feet in front by eighty eight feet in depth, English measure, more or less, and being bounded as follows: in front by Waverly Street, in rear by a lane, and on one side to the North by the lot number 11-837 of the said plan and book of reference, and on the other side to the South by the other half of lot number 11-836—with a house bearing the civic numbers 2616-2618, now new numbers 5994-5996, Waverly Street, and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, March 3rd, 1930. 1308—10-2
[First publication, March 8, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) P. PIGEON, plaintiff;
No. B-55203.) A. vs EUGENE CLE-
MENT, LARIVIERE, defendant.

1. A lot of land being and situate in the town of Montreal-North, fronting on Boulevard Gouin, known and designated as being lot No. 756 of the official subdivision of primitive lot No. 8 on the official plan and book of reference for the Parish of Sault au Récollet—with buildings thereon erected.

2. A lot of land being and situate in the town of Montreal-North, fronting on Boulevard Gouin, known and designated as being lot No. 757 of the official subdivision of primitive lot No. 8, on the official plan and book of reference for the Parish of Sault au Récollet—with buildings thereon erected.

The said immovables to be sold in block as one and the same exploitation.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of \$460.00 shall be exacted from each and every bidder, according to judgment of the Hon. Judge Coderre, dated February 26, 1930.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, March 3rd, 1930. 1310—10-2
[First publication, March 8, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) VICTOR CUSSON, in
No. 58973.) his quality of testa-
mentary executor to the property of the late Dame Amanda Duhamel, Plaintiff; vs J. A. LUSSIER, defendant; A. LOZEAU, Curator to the surrender.

An emplacement fronting on First Avenue, at Rosemont, in the city of Montreal, known and designated under number fifteen hundred and ninety seven of the official subdivision of lot number one hundred and seventy two (No. 172-1597) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte de la Visitation, measuring twenty five feet in width by seventy

—avec une maison dessus érigée et portant les numéros 5653 à 5663 de la première avenue à Rosemont, et autres bâtisses dessus érigées et avec droit de pas sage en commun, dans la ruelle située en arrière dudit lot.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, 4 mars 1930.
[Première publication, 8 mars 1930]
1329—10-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) **L A SOCIETE NATIO-**
No 64132.) **NALE DE FIDU-**
CIE, corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse; vs **MICHAEL DEBROFSKY**, défendeur.

Un lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue deBullion, connu et désigné sous le numéro vingt-quatre (24) aux plan et livre de renvoi officiels du Village Saint-Jean-Baptiste—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, le 4 mars 1930.
[Première publication, le 8 mars 1930]
1331—10-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) **THE PRUDENTIAL**
No 62159.) **INSURANCE COM-**
PANY OF AMERICA, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Newark, comté de Essex, dans l'état du New Jersey, l'un des Etats-Unis d'Amérique, dûment autorisée à faire affaires, en vertu des lois du Canada, demanderesse; vs **ERNEST LABERGE**, défendeur.

Un emplacement ayant front sur l'avenue Old Orchard, dans la cité de Montréal, ayant une largeur, en front, de vingt-cinq pieds et quinze-centièmes de pied, ayant une largeur, à huit pieds de la dite avenue Old Orchard, de vingt-cinq pieds et vingt-cinq-centièmes de pied, et ayant une largeur en arrière de vingt-cinq pieds et trente-centièmes de pied, le tout mesure anglaise et plus ou moins, et étant composé de:

1. Un certain emplacement connu et désigné comme étant le lot de ré-subdivision numéro deux du lot de subdivision numéro cinquante-sept du lot originaire numéro cent soixante et seize A (176A—57-2) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal;

2. Un certain emplacement connu et désigné comme étant le lot de ré-subdivision numéro quatre du lot de subdivision numéro cinquante-sept du lot originaire numéro cent-soixante et seize A (176A—57-4) des dits plan et livre de renvoi officiels;

3. Ce certain emplacement connu et désigné comme étant le lot de ré-subdivision numéro trois du lot de subdivision numéro cinquante-sept du lot originaire numéro cent soixante et

eight feet in depth, English measure and more or less—with a house thereon erected and bearing numbers 5653 to 5663 on First Avenue, Rosemont, and other buildings thereon erected and with the right of way in common, in a lane situate in the rear of said lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the ELEVENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, March 7, 1930.
[First publication, March 8, 1930]
1330—10-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) **L A SOCIETE NATIO-**
No. 64132.) **NALE DE FIDU-**
CIE, a body politic and corporate, having its principal place of business in the City and District of Montreal, Plaintiff; vs **MICHAEL DEBROFSKY**, Defendant.

A lot of land situate in the City of Montreal, fronting on deBullion Street, known and designated under number twenty four (24) on the official plan and book of reference for the Village Saint Jean Baptiste—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the City of Montreal, the ELEVENTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, March 4, 1930.
[First publication, March 8th., 1930]
1332—10-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) **THE PRUDENTIAL IN-**
No. 62159.) **SURANCE COMPA-**
NY OF AMERICA, a body politic and corporate having its principal place of business in the City of Newark, County of Essex, in the State of New Jersey, one of the United States of America, duly licensed under the laws of Canada, Plaintiff; vs **ERNEST LABERGE**, Defendant.

An emplacement fronting on Old Orchard Avenue in the City of Montreal, having a width in front of twenty five feet and fifteen hundredths of a foot, having a width, at eight feet from the said Old Orchard Avenue, of twenty five feet and twenty five hundredths of a foot, and having a width in rear of twenty five feet and thirty hundredths of a foot, the whole English measure and more or less and composed of:

1. That certain emplacement known and designated as being re-subdivision lot number two of the subdivision lot number fifty seven of the original lot number one hundred and seventy six-A (176A-57-2) on the official plan and in the book of reference of the Municipality of the Parish of Montreal;

2. That certain emplacement known and designated as being re-subdivision lot number four of the subdivision lot number fifty seven of the original lot number one hundred and seventy six-A (176A-57-4) of the said official plan and in the book of reference;

3. That certain emplacement known and designated as being re-subdivision lot number three of the subdivision lot number fifty seven of the original lot number one hundred and seventy six-A

seize A (176A-57-3) des dits plan et livre de renvoi officiels—avec un cottage en brique solide dessus érigé portant le numéro civique 498 avenue Old Orchard, dont le mur sud-est est mitoyen, avec l'obligation de maintenir à perpétuité un droit de passage, de vue et de lumière, en commun avec le voisin, dans un certain chemin de passage composé:

1. Du dit lot de ré-subdivision numéro trois du dit lot de subdivision numéro cinquante-sept du dit lot originaire numéro cent soixante et seize A (176A-57-3) des dits plan et livre de renvoi, mesurant trois pieds et soixante et quinze centièmes de largeur, en front, et trois pieds et quatre-vingt-cinq-centièmes en arrière, sur une profondeur de huit pieds partant de la ligne de la dite avenue Old Orchard.

2. Et d'une autre lisière de terrain contiguë, mesurant cinq pieds de largeur, en front et en arrière, sur une profondeur de quatre-vingts pieds partant de la ligne de la dite avenue Old Orchard; la dite lisière de terrain étant prise sur le lot adjacent connu et désigné comme étant le lot de subdivision numéro un de la subdivision cinquante-huit du dit lot originaire numéro cent soixante et seize A (176A-58-1) des dits plan et livre de renvoi officiels; la dite partie du lot étant bornée en front par l'avenue Old Orchard, d'un côté par le dit lot No 176A-57-3, de l'autre côté et en arrière, par le résidu du dit lot No 176-58-1 des dits plan et livre de renvoi officiels.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIÈME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$950.00 sera exigé de tout offrand ou enchérisseur, suivant jugement de l'Honorable Juge Coderre, en date du 4e jour de mars 1930.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 4 mars 1930.
[Première publication, le 8 mars 1930]
1333-10-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) DAME ALIDA-LEON-
No 63209.) DAME TINE VALIN, de
Montréal, veuve de feu A.-Léon Couture, en son vivant industriel, du même endroit, et DONAT LECLAIRE, aussi de Montréal, tous deux faisant affaires en société à Montréal, comme fabricants de pierre artificielle sous le nom de "Couture & Leclaire, Enregistré", demandeurs; vs DAME IDA DEMERS, de Montréal, épouse séparée de biens de Séverin Bleau, de Montréal, et la dite DAME IDA DEMERS faisant affaires seule à Montréal, sous le nom de "S. Bleau & Cie" et ledit S. BLEAU pour autoriser son épouse aux fins des présentes, défendeurs.

Un emplacement connu et désigné sous le numéro sept cent quatorze de la subdivision officielle du lot numéro deux cent huit (208-714) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation—avec les maisons et dépendances dessus érigées et portant le numéro civique 6649 rue Fullum, dans la cité de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIÈME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 4 mars 1930.
[Première publication, 8 mars 1930]
1335-10-2

(176A-57-3) of the said official plan and in the book of reference—with a solid brick cottage thereon erected, bearing civic number 498 Old Orchard Avenue, the South-East wall whereof is *mitoyen*; with the obligation to maintain forever a right of passage, of view and of light, in common with the neighbour, in a certain passage-way composed:

1. Of the said re-subdivision lot number three of the said subdivision lot number fifty seven of the said original lot number one hundred and seventy six-A (176A-57-3) of the said official plan and book of reference, measuring three feet and seventy five hundredths in width, in front, and three feet and eighty five hundredths in rear, by a depth of eight feet starting from the line of the said Old Orchard Avenue;

2. And of another strip of land contiguous, measuring five feet in width, in front and in rear, by a depth of eighty feet starting from the line of the said Old Orchard Avenue; said strip of land being taken on the adjacent lot known and designated as being subdivision lot number one of subdivision fifty eight of the said original lot number one hundred and seventy six-A (176A-58-1), of the said official plan and book of reference; said part of lot being bounded in front by Old Orchard Avenue; on one side, by the said lot No. 176A-57-3; on the other side and in rear, by the remainder of said lot No. 176-58-1 on the said official plan and book of reference.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of \$950.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Coderre, dated the 4th day of March, 1930.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's office, Sheriff.
Montréal, March 4th, 1930. 1334-10-2
[First publication, March 8, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit:) DAME ALIDA LEON-
No 63209.) DAME TINE VALIN, of
Montréal, widow of the late A. Léon Couture, in his lifetime manufacturer, of the same place, and DONAT LECLAIRE, also of Montréal, both doing business in partnership at Montréal, as manufacturers of artificial stone under the name of "Couture & Leclaire, Enregistré", plaintiffs; vs DAME IDA DEMERS, of Montréal, wife separate as to property of Severin Bleau, of Montréal, and the said DAME IDA DEMERS doing business alone, under the name of "S. Bleau & Cie" and the said S. BLEAU to authorize his wife for the purposes hereof, defendants.

An emplacement known and designated under seven hundred and fourteen of the official subdivision of lot number two hundred and eight (208-714) on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte de la Visitation—with the houses and dependencies thereon erected and bearing the civic number 6649 Fullum street, in the city of Montreal.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the TENTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montréal, March 4, 1930.
[First publication, March 8, 1930]
1336-10-2

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski, } **MATHIAS LAMOU-**
No 2370. } **REUX, Rimous-**
ki; vs ROMÉO LABRIE, savoir:

1. Parties des Nos quatre cent vingt-huit et quatre cent vingt-cinq au cadastre officiel de la ville de Rimouski, de 60 pieds de front sur 80 de profondeur, mesure anglaise, bornées au nord au vendeur, à l'est à Oscar Tremblay, au sud à l'avenue de l'Evêché et à l'ouest à Louis Ouellet ou représentants.

2. Parties des Nos quatre cent vingt-deux et quatre cent vingt-cinq au cadastre officiel de la ville de Rimouski, de 60½ de front sur 90 de profondeur, mesure anglaise, bornées à l'ouest en front à la rue Rouleau, au nord et à l'est à la ville ou représentants, au sud partie au vendeur et partie à Louis Ouellet ou représentants.

3. Parties des Nos quatre cent vingt-deux et quatre cent vingt-cinq au cadastre officiel de la ville de Rimouski, étant un terrain de 12 pieds nord-sud sur 15½ est-ouest, mesure anglaise, borné au nord à la Société d'Agriculture, à l'est à Oscar Tremblay, au sud et à l'ouest au vendeur.

Le tout avec bâtisses sus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus au Bureau du Shérif, en la ville de Rimouski, le DIXIEME jour d'AVRIL 1930, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, CHS. D'ANJOU.
Rimouski, 4 mars, 1930. 1339—10-2
[Première publication, 8 mars, 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski, } **PRODUITS GENE-**
No 2295. } **RAUX, L T E E.,**
Mont-Joli; vs L.-P. LOUBOS, savoir:

1. Une bâtisse en bois de 16 pieds par 18, érigée sur un terrain sous bail, avec les droits au bail, de 90 pieds de front sur 50 de profondeur, plus ou moins, borné au sud au chemin, à l'est, au sud et à l'ouest à Pierre Bélanger, étant partie du lot No 469 du rang B de la Seigneurie du Lac Matapédia, au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Marie de Sayabec, loyer \$15.00 par année.

2. Une bâtisse en bois de 10 par 12 pieds, érigée sur un terrain sous bail verbal, avec les droits au bail, mesurant 12 pieds de front sur 15 de profondeur, borné au nord, à l'est et au sud à Honoré Landry, à l'ouest au chemin, étant partie du lot No 619 au cadastre officiel du rang B de la Seigneurie du Lac Matapédia, paroisse de Sainte-Marie de Sayabec, au village de Saindon.

Pour être vendus à la porte de l'église de Sayabec, le NEUVIEME jour d'AVRIL 1930, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, CHS. D'ANJOU.
Rimouski, 4 mars 1930. 1341—10-2
[Première publication, 8 mars, 1930]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, } **MATHIAS LAMOU-**
No. 2370. } **REUX, Rimous-**
ki; vs ROMÉO LABRIE, to wit:

1. Parts of numbers four hundred and twenty eight and four hundred and twenty five, on the official cadastre for the town of Rimouski, of 60 feet in front by 80 feet in depth, English measure, bounded on the North by the vendor, on the East by Oscar Tremblay, on the South by Avenue de l'Evêché and on the West by Louis Ouellet or representatives.

2. Parts of numbers four hundred and twenty two and four hundred and twenty five, on the official cadastre for the town of Rimouski, of 60½ in front by 90 in depth, English measure, bounded on the West in front by Rouleau street, on the North and East by the town or representatives, on the South partly by the vendor and partly by Louis Ouellet or representatives.

3. Parts of numbers four hundred and twenty two and four hundred and twenty five, on the official cadastre of the town of Rimouski, being a lot of land of 12 feet North-South by 15½ East West, English measure, bounded on the North by the "Société d'Agriculture", on the East by Oscar Tremblay, on the South and West by the vendor.

The whole with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be at the office of the sheriff, in the town of Rimouski, the TENTH day of APRIL, 1930, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, CHS. D'ANJOU, Sheriff.
Rimouski, March 4th, 1930. 1340—10-2
[First publication, March 8th, 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, } **PRODUITS GENE-**
No 2295. } **RAUX, L T E E.,**
Mont Joli; vs L. P. LOUBOS, to wit:

1. A wooden building of 16 feet by 18, erected on a lot of land under lease—with the rights of lease, of 90 feet in front by 50 feet in depth, more or less, bounded on the South by the road, on the East, on the South and on the West by Pierre Bélanger, being part of lot No. 469 of range B of the Seigneurie du Lac Matapédia, on the official cadastre for the parish of Sainte Marie de Sayabec, rental \$15.00 per annum.

2. A wooden building of 10 by 12 feet, erected on a lot of land under verbal lease—with the rights of lease, measuring 12 feet in front by 15 feet in depth, bounded on the North, on the East and on the South by Honoré Landry, on the West by the road, being part of lot No. 619 on the official cadastre for range B of the Seigneurie du Lac Matapédia, parish of Sainte Marie de Sayabec, in the village of Saindon.

To be sold at the church door of Sayabec, on the NINTH day of APRIL, 1930, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, CHS. D'ANJOU, Sheriff.
Rimouski, March 4, 1930. 1342—10-2
[First publication, March 8th, 1930]

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **D** **DRAGON & CIE**, de-
 District de Roberval, } manderesse ; vs
 No 6408. } **LOUIS COLLARD**,
 défendeur & **THOMAS-LOUIS COLLARD**,
 mise-en-cause, & **LA DITE DRAGON & CIE**,
LIMITÉE, demanderesse en reprise d'instance;
 vs **DEMOISELLE ALMA COLLARD**, fille ma-
 jeure usant de ses droits, de Saint-Joseph-d'Alma,
 et **PHILIPPE COLLARD**, de Saint-Louis-
 Nazaire, en sa qualité d'exécuteur testamentaire
 de feu Louis Collard, défendeur en reprise d'ins-
 tance, & **THOMAS-LOUIS BERGERON**, avo-
 cat, de Roberval, procureur-exécutant, savoir:

Un emplacement situé en la ville de Saint-
 Joseph-d'Alma, comté du Lac Saint-Jean, et for-
 mé des lots numéros treize-A-quarante-cinq et
 treize-A-quarante-six (13-A-45 et 13-A-46), aux
 plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour
 le neuvième rang du canton Signai—avec bâtisses
 dessus construites, circonstances et dépendances,
 cependant sauf à distraire du dit lot treize-A-
 quarante-six, l'emplacement vendu à Napoléon
 Nolin par acte enregistré à Hébertville sous
 numéro 29410.

Pour être vendu à la porte de l'église de la pa-
 roisse de Saint-Joseph-d'Alma (Ville d'Alma),
MARDI, le **VINGT-NEUVIEME** jour d'**AVRIL**
 prochain (1930), à **DEUX** heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du shérif. **GEO. LEVESQUE**.
 Roberval, 26 mars 1930. 1753—13-2
 [Première publication, 29 mars 1930]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **L** **E P R E T H Y P O**-
 District de Roberval, } **T H E C A I R E**, cor-
 No 6848. } poration légale ayant
 son principal bureau d'affaires en la cité de Qué-
 bec, demanderesse; vs **EMILE TREMBLAY**,
 fils de Pamphile, de Saint-Joseph d'Alma, défen-
 deur, à savoir:

Le lot numéro douze, trente-six (No 12-36)
 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre
 du neuvième rang du canton Signai, dans le
 comté du Lac Saint-Jean—avec toutes les bâtisses
 dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la pa-
 roisse de Saint-Joseph d'Alma, (Ville d'Alma),
MARDI, le **VINGT-NEUVIEME** jour d'**AVRIL**
 prochain, (1930), à **DEUX** heures de l'après-
 midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, **GEO. LEVESQUE**.
 Roberval, le 26 mars 1930.
 [Première publication, le 29 mars 1930]
 1755—13-2

SAGUENAY

Dans la Cour Supérieure.

Province de Québec, } **S** **OLOMON KELLY**,
 District de Saguenay, } agent d'immeubles,
 No 4785. } de Plattsburgh, deman-
 deur; et **DION ET DION**, avocats, du barreau
 de Montréal, procureurs distrayants; vs **DAME**

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, } **D** **DRAGON & CIE.**,
 District of Roberval. } Plaintiff; vs **LOUIS**
 No 6408. } **COLLARD**, Defendant,
 & **THOMAS LOUIS COLLARD**, mis-en-cause,
 & the said **DRAGON & CIE.**, **LIMITÉE**, plain-
 tiff in continuation of suit; vs **MISS ALMA COL-**
LARD, spinster, in full use of her rights, of Saint
 Joseph d'Alma, and **PHILIPPE COLLARD**, of
 Saint Louis-Nazaire, in his quality of testamen-
 tary executor of the late Louis Collard, defendant
 in continuation of suit, & **THOMAS LOUIS**
BERGERON, advocate, of Roberval, acting
 attorney, to wit:

An emplacement situate in the town of Saint
 Joseph d'Alma, county of Lake Saint John, and
 formed of lots numbers thirteen-A-forty five and
 thirteen-A-forty six (13-A-45 and 13-A-46) on the
 official cadastral plan and book of reference for
 the ninth range of the township of Signai—with
 buildings thereon erected, circumstances and
 dependencies. Save, however, to be withdrawn
 from said lot thirteen-A-forty-six the emplace-
 ment sold to Napoléon Nolin, by deed registered
 at Hébertville, under No. 29410.

To be sold at the church door of the parish of
 Saint Joseph d'Alma (Ville d'Alma), on **TUES-**
DAY, the **TWENTY NINTH** day of **APRIL**
 next, 1930, at **TWO** o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's office. Sheriff.
 Roberval, March 26th, 1930. 1754—13-2
 [First publication, March 29th, 1930]

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, } **L** **E P R E T H Y P O**-
 District of Roberval, } **T H E C A I R E**, a
 No. 6848. } lawfully constituted corpor-
 ation, having its principal place of business
 in the City of Quebec, Plaintiff; vs **EMILE**
TREMBLAY, son of Pamphile, of Saint Joseph
 d'Alma, Defendant, to wit:

Lot number twelve thirty six (12-36) on the
 official cadastral plan and book of reference for
 the ninth range of the Township Signai, in the
 County of Lake Saint John—with all the build-
 ings thereon erected, circumstances and depen-
 dencies.

To be sold at the church door of the Parish of
 Saint Joseph d'Alma (Town of Alma), on **THURS-**
DAY, the **TWENTY NINTH** day of **APRIL**
 next, (1930), at **TWO** o'clock in the afternoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's Office. Sheriff.
 Roberval, March 26th., 1930.
 [First publication, March 29th., 1930]
 1756—13-2

SAGUENAY

In the Superior Court.

Province of Quebec, } **S** **OLOMON KELLY**,
 District of Saguenay, } real estate agent,
 No. 4785. } of Plattsburgh, plaintiff ;
 and **DION AND DION**, advocates, of the Mon-
 treal Bar, attorneys distracting for cost; vs

MARY ELISABETH McRAE, épouse de Lorne W. May, d'Edmonton, et LORNE W. MAY, MELLE MARGARET KATHERINE McRAE, d'Ottawa, MARSHALL C. TWITCHELL et MARY VAUGH TWITCHELL, son épouse, de Burlington, DAME KATE BELL CRITCHLOW et GEORGE CRITCHLOW, de Buffalo, défendeurs.

Comme appartenant aux dit défendeurs:

Les immeubles ci-après désignés tel qu'il appert au bureau d'enregistrement, à Tadousac, comté de Saguenay, savoir:

Cette certaine parcelle ou étendue de terrain sise et située dans le canton Moisie, dans le comté de Saguenay, dans notre dite province, contenant une superficie de trois mille et soixante-douze acres, plus ou moins, avec ensemble les déductions usuelles pour les chemins publics; laquelle dite parcelle ou étendue de terrain peut être autrement décrite comme suit, à savoir: Le bloc lettre "A", y compris la pointe ou île située du côté est de l'embouchure de la rivière Moisie, dans le canton Moisie susdit, le dit bloc étant borné au sud par le fleuve Saint-Laurent, à l'ouest et au nord par la rivière Moisie, et à l'est par une ligne tirée nord astronomique soixante-deux degrés et seize minutes ouest et longue de trente-sept chaînes et quatre-vingts chaînons, plus ou moins, du fleuve Saint-Laurent jusqu'à la rivière Moisie. Avec la réserve, en ce qui concerne le terrain concédé par les présentes, des droits et privilèges en faveur des personnes qui font la pêche et du public, qui sont maintenant ou qui seront à l'avenir garantis par toute loi générale de cette province.

Pour être vendus au bureau du registraire, à Tadousac, dans le district de Saguenay, le SEPTIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, BORIS MALTAIS.
La Malbaie, 25 mars 1930. 1751—13-2
[Première publication, 29 mars 1930]

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Québec.

No. 13335. } LA FONDERIE DE
SAINT-ANSELME, LI-
MITÉE, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires à Saint-Anselme, comté de Dorchester, district de Québec, demandeur; contre J.-U.-L. CARRIERE, du village de Wotton, dans le district de Saint-François, défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur:

Les lots de terrains numéros Vingt-huit-B, Vingt-huit-C, Vingt-neuf-I, Vingt-neuf-J, et partie du lot Vingt-neuf-A (28-B, 28-C, 29-I, 29-J, et Pt. 29-A) tous dans le quatrième (4) rang de Wottonville, dans le district de Saint-François—avec les bâtisses et dépendances y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Hippolyte de Wotton, MERCREDI, le TRENTIEME jour du mois d'AVRIL prochain, à ONZE heure et DEMIE de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, C.-E. THERRIEN.
Sherbrooke, ce 20 mars 1930.
[Première publication, le 29 mars 1930]
1693—13-2

DAME MARY ELISABETH McRAE, wife of Lorne W. May, of Edmonton, and LORNE W. MAY, MISS MARGARET KATHERINE McRAE, of Ottawa, MARSHALL C. TWITCHELL and MARY VAUGH TWITCHELL; his wife, of Burlington, DAME KATE BELL CRITCHLOW and GEORGE CRITCHLOW, of Buffalo, defendants.

As belonging to the said defendants:

The immovables hereafter described, as they appear in the registration office at Tadousac, county of Saguenay, to wit:

That parcel or tract of land, situate, lying and being in the township of Moisie, in the county of Saguenay, in our said province, containing by admeasurement three thousand and seventy two acres, be the same more or less, together with the usual allowance for highways; Which said parcel or tract of land may be otherwise known as follows, that is to say: The block letter "A", including the point or Island situate on the easterly side of the mouth of the river Moisie, in the township of Moisie aforesaid, the said block being bounded on the south by the river Saint Lawrence, on the west and north by the river Moisie, and on the east by a line running astronomically north sixty two degrees and sixteen minutes west, thirty seven chains eighty links, more or less, from the river Saint Lawrence to the river Moisie. Reserving as regards the land hereby granted, such rights and privileges in favor of persons engaged in fishing and of the public, as are now or may hereafter be secured by any general law of this province.

To be sold at the registrar's office, at Tadousac, in the district of Saguenay, on the SEVENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

BORIS MALTAIS,

Sheriff's office. Sheriff.
La Malbaie, March 25th, 1930. 1752—13-2
[First publication, March 29th, 1930]

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Québec.

No. 13335. } LA FONDERIE DE
SAINT-ANSELME, LI-
MITÉE, a body politic and corporate, having its principal place of business at Saint Anselme, County of Dorchester, District of Québec, Plaintiff; against J. U. L. CARRIERE, of the Village of Wotton, in the District of Saint Francis, Defendant.

Seized as belonging to the said Defendant:

The lots of land numbers twenty Eight-B, Twenty Eight-C, Twenty Nine-I, Twenty nine-J, and part of lot Twenty Nine-A (28-B, 28-C, 29-I, 29-J and Pt. 29-A) all in the fourth (4) Range of Wottonville, in the District of Saint Francis—with the buildings and dependencies thereon erected.

To be sold at the church door of the Parish of Saint Hippolyte de Wotton, on WEDNESDAY, the THIRTIETH day of the month of APRIL next, at ELEVEN THIRTY o'clock in the forenoon.

C. E. THERRIEN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, March 20th., 1930.
[First publication, March 29th., 1930]
1694—13-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

No 277. } ALBERT LEBLANC, avocat,
en sa qualité de curateur à la
personne et aux biens de Paul-Hector Gendron,
de la cité de Sherbrooke, district de Saint-Fran-
çois, demandeur; contre NAPOLEON ROY, cul-
tivateur, du canton d'Eaton, dans le district de
Saint-François, défendeur.

Saisie comme appartenant audit défendeur:

Une terre située dans le canton d'Eaton, con-
nue d'après la subdivision primitive dudit canton,
comme partie du lot numéro vingt et un, dans le
sixième rang dudit canton d'Eaton, et mainte-
nant désignée aux plan et livre de renvoi officiels
pour le dit canton comme étant le numéro vingt
et un-B, dans le dit sixième rang dudit canton
d'Eaton.

Ce certain morceau ou lot de terre situé au
canton d'Eaton connu sur le plan du cadastre et au
livre de renvoi officiels dudit canton, comme étant
la moitié sud du lot numéro vingt et un-A, dans
le sixième rang dudit canton.

Le tout avec les bâtisses, circonstances et dépen-
dances dessus y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la pa-
roisse de Saint-Camille de Cookshire (Cookshire),
VENDREDI, le DEUXIEME jour du mois de
MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, C.-E. THERRIEN.
Sherbrooke, mars le 25, 1930. 1725—13-2
[Première publication, le 29 mars 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

No 779. } JOSEPH EDOUARD BOUF-
FARD, rentier, de Bis-
hop's Crossing, dans le district de Saint-François,
demandeur; contre JOSEPH BERNARD, du
canton d'Ascot, dans le district de Saint-Fran-
çois, cultivateur, défendeur.

Saisie comme appartenant audit défendeur:

Une terre située dans le canton d'Ascot, connue
et désignée autrefois comme étant la partie Est
du lot numéro Seize (Pt. Est No 16) dans le dixi-
ème (10) rang du dit canton d'Ascot, bornée à
l'Ouest par la partie centre du dit lot ci-devant
appartenant à James Parks et maintenant la pro-
priété de la succession Thomas, et aux autres côtés
par les lignes de contour du dit lot, et supposée
contenir soixante et seize acres et deux tiers en
superficie, plus ou moins, sans garantie de mesure
précise, et tel que le tout se trouve—avec les
bâtisses et améliorations.

Lequel terrain est aujourd'hui connu et dési-
gné comme étant le lot numéro Seize-A (16-A)
dans le dixième rang sur les plan et livre de renvoi
officiels pour le dit canton d'Ascot—avec les bâtis-
ses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, au Palais de
Justice, en la cité de Sherbrooke, dit district,
JEUDI, le PREMIER jour du mois de MAI
prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, C.-E. THERRIEN.
Sherbrooke, mars le 26, 1930.
[Première publication, le 29 mars 1930]
1749—13-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of St. Francis.

No. 277. } ALBERT LEBLANC, advocate,
in his quality of curator to the
person and property of Paul Hector Gendron,
of the city of Sherbrooke, district of St. Francis,
plaintiff; against NAPOLEON ROY, farmer,
of the township of Eaton, in the district of St.
Francis, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

A farm situate in the township of Eaton, known
on the official subdivision for the said township as
forming part of lot number twenty one, in the
sixth range of the said township of Eaton, and
now known on the official plan and book of refer-
ence for the said township as being number
twenty one-B, in the said sixth range of said
township of Eaton.

That certain parcel or lot of land situate in the
township of Eaton, known on the official cadastral
plan and book of reference for the said township
as being the South half of lot number twenty one-
A, in the sixth range of said township.

The whole with the buildings, circumstances
and dependencies thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of
St. Camille de Cookshire (Cookshire), on
FRIDAY, the SECOND day of the month of
MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

C. E. THERRIEN,

Sheriff's office, Sheriff.
Sherbrooke, March 25, 1930. 1726—13-2
[First publication, March 29, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

No. 779. } JOSEPH EDOUARD BOUF-
FARD, annuitant, of Bis-
hop's Crossing, in the District of Saint Francis,
Plaintiff; against JOSEPH BERNARD, of the
Township of Ascot, in the District of Saint Fran-
cis, farmer, Defendant.

Seized as belonging to the said Defendant:

A farm situate in the Township of Ascot,
known and designated formerly as being the
East part of lot number sixteen (Pt. East No. 16)
in the tenth (10) range of the said Township of
Ascot, bounded on the West by the Center part
of the said lot heretofore belonging to James
Parks and now the property of the Estate Tho-
mas, and on the other sides by the boundary
lines of the said lot, and supposed to contain
seventy six acres and two thirds in area, more or
less, without guarantee of exact measure, as the
whole actually exists—with buildings and other
improvements.

The said lot of land being to-day known and
designated as lot number sixteen-A (16-A), in the
tenth range on the official plan and book of refer-
ence for the said Township of Ascot—with the
buildings thereon erected, circumstances and
dependencies.

To be sold at my office, in the Court House,
in the City of Sherbrooke, said District, on
THURSDAY, the FIRST day of the month of
MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

C. E. THERRIEN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, March 26th., 1930.
[First publication, March 29th., 1930]
1750—13-2

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir: } OSCAR LAROC-
No 1172. } QUE, deman-

deur; contre NAPOLEON HARNOIS, défendeur.

Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Liboire, sur le dixième rang, étant le lot numéro quatre cent quatre-vingt-quinze (495) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Liboire, MARDI, le VINGT-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, (1930), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-L. CORMIER.
Saint-Hyacinthe, 25 mars 1930. 1727—13-2
[Première publication, le 29 mars 1930]

SAINT HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of St. Hyacinthe.
St. Hyacinthe, to wit: } OSCAR LAROCQUE,
No. 1172. } plaintiff; against

NAPOLEON HARNOIS, defendant.

A farm situate in the parish of St. Liboire, on the tenth range, being lot number four hundred and ninety five (495) on the official cadastre of said parish—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of St. Liboire, TUESDAY, on the TWENTY NINTH day of APRIL next, (1930), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff's office, Sheriff.
St. Hyacinthe, March 25, 1930. 1728—13-2
[First publication, March 29, 1930]

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE TERRIS ET DE BONIS.

Cour Supérieure.
Canada, } PETER -M. JOR-
Province de Québec, } DAN, de Shaw-
District de Terrebonne, } bridge, Demandeur;
No 2525. } vs MUNICIPAL
SERVICE CORPORATION, LIMITED, de
Montréal, Défenderesse.

Comme appartenant à la dite défenderesse, l'immeuble suivant, savoir:

Un système d'aqueduc établi dans la municipalité de la paroisse de Val-Morin, dans le district de Terrebonne, comprenant des sources d'eau vive, étang, barrages, canalisation souterraine, bornes-fontaines, accessoires dans et sous les rues, chemins et places publiques de la dite Municipalité de Val-Morin, avec et y compris un droit de servitude de passage et de prise d'eau sur le lot numéro dix-huit-B (18B) du rang dix du canton Morin, cadastre de la paroisse de Sainte-Adèle, comté de Terrebonne, tel qu'enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne, sous le numéro 88358, avec et y compris la franchise accordée à la défenderesse par et en vertu d'un règlement de la dite Municipalité de la paroisse de Val-Morin, le tout comme un tout complet.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale catholique de la paroisse de Val-Morin, district de Terrebonne, le HUITIEME jour d'AVRIL mil neuf cent trente, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-W. CYR.
Saint-Jérôme, le 20 février 1930. 1289—10-2
[Première publication, le 8 mars 1930]

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE TERRIS ET DE BONIS.

Superior Court.
Canada, } PETER M. JOR-
Province de Québec, } DAN, of Shaw-
District of Terrebonne, } bridge, plaintiff; vs
No. 2525. } MUNICIPAL SER-
VICE CORPORATION, LIMITED, of Mon-
tréal, defendant.

As belonging to the said defendant the following immoveable, to wit:

A waterworks system established in the municipality of the parish of Val-Morin, in the district of Terrebonne, including running water springs, pond, barrages, underground drains, hydrants, accessories in and under the streets, roads and public places of the said municipality of Val-Morin, with and including a right of servitude of way and water intake on lot number eighteen B (18B), of range ten of the township of Morin, cadastre of the parish of Ste. Adèle, county of Terrebonne, such as registered at the Registry office of the county of Terrebonne, under number 88358, with and including the franchise granted to the defendant by and in virtue of a by-law of the said municipality of the parish of Val-Morin, the whole as a single item.

To be sold at the door of the Catholic parochial church of the parish of Val-Morin, district of Terrebonne, the EIGHTH day of APRIL, one thousand nine hundred and thirty, at ONE o'clock in the afternoon.

J. W. CYR,
Sheriff's office, Sheriff.
St. Jerome, February 20th, 1930. 1290—10-2
[First publication, March 8, 1930]

Nominations

No 1888 Elec.
DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PU-
BLIQUE

Nomination de 5 commissaires d'écoles.
Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en Conseil en date du 21 mars

Appointments

No. 1888 Elec.
DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRU-
CTION

Appointment of 5 School Commissioners.
His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order-in-Council dated March 21,

1930, de nommer M. l'abbé A. Poirier, ptre-curé, M.M. John-D. Bourget, industriel, Benoît Bujold, cultivateur, Anselme Major, cultivateur, Salomon Bujold, cultivateur, commissaires d'écoles pour la municipalité de Val-d'Espoir, dans le comté de Gaspé.

1719

1930, to appoint Abbé A. Poirier, priest-curé, Messrs. John D. Bourget, manufacturer, Benoît Bujold, farmer, Anselme Major, farmer, Salomon Bujold, farmer, School Commissioners for the Municipality of Val-d'Espoir, in the county of Gaspé.

1720

Lettres patentes supplémentaires

"Caron Advertising Signs Company, Limited—Cie d'Enseignes Caron, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20, 41, 46 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du cinquième jour de mars 1930, à la compagnie: "Caron Advertising Signs Company, Incorporated—Cie d'Enseignes Caron, Incorporée", ratifiant les Règlements Nos 22 et 23 de la compagnie, comme suit, à savoir:

Règlement No 22—Changeant le nom de la compagnie "Caron Advertising Signs Company, Incorporated—Cie d'Enseignes Caron, Incorporée", en celui de "Caron Advertising Signs Company, Limited—Cie d'Enseignes Caron, Limitée";

Règlement No 23—Attendu que le capital-actions autorisé de la compagnie est de quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars (\$100.00) chacune;

Et attendu qu'il est désirable, dans l'intérêt de la compagnie et de ses actionnaires, que toutes les actions autorisées antérieurement soient converties en un nombre différent d'actions d'une valeur au pair ou sans valeur au pair;

Qu'il soit décrété comme suit:

Qu'une demande au Lieutenant-Gouverneur soit, par les présentes, autorisée pour l'émission de lettres patentes supplémentaires pour changer toutes les actions autorisées antérieurement en convertissant les quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions ordinaires d'une valeur au pair, alors existantes, en 1960 actions de la classe "A" d'une valeur au pair de dix dollars (\$10.00) chacune et 1960 actions de la classe "B" sans valeur au pair ou nominale; la classe "A" seront des actions privilégiées, non-cumulatives, à 7% et sans droit de vote et la classe "B" seront des actions avec droit de vote. Les dites actions de la classe "B" seront émises au prix qui sera fixé par les directeurs;

Que le montant avec lequel la compagnie continuera ses opérations ne soit pas inférieur à la somme de onze mille sept cent soixante dollars (\$11,760.00).

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de mars 1930.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1663 ALEXANDRE DESMEULES.

Supplementary Letters Patent

"Caron Advertising Signs Company, Limited—Cie d'Enseignes Caron, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 20, 41, 46 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of March, 1930, to the Company: "Caron Advertising Signs Company, Incorporated—Cie d'Enseignes Caron, Incorporée", ratifying By-laws Nos 22 and 23 of the Company as follows, to wit:

By-law No. 22—Changing the name of the Company "Caron Advertising Signs Company, Incorporated—Cie d'Enseignes Caron, Incorporée", to that of "Caron Advertising Signs Company, Limited—Cie d'Enseignes Caron, Limitée";

By-law No. 23—Whereas the authorized capital stock of the Company is Forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided in Four hundred and Ninety (490) shares of One hundred dollars (\$100.00) each;

And whereas it is desirable, in the interest of the Company and its shareholders, that all its previously authorized shares be changed into a different number of shares with and without par value;

Be it enacted as follows:

That an application to the Lieutenant-Governor is hereby authorized for the issue of supplementary letters patent for changing all previously authorized shares, by converting the Four hundred and Ninety (490) existing par value common shares into 1960 class "A" shares of a par value of Ten dollars (\$10.00) each and 1960 class "B" shares having no nominal or par value; the class "A" be non-voting 7% non-cumulative preference shares and the class "B" voting shares. The said class "B" shares to be issued at such price that may be fixed by the Directors;

That the amount with which the Company shall continue its operations shall not be inferior to Eleven thousand Seven hundred and Sixty dollars (\$11,760.00).

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of March, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
1664 Acting Assistant Provincial Secretary.

Ventes par licitation

Province de Québec, District d'Iberville, Cour Supérieure, No 1637.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Saint-Jean, dans le district d'Iberville, le 20 mars 1930, dans une cause dans laquelle Zéphirin Asselin, bourgeois,

Sales by licitation

Province of Quebec, District of Iberville, Superior Court, No. 1637.

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at St. John's, in the district of Iberville, the 20th of March, 1930, in a cause wherein Zéphirin Asselin,

de la cité de Saint-Jean, district d'Iberville, est demandeur, et Dame Adélaïde Lacoste, de la cité de Saint-Jean, district d'Iberville, épouse commune en biens d'Antoine Lacoste, du même lieu, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Dame Rose Desforges, de Springfield, dans l'état du Massachusetts, l'un des Etats-Unis de l'Amérique, épouse commune en biens de Frank Chase, du même lieu, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Léo Blanchard, de la cité de Saint-Jean, district d'Iberville, et Thomas Blanchard, ci-devant de Buffalo, dans l'état de New-York, l'un des Etats-Unis de l'Amérique, maintenant de lieux inconnus, sont défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir:

La partie nord du lot No 649 du cadastre officiel de la ville de Saint-Jean, contenant trente-six pieds de largeur sur cent quarante-quatre pieds de profondeur, borné au nord par le No 646 du dit cadastre, à l'est, par la rue Collin, au sud, par la partie sud du dit No 649, appartenant à Joseph Landry, et à l'ouest, par le No 648 du dit cadastre—avec maison et autres bâtisses dessus construites.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le DIXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures a.m., cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de la cité de Saint-Jean, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits, elles seront forecloses du droit de le faire.

Saint-Jean, 22 mars 1930.

Le procureur du demandeur.

1721—13-2

ANDRE REGNIER.

District de Beauharnois, Cour Supérieure, No 5993. David T. Turner ET AL, demandeurs, vs Arthur W. Hunter, es-qualité, défendeur.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Valleyfield, dans le district de Beauharnois, le vingt-cinquième jour de mars 1930, dans une cause dans laquelle David T. Turner, charpentier, de la ville de Huntingdon, Martha Turner, de la paroisse Saint-Etienne, veuve de Andrew Hunter, en son vivant cultivateur, du même lieu, Mary-Elisa McCartney, de la paroisse Saint-Etienne, veuve de Charles Turner, en son vivant, cultivateur, du même lieu, tous du district de Beauharnois, Isabella Turner, de la cité d'Outremont, district de Montréal, veuve de James Hunter, en son vivant, bourgeois, du même lieu, Sarah Turner, épouse commune en biens de John Dunn, cultivateur, de la paroisse Saint-Rémi, district d'Iberville, et ce dernier, tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Francis Turner, machiniste, de la ville de Rochester, dans l'Etat de New-York, Robert Turner, agent de police, de la ville de Détroit, dans le Michigan, et Mary Turner, de Spokane, Etat de Washington, veuve de William Dunn, en son vivant, bourgeois, du

gentleman, of the city of St. John's, district of Iberville, is plaintiff; and Dame Adélaïde Lacoste, of the city of St. John's, district of Iberville, wife common as to property of Antoine Lacoste, of the same place, and the latter both personally and to authorize his wife for the purposes hereof; Dame Rose Desforges, of Springfield, in the State of Massachusetts, one of the United States of America, wife common as to property of Frank Chase, of the same place, and the latter both personally and to authorize his wife for the purposes hereof, Léo Blanchard, of the city of St. John's, district of Iberville, and Thomas Blanchard, heretofore of Buffalo, in the State of New-York, one of the United States of America, now of parts unknown, are defendants, ordering the licitation of a certain immoveable described as follows, to wit:

The North part of lot No. 649 on the official cadastre for the town of St. John's, measuring thirty six feet in width by one hundred and forty four feet in depth, bounded on the North by No. 646 of said cadastre, on the East by Collin Street, on the South by the South part of said No. 649, belonging to Joseph Landry, on the West by No. 648 for the said cadastre—with a house and other buildings thereon erected.

The above described immoveable will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder, the TENTH day of MAY next, at TEN o'clock a.m., sitting the Court, in the Court room of the Court House of the city of St. John's, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

St. John's, March 22, 1930.

ANDRE REGNIER,

1722—13-2

Attorney for Plaintiff.

District of Beauharnois, Superior Court, No. 5993. David T. Turner, ET AL, plaintiffs; vs Arthur W. Hunter, es-qualité, defendant.

Notice is given that pursuant to a judgment of the Superior Court, sitting at Valleyfield, in the district of Beauharnois, on the twenty fifth day of March, 1930, in a cause in which David T. Turner, carpenter, of the town of Huntingdon, Martha Turner, of the parish of St. Etienne, widow of Andrew Hunter, in his lifetime a farmer, of the same place, Mary Elisa McCartney, of the parish of St. Etienne, widow of Charles Turner, in his lifetime a farmer, of the same place, all of the district of Beauharnois, Isabella Turner, of the city of Outremont, district of Montreal, widow of James Hunter, in his lifetime, gentleman of the same place, Sarah Turner, wife common as to property of John Dunn, farmer, of the parish of St. Remi, district of Iberville, and the latter both personally and to authorize his wife for the purposes hereof, Francis Turner, machinist, of the town of Rochester, in the State of New-York, Robert Turner, police agent, in the city of Detroit, Michigan, and Mary Turner, of Spokane, State of Washington, widow of William Dunn, in his lifetime, gentleman, of the same place, all of the

même lieu, tous des Etats-Unis d'Amérique, sont demandeurs, et Arthur W. Hunter, de la paroisse Saint-Etienne susdite, en sa qualité de curateur aux biens de l'absent James-T. Turner, est défendeur, ordonnant la licitation des immeubles suivants:

1. Un lot de terre situé dans la paroisse Saint-Etienne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse sous le numéro 212—avec les bâties dessus érigées;

2. Un autre lot de terre situé dans la dite paroisse Saint-Etienne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi susdits, sous le numéro 213—avec les bâties dessus érigées;

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère en bloc, et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le TRENTIEME jour d'AVRIL 1930, au bureau du protonotaire, au Palais de Justice, à Salaberry de Valleyfield, à ONZE heures de l'avant-midi, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits, elles seront forcloses de le faire.

Valleyfield, 26 mars 1930. 1723—13-2
Les avocats des demandeurs,
1723—13-2 LAURENDEAU & COSSETTE.

United States of America, are plaintiffs; and Arthur W. Hunter, of the aforesaid parish of St. Etienne, in his quality of curator to the property of the absentee James T. Turner, is defendant, ordering the licitation of the following immovables:

1. A lot of land situate in the parish of St. Etienne, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish under No. 212—with the buildings thereon erected;

2. Another lot of land situate in the said parish of St. Etienne, known and designated on the aforesaid plan and book of reference, under No. 213—with the buildings thereon erected;

The hereabove designated immovables will be put up for auction in block and adjudged to the highest and last bidder, on the THIRTIETH day of APRIL, 1930, at the office of the Prothonotary, in the Court House at Salaberry de Valleyfield, at ELEVEN o'clock in the forenoon, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Valleyfield, March 26, 1930.
LAURENDEAU & COSSETTE,
1724—13-2 Advocates for plaintiffs.

Index de la Gazette officielle de Québec, No 13

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dame Bachand vs Choquette	1175
" Charland vs Perreault	1177
" Cooperman vs Chernak	1177
" Landreville vs Vidal	1175
" Lepage vs Dignard	1176
" Lieberman vs Weisberg	1176
" Mandorino vs Fasano	1177
" Marcovitch vs Etcovitch	1177
" Nadeau vs Gagnon	1178
" Parkovnic vs Dubrofsky	1176
" Ritchie vs Winterburn	1176
" Segal vs Austrager	1177
" Segal vs Finkelstein	1176
" Troyansky vs Robinovitch	1177
" Yosevitch vs Bremen alias Bruman ..	1176

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:

Fleming vs Fleming	1178
--------------------------	------

ANNONCEURS:—Avis aux

ASSEMBLÉE:—

Montreal Tramways Company	1178
Quebec Central Railway Co.	1178

ASSURANCES:—

Cie d'ass. mutuelle de Sainte-Marthe-de-Vaudreuil	1173
---	------

Index of the Quebec Official Gazette, No. 13

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Bachand vs Choquette	1175
" Charland vs Perreault	1177
" Cooperman vs Chernak	1177
" Landreville vs Vidal	1175
" Lepage vs Dignard	1176
" Lieberman vs Weisberg	1176
" Mandorino vs Fasano	1177
" Marcovitch vs Etcovitch	1177
" Nadeau vs Gagnon	1178
" Parkovnic vs Dubrofsky	1176
" Ritchie vs Winterburn	1176
" Segal vs Austrager	1177
" Segal vs Finkelstein	1176
" Troyansky vs Robinovitch	1177
" Yosevitch vs Bremen alias Bruman ..	1176

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY:—

Fleming vs Fleming	1178
--------------------------	------

ADVERTISERS:—Notice to

MEETING:—

Montreal Tramways Company	1178
Quebec Central Railway Co.	1178

INSURANCES:—

Cie d'ass. mutuelle de Sainte-Marthe-de-Vaudreuil	1173
---	------

Cie d'ass. mutuelle de la paroisse de Saint-Pierre-du-Lac.....	1173	Cie d'ass. mutuelle de la paroisse de Saint-Pierre-du-Lac.....	1173
AVIS DIVERS:—		MISCELLANEOUS NOTICES:—	
Drouin, Jules, notaire destitué.....	1179	Drouin, Jules, notary removed.....	1179
La Cie Electrique Rivière-à-Pierre, Ltée.....	1179	La Cie Electrique Rivière-à-Pierre, Ltée.....	1179
La Corp. Electrique de Témiscouata.....	1179	La Corp. Electrique de Témiscouata.....	1179
BUREAU-CHEF:—		CHIEF-OFFICE:—	
The T. C. Gorman Construction Co., Ltd.....	1180	The T. C. Gorman Construction Co., Ltd.....	1180
CHARTRE—ABANDON DE:—		CHARTER—SURRENDER OF:—	
Marceau, Limitée.....	1180	Marceau, Limitée.....	1180
Smith, Limitée.....	1181	Smith, Limitée.....	1181
DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—		APPLICATIONS TO PARLIAMENT:—	
Cité de Longueuil.....	1174	City of Longueuil.....	1174
Commissaires du Havre de Montréal....	1173	Harbour Commissioners of Montreal....	1173
Succession O'Reilly.....	1174	Estate O'Reilly.....	1174
Syndics de Saint-Philippe-de-La-Reine..	1174	Trustees of Saint Philippe de La Reine..	1174
DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—		DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—	
Hébertville-Station.....	1174	Hébertville-Station.....	1174
Municipalité scolaire de Saint-Emile....	1174	School municipality of Saint Emile....	1174
Municipalité scolaire de Saint-Eugène..	1175	School municipality of Saint Eugène....	1175
Saint-Alphonse-de-Kildare.....	1175	Saint-Alphonse-de-Kildare.....	1175
Saint-Damien-de-Buckland.....	1175	Saint-Damien-de-Buckland.....	1175
LETTRES PATENTES:—		LETTERS PATENT:—	
Adler Garment Co., Inc.....	1154	Adler Garment Co., Inc.....	1154
Beetee Electric, Inc.....	1157	Beetee Electric, Inc.....	1157
Bernad Dress, Inc.....	1158	Bernad Dress, Inc.....	1158
Bonne Valeur, Ltée.....	1159	Bonne Valeur, Ltée.....	1159
Carling Agencies, Ltd.....	1133	Carling Agencies, Ltd.....	1133
Deskin Bros., Ltd.....	1161	Deskin Bros., Ltd.....	1161
Duquette & Biron, Ltée.....	1162	Duquette & Biron, Ltée.....	1162
Eastern Creditors' Association, Inc.....	1134	Eastern Creditors' Association, Inc.....	1134
Garage St-Jean & Cie, Ltée—St. John's Garage & Co., Ltd.....	1134	Garage St-Jean & Cie, Ltée—St. John's Garage & Co., Ltd.....	1134
J.-P. Gosselin & Fils, Ltée.....	1137	J.-P. Gosselin & Fils, Ltée.....	1137
La Parfumerie Le Paon, Ltée.....	1139	La Parfumerie Le Paon, Ltée.....	1139
La Renardière Causapsal, Ltée.....	1143	La Renardière Causapsal, Ltée.....	1143
Royal Montreal Rooters Club, Inc.....	1145	Royal Montreal Rooters Club, Inc.....	1145
Scieries Saguenay, Ltée—Saguenay Saw Mills, Ltd.....	1146	Scieries Saguenay, Ltée—Saguenay Saw Mills, Ltd.....	1146
Sim-O-Leum, Ltd.—Sim-O-Leum, Ltée.....	1148	Sim-O-Leum, Ltd.—Sim-O-Leum, Ltée.....	1148
The Roxy Store Co., Ltd.....	1151	The Roxy Store Co., Ltd.....	1151
The T. C. Gorman Construction Co., Ltd.....	1166	The T. C. Gorman Construction Co., Ltd.....	1166
Union Realty Corporation.....	1153	Union Realty Corporation.....	1153
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—	
Batiscan Power & Light Co.....	1170	Batiscan Power & Light Co.....	1170
Caron Advertising Signs Co., Ltd.—Cie d'Enseignes Caron, Ltée.....	1205	Caron Advertising Signs Co., Ltd.—Cie d'Enseignes Caron, Ltée.....	1205
Dominion Utilities Corporation.....	1170	Dominion Utilities Corporation.....	1170
La Cie d'Administration des Cantons de l'Est, Inc.....	1170	La Cie d'Administration des Cantons de l'Est, Inc.....	1170
MINUTES DE NOTAIRE:—		NOTARIAL MINUTES:—	
Dupuis, J.-E.-R.....	1181	Dupuis, J.-E.-R.....	1181
NOMINATIONS:—		APPOINTMENTS:—	
Commissaires d'écoles.....	1130	School Commissioners.....	1130
Diverses.....	1204	Miscellaneous.....	1204

PROCLAMATION :—

Loi de tempérance du Canada pour le
comté de Compton..... 1131

SOUMISSIONS :—

Cité de Shawinigan Falls..... 1182
Commission scolaire de Chicoutimi..... 1181
Ville de Chicoutimi..... 1181

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS :—

Canadian National Express..... 1182

VENTE, LOI DE FAILLITE :—

Boily, Armand..... 1186
Boily, Armand..... 1186
Gagnon, J.-G..... 1184
Gareau, Roch..... 1183
Guillemette, Philippe..... 1184
Robert Motor Sales..... 1185
Succession A. Guérard..... 1185

VENTE PAR LICITATION :—

Asselin vs Lacoste *et al*..... 1205
Turner *et al* vs Hunter..... 1206

VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

ABITIBI :—

Jacob vs Brouillette..... 1190

ARTHABASKA :—

Desaulniers vs Turcotte..... 1190

BEAUCE :—

Doyon vs Gilbert..... 1191

BEDFORD :—

Nutting vs Poirier..... 1191
Santerre vs The Richford National Bank
et al..... 1192

CHICOUTIMI :—

Dufour vs Tremblay..... 1193

GASPÉ :—

Lévesque vs Gauvreau *et al*..... 1193

JOLIETTE :—

Béland vs Vilandré alias Vilandry..... 1194

MONTREAL :—

Continental Guaranty Corp. of Canada,
Ltd. vs Pépin..... 1196
Cusson vs Lussier..... 1197
Dampousse vs Chamberland..... 1194
Goldfarb vs Saltzman *et al*..... 1196
La Société Nationale de Fiducie vs De-
brofsky..... 1198
Marler vs Marchand..... 1195
Pigeon vs Clément..... 1197
The Prudential Ins. Co. of America vs
Laberge..... 1198
Valin *et al* vs Demers *et vir*..... 1199

PROCLAMATION :—

Canada Temperance Act for the county
of Compton..... 1131

TENDERS :—

City of Shawinigan Falls..... 1182
School Commission of Chicoutimi..... 1181
Town of Chicoutimi..... 1181

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE :—

Canadian National Express..... 1182

SALE, BANKRUPTCY ACT :—

Boily, Armand..... 1186
Boily, Armand..... 1186
Gagnon, J.-G..... 1184
Gareau, Roch..... 1183
Guillemette, Philippe..... 1184
Robert Motor Sales..... 1185
Estate A. Guérard..... 1185

SALE BY LICITATION :—

Asselin vs Lacoste *et al*..... 1205
Turner *et al* vs Hunter..... 1206

SHERIFFS' SALES :—

ABITIBI :—

Jacob vs Brouillette..... 1190

ARTHABASKA :—

Desaulniers vs Turcotte..... 1190

BEAUCE :—

Doyon vs Gilbert..... 1191

BEDFORD :—

Nutting vs Poirier..... 1191
Santerre vs The Richford National Bank
et al..... 1192

CHICOUTIMI :—

Dufour vs Tremblay..... 1193

GASPÉ :—

Lévesque vs Gauvreau *et al*..... 1193

JOLIETTE :—

Beland vs Vilandre alias Vilandry..... 1194

MONTREAL :—

Continental Guaranty Corp. of Canada,
Ltd. vs Pépin..... 1196
Cusson vs Lussier..... 1197
Dampousse vs Chamberland..... 1194
Goldfarb vs Saltzman *et al*..... 1196
La Société Nationale de Fiducie vs De-
brofsky..... 1198
Marler vs Marchand..... 1195
Pigeon vs Clément..... 1197
The Prudential Ins. Co. of America vs
Laberge..... 1198
Valin *et al* vs Demers *et vir*..... 1199

Valin <i>et al</i> vs Demontigny.....	1196	Valin <i>et al</i> vs Demontigny.....	1196
Ville de Dorion <i>et al</i> vs héritiers M. Ménard.....	1195	Town of Dorion <i>et al</i> vs heirs M. Ménard.....	1195
RIMOUSKI:—		RIMOUSKI:—	
Lamoureux vs Labrie.....	1200	Lamoureux vs Labrie.....	1200
Produits Généraux, Ltée vs Loubos.....	1200	Produits Généraux, Ltée vs Loubos.....	1200
ROBERVAL:—		ROBERVAL:—	
Dragon & Cie vs Collard.....	1201	Dragon & Cie vs Collard.....	1201
Le Prêt Hypothécaire vs Tremblay.....	1201	Le Prêt Hypothécaire vs Tremblay.....	1201
SAGUENAY:—		SAGUENAY:—	
Kelly vs McRae <i>et al</i>	1201	Kelly vs McRae <i>et al</i>	1201
SAINT-FRANÇOIS:—		SAINT FRANCIS:—	
Bouffard vs Bernard.....	1203	Bouffard vs Bernard.....	1203
La Fonderie de St-Anselme, Ltée vs Carrière.....	1202	La Fonderie de St-Anselme, Ltée vs Carrière.....	1202
Leblanc vs Roy.....	1203	Leblanc vs Roy.....	1203
SAINT-HYACINTHE:—		SAINT HYACINTHE:—	
Larocque vs Harnois.....	1204	Larocque vs Harnois.....	1204
TERREBONNE:—		TERREBONNE:—	
Jordan vs Municipal Service Corp., Ltd.	1204	Jordan vs Municipal Service Corp., Ltd.	1204